

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES – SORBONNE
SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Cahiers
du
MONDE RUSSE
et
SOVIÉTIQUE
1

MOUTON & CO

Volume II

Janvier-mars 1961

Cahiers
du
MONDE RUSSE
et
SOVIÉTIQUE

1

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES - SORBONNE
SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
DIVISION DES AIRES CULTURELLES :
Centre d'Études sur l'U.R.S.S. et les Pays Slaves

CAHIERS DU MONDE RUSSE ET SOVIÉTIQUE

- revue trimestrielle

publiée avec le concours

de l'Institut d'Études Slaves de l'Université de Paris,
du Centre de Recherches d'Histoire Slave de la Faculté des Lettres et
Sciences Humaines. Sorbonne,
du Centre des Relations Internationales de la Fondation Nationale
des Sciences Politiques,
du Centre Français de Droit Comparé.

Comité de rédaction :

Jacques BELLON - Alexandre BENNIGSEN
Henri CHAMBRE - René DAVID - Claude FRIoux
Basile KERBLAY - Paul LEMERLE
François de LIENCOURT - Roger PORTAL
Jean TRAIN - Stuart SCHRAM

MOUTON & CO, éditeur, Paris - La Haye.

CAHIERS DU MONDE RUSSE ET SOVIÉTIQUE

Vol. II - 1

Janvier-mars 1961

ÉTUDES

- Y. PRADIGOU. L'évolution démographique de l'U.R.S.S. et les problèmes de répartition de la main-d'œuvre. 5
- G. NIVAT. La genèse d'un roman historique soviétique : « Pierre le Grand » d'Alexis Tolstoï. 37
- R. DAVID. Légalité socialiste ou dépérissement du droit. 56

CHRONIQUES

- J. CANTOU. L'œuvre de conservation et de restauration des édifices religieux en Russie. 88
- M. ALPATOV. Bibliographie sur la restauration des monuments historiques en U.R.S.S. 103
- R. LOEWENTHAL. Les Juifs de Bukhara. 104

BIBLIOGRAPHIE

- P. V. GUGUŠVILI. La science économique dans la Géorgie Soviétique (1921-1961). 109

CONDITIONS D'ABONNEMENT (4 numéros)

France, Communauté, Maroc, Tunisie, Guinée, Indochine ..	33,00 NF
Autres Pays	40,00 NF//30.—
Le numéro	9,00 NF//8.—

Pour la France et la Communauté :

les ordres de paiement doivent être libellés au nom et à l'ordre de :

Éditions MOUTON & CO
68, quai des Orfèvres, Paris-I^{er}

par virement postal : n° 50-6796. Paris ;
par chèque bancaire : Crédit Commercial de France, Agence Saint-Germain,
Carrefour de l'Odéon, Paris-VI^e, compte 21 947.

Pour l'étranger :

MOUTON & CO, N.V., Kerklaan 74, RIJSWIJK (Z.H.) Hollande

par virement postal : n° 473950. La Haye ;
par chèque bancaire : Twentsche Bank N.V., La Haye.

Manuscripts

Les manuscrits non retenus restent pendant un an à la disposition de leurs auteurs qui peuvent, soit les reprendre aux bureaux de la revue, soit en demander le renvoi par la poste à leurs frais.

Passé le délai d'un an, les manuscrits non retenus ne sont pas conservés.

L'École Pratique des Hautes Études recommande aux auteurs de garder toujours un double de leurs manuscrits, et déclare dégager sa responsabilité au cas où l'un de ceux-ci viendrait à s'égarer.

Les opinions émises dans les articles publiés par les *Cahiers du Monde Russe et Soviétique* engagent la seule responsabilité de ceux qui les expriment. La Rédaction ne peut en aucun cas en être tenue responsable.

Tout auteur déposant un manuscrit est réputé avoir pris connaissance de ces dispositions et les accepter.

Toute la correspondance, manuscrits, livres et périodiques, doit être adressée aux *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, École Pratique des Hautes Études, Division des Aires Culturelles, 20, rue de la Baume, Paris-VIII^e.

Printed in France.

L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DE L'U.R.S.S. ET LES PROBLÈMES DE RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les problèmes de main-d'œuvre sont actuellement au centre des préoccupations des planifications soviétiques, puisque le rythme de croissance de la production industrielle dépend pour une large part de la possibilité de recruter de nouveaux ouvriers. Or, deux facteurs agissent essentiellement sur le recrutement des travailleurs : l'évolution démographique et la politique économique et sociale.

Sur le premier point, les résultats du recensement de janvier 1959, qui ont été publiés en deux fois, le 10 mai 1959 et le 4 février 1960, ont apporté d'importantes indications sur le chiffre total, la structure et la composition de la population soviétique. Les données permettent de dégager quelques conclusions sur la façon dont se présente la question de l'approvisionnement en main-d'œuvre de l'industrie soviétique, au cours des prochaines années.

Dans cette perspective, le problème de la répartition de la main-d'œuvre prend toute son importance. Il revêt en effet une signification aussi bien sociale et politique qu'économique. De la façon dont les dirigeants soviétiques résoudront quelques questions essentielles telles que celle du recrutement et de la répartition de la main-d'œuvre, celle des salaires et des conditions de travail, dépendront pour une large part la croissance économique et l'évolution sociale de l'U.R.S.S., ainsi que l'attrait que pourra exercer le régime en dehors de ses frontières.

A. — LES RÉSULTATS DU RECENSEMENT DE JANVIER 1959 ET L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DE L'U.R.S.S.

Les renseignements publiés par le service central de la statistique en 1959 et 1960 portent sur l'évaluation globale de la population, sa répartition par sexe, par âge et par profession, la décomposition par

république et par province ainsi que par nationalité, la natalité, la mortalité et la nuptialité, le degré d'instruction et la croissance des principales villes¹. Sans prétendre à une analyse d'ensemble de ces données, on peut formuler à leur propos un certain nombre de réflexions portant sur la structure de la population soviétique, sur son évolution et sur sa répartition géographique.

1. *La structure de la population.*

Les deux éléments les plus frappants sont certainement le déséquilibre des sexes et le vieillissement de la population soviétique depuis 1939. Le premier phénomène qui apparaît de façon très claire sur la pyramide des âges est évidemment le résultat des pertes de la guerre. Celles-ci en effet ont frappé surtout les hommes qui sont actuellement âgés de plus de trente-cinq ans. Le déséquilibre contribue à expliquer la place très considérable que continue à tenir la main-d'œuvre féminine dans la population active de l'U.R.S.S. Quant au vieillissement depuis le début de la guerre, il est également très marqué. Le jeu combiné de différents facteurs, dont en particulier l'allongement de la vie moyenne des individus et la réduction du nombre des naissances pendant les années de guerre a abouti à diminuer sensiblement la proportion des Soviétiques de moins de 30 ans par rapport aux plus de 30 ans. Le pourcentage des premiers est passé de 62,5 % environ en 1939 (évaluation dans les frontières actuelles) à 56,2 % en janvier 1959.

Cette évolution a revêtu en fait un double aspect. D'une part, le nombre des individus de plus de 65 ans qui, en général, ont cessé de travailler, s'est accru, ce qui a augmenté la charge de leur subsistance. Mais d'autre part, la proportion des adultes en âge de travailler a, elle aussi, nettement augmenté. Selon que l'on adopte la définition française ou la définition soviétique², la proportion des adultes dans la population soviétique était de 56 ou de 58 % en janvier 1959. Ce taux, très supérieur à celui de 1939, est comparable à celui de la France. C'est-à-dire que la charge qui pèse sur chacun des individus en âge de travailler pour l'entretien des éléments non-travailleurs de la population est du même ordre dans les deux pays (voir tableau 1).

¹ « O predvaritel' nyh itogah vsesojuznoj perepisi naselenija 1959 goda », *Vestnik Statistiki*, n° 5, 1959, pp. 3-24 ; « Ob urovne obrazovanija, nacional'nom sostave i vozrastnoj strukture naselenija S.S.S.R. po dannym vsesojuznoj perepisi naselenija 1959 goda », *Vestnik Statistiki*, n° 2, 1960, pp. 8-21 ; « O raspredelenii naselenija S.S.S.R. po obščestvennym gruppam, otraslam narodnogo hozjajstva i zanatijam i ob urovne obrazovannyh rabotnikov fizičeskogo i umstvennogo truda », *Vestnik Statistiki*, n° 12, 1960, pp. 4-21.

² L'Annuaire statistique de la France classe parmi les adultes les individus des deux sexes entre 20 et 64 ans tandis que la Direction de la Statistique de l'U.R.S.S. considère comme personnes en âge de travailler les hommes de 16 à 59 ans et les femmes de 16 à 54 ans.

TABLEAU I

*Répartition par trois grands groupes d'âge
de la population française et soviétique.*

	U.R.S.S.		France 1957
	1939	1956	
Jeunes (0-19 ans)	44,5	37,4	31,4
Adultes (20-64 ans)	50,5	56,2	57,1
Vieillards (65 ans et plus)	5,0	6,4	11,5
Adultes en âge de travailler	53,5	58	55
(Définition soviétique : hommes : 16 à 59 ans, femmes : 16 à 54 ans)			

En dépit de ce vieillissement, la population soviétique demeure encore très jeune et la proportion de jeunes de moins de 20 ans est nettement plus forte qu'en France et dans la plupart des pays occidentaux. Cette particularité explique et commande certains des aspects de l'évolution démographique de l'U.R.S.S.

2. L'évolution de la population.

a) L'évolution depuis 1939.

L'accroissement de la population entre 1939 et 1959 a été relativement lent, 18,1 millions en vingt ans. Cette évolution s'explique par l'importance des pertes de la guerre. Aucune estimation officielle n'en a été faite, mais on peut penser que la réduction du nombre des naissances jointe à l'accroissement considérable du nombre des décès a entraîné une baisse très sensible de la population soviétique entre 1939 et 1945.

En l'absence d'une connaissance précise des taux de natalité et de mortalité qu'a connus l'U.R.S.S. au lendemain de la guerre, il est difficile de reconstituer à partir des données de 1959 le chiffre de la population soviétique en 1946. On peut cependant à l'aide des séries statistiques établies par Jean Biraben³ se livrer à une estimation approximative. Si l'on admet que le taux d'accroissement de la population a été environ de 1 % par an entre 1946 et 1949 et de 1,7 % entre 1950 et 1959, on aboutit au chiffre de 172 millions environ en 1946. Cette estimation est inférieure de plus de 18 millions

³ Dr. Jean Biraben, « Essai sur l'évolution démographique de l'U.R.R.S. », *Population*, juin 1958 (numéro spécial), pp. 29-62.

à celle que donne la Direction de la Statistique pour la population en 1939 des territoires composant actuellement l'Union Soviétique (190,7 millions). Cette différence donne un ordre de grandeur permettant de mesurer l'importance des pertes directes et indirectes infligées par la guerre à la population soviétique.

b) *Les perspectives de l'évolution de la population.*

L'évolution probable de la population soviétique dépend de deux facteurs, le taux de mortalité et le taux de natalité. Sur le premier point, le communiqué de la Direction de la Statistique donne une décomposition intéressante du taux de mortalité par âge (voir tableau 2).

TABLEAU 2

*Taux de mortalité en France, en U.R.S.S. et aux États-Unis en 1958
(pour 1 000).*

	France			U.R.S.S.	États-Unis
	Hommes	Femmes	Deux sexes	Deux sexes	Deux sexes
0-4 ans	7,3	5,8	6,6	11,8	6,7
5-9 ans	0,5	0,4	0,4	1,1	0,5
10-14 ans	0,4	0,3	0,3	0,8	0,4
15-19 ans	1,0	0,5	0,7	1,3	0,9
20-24 ans	1,4	0,6	1,0	1,8	1,2
25-29 ans	1,8	0,8	1,3	2,2	1,3
30-34 ans	2,1	1,1	1,6	2,6	1,6
35-39 ans	2,8	1,6	2,2	3,1	2,4
40-44 ans	4,2	2,4	3,3	4,1	3,6
45-49 ans	6,3	3,6	4,9	5,4	5,8
50-54 ans	10,5	5,3	7,9	8,0	9,4
55-59 ans	16,5	7,8	12,0	10,9	14,1
60-64 ans	24,2	12,1	17,3	16,9	21,0
65-69 ans	35,9	19,9	26,2	23,5	34,7
70 et au-dessus	95,1	72,1	80,0	62,4	81,3
Taux moyen	11,7	10,7	11,1	7,2	9,5

Source : *Izvestiya*, 4 février 1960 et *Annuaire démographique des Nations Unies*.

Une rapide comparaison avec les taux français tels qu'ils ressortent des chiffres qui figurent dans l'*Annuaire statistique de la France* suggère les réflexions suivantes :

— Les taux français sont nettement plus bas pour les individus les plus jeunes. La tendance se renverse au contraire à partir de 55 ans et

la disproportion devient très sensible en faveur de l'U.R.S.S. à partir de 65 ans.

— La jeunesse de la population soviétique par rapport à celle de nombreux pays occidentaux explique dans une large mesure la différence entre les taux moyens (environ 11 % en France contre 7,2 % en U.R.S.S.⁴). Elle ne suffit pas à expliquer en revanche que la mortalité soit plus forte en France qu'en U.R.S.S. à partir de 55 ans.

— Cette dernière disparité est peut-être due pour une part, notamment entre 55 et 65 ans, au fait que la population soviétique de ces générations compte une très forte proportion de femmes. Or la différence entre la mortalité des hommes et des femmes est très importante à cet âge.

— Il reste qu'au-delà de 65 ans et surtout chez les individus de plus de 70 ans, les taux de mortalité sont sensiblement moins élevés en U.R.S.S. qu'en France. Mais seule une analyse plus détaillée permettrait de déterminer si pour chaque tranche annuelle la mortalité est effectivement plus forte en France qu'en Union Soviétique.

— L'évaluation de la vie moyenne donnée par la Direction de la Statistique soviétique (68 ans en 1957-1958) est légèrement inférieure au chiffre français (67 ans pour les hommes et 73 ans pour les femmes en 1958), mais n'en est pas moins étonnamment élevée étant donné les différences de conditions de vie dans les deux pays.

Il est difficile de prévoir l'évolution du taux de mortalité soviétique dans l'avenir. On peut néanmoins penser qu'elle subira l'influence de deux facteurs : l'amélioration de l'hygiène et les progrès de la médecine devraient contribuer à réduire la mortalité notamment chez les jeunes enfants. En revanche le vieillissement de la population, phénomène qui devrait se poursuivre, tendra à rapprocher progressivement le taux moyen soviétique de celui des pays occidentaux.

En ce qui concerne le taux de natalité, le communiqué de la Direction de la Statistique du 1^{er} mai 1959 donnait le chiffre élevé de 25 ‰, identique à celui des États-Unis et supérieur à celui de la France (18,4 ‰). Le communiqué du 4 février 1960 ne fournit pas d'indication nouvelle et ne donne en particulier ni décomposition régionale, ni précision sur les différences qui peuvent exister entre la population urbaine et rurale. En revanche, le document contient des chiffres relatifs au nombre des ménages et à la proportion des hommes mariés qui permettent de préciser certaines données relatives à la nuptialité en U.R.S.S. (voir tableau 3).

⁴ Le communiqué du 4 février 1960 donne le chiffre de 7,2 % alors que celui du 10 mai 1945 donnait 7,5 %.

TABLEAU 3

Proportion de gens mariés par rapport à la population de plus de 16 ans en France et en U.R.S.S.
(pour 1 000).

	U.R.S.S. Janvier 1959	France Janvier 1956
1. <i>Hommes</i>	695	668
dont 21-34 ans	697	602
35-44 ans	957	694
45-54 ans	960	752
55-64 ans	934	832
66 et au-dessus ..	800	684
2. <i>Femmes</i>	522	598
TOTAL 1 + 2	595	631

Il en ressort que parmi les individus âgés de plus de 16 ans, la proportion des hommes mariés est plus forte en U.R.S.S. qu'en France, mais que, du fait du déséquilibre de la répartition par sexes, la proportion des femmes mariées est nettement plus faible qu'en France. Les statistiques soviétiques ne permettent malheureusement pas de faire de comparaison pour les différents âges de la population féminine et il est donc difficile de mesurer l'incidence de ce phénomène sur le taux de fécondité.

Néanmoins, l'analyse de la pyramide des âges permet de penser que la plus forte proportion de femmes célibataires ou veuves doit exister parmi celles qui ont actuellement plus de 30 ans, c'est-à-dire qui correspondent en gros aux générations d'hommes éprouvés par la guerre. Il est probable que l'équilibre tend à se rétablir pour les femmes qui ont actuellement entre 16 et 30 ans et qui ne sont arrivées à l'âge nubile que nettement après la fin de la guerre. La proportion de femmes mariées parmi celles qui sont en âge d'avoir des enfants devrait donc normalement s'accroître dans les années à venir. Cette évolution devrait avoir une influence favorable sur le taux de fécondité et contribuer à le maintenir à un niveau élevé⁵.

En revanche, dans les toutes prochaines années, l'arrivée à l'âge du mariage des générations nées à l'époque de la guerre et, de ce fait beaucoup moins nombreuses, devrait peser sur le taux de nuptialité actuellement élevé (12 0/00 contre 8,3 aux États-Unis et 7 0/00 en France)

⁵ Le nombre d'enfants nés annuellement par cent femmes de 15 à 49 ans s'établit à l'heure actuelle un peu au-dessus de 11 % en U.R.S.S. et aux alentours de 8 % en France.

et par contrecoup sur le taux de natalité dans les dix prochaines années.

Si l'on considère l'évolution à plus long terme, on peut penser que la baisse du taux de natalité que l'on a observée en U.R.S.S. comme dans la plupart des pays occidentaux depuis le début du siècle se poursuivra. Néanmoins, la population soviétique conservera sans doute pendant de longues années encore le dynamisme que lui donne actuellement son taux de natalité élevé par rapport à celui des pays occidentaux. Il sera particulièrement intéressant à cet égard de voir quelle influence l'effort de constructions de logement entrepris actuellement par le gouvernement soviétique pourra avoir sur l'évolution de la natalité au cours des dix ou vingt prochaines années.

3. *La répartition géographique.*

Les résultats du recensement font ressortir d'importants mouvements de population entre 1939 et 1959, qui exercent également une influence directe sur les problèmes de main-d'œuvre.

a) *Population urbaine et rurale.*

La population urbaine est passée de 60 à 100 millions tandis que la population rurale se réduisait dans le même temps de 130 à 109 millions d'habitants ; c'est-à-dire que la proportion des citadins s'est élevée en vingt ans de 32 à 48 % de la population totale de l'U.R.S.S. (voir tableau 4).

Cette évolution provient sans doute essentiellement du transfert régulier de la main-d'œuvre agricole vers les industries urbaines. Il serait cependant intéressant de pouvoir comparer les taux de natalité à la ville et à la campagne afin de mesurer les rythmes de croissance respectifs des deux types de populations.

Un tel afflux d'habitants vers les villes qui a abouti à doubler en vingt ans la population de grands centres industriels comme Novossibirsk, Kouibychev, Sverdlovsk ou Tchéliabinsk et qui a entraîné un gonflement considérable de toutes les principales agglomérations urbaines de l'U.R.S.S., a contribué pour une part importante à la crise aiguë du logement que l'on peut constater dans toutes les régions de l'Union Soviétique. Les villes qui ont connu l'accroissement le plus rapide de leur population sont aussi celles où la surface construite par tête d'habitant est la plus faible (5,8 m² à Novossibirsk en 1956, contre 7,9 m² à Léninegrad)⁶.

L'exiguité des appartements et les difficultés considérables que comporte la recherche d'un nouveau logement dans les grandes villes,

⁶ *Narodnoe Hozyajstvo S.S.S.R. v 1956 godu*, Moscou, 1957, p. 178.

TABLEAU 4

Évolution de la population urbaine et rurale en U.R.S.S. entre 1926 et 1959
(millions d'individus).

	Population rurale	Population urbaine	Total
1. Recensement de 1926*	120,7	26,3	147,0
dont population agricole et arti- sanale	114,4		
Exode rural 1926-1939	— 18,7	+ 18,7	
Accroissement naturel	+ 18,3	+ 5,3	+ 23,6
Habitants des agglomérations qui sont passés de la catégorie rurale à la catégorie urbaine	— 5,8	+ 5,8	
2. Recensement de 1939	114,5	56,1	170,6
dont population agricole et arti- sanale	108,8		
Différence entre 1926 et 1939	— 6,2	+ 28,9	+ 23,6
1939 (estimation)*	130,3	60,4	190,7
1941**	134,6	61,4	196,0
Exode rural 1939 à 1959	— 24,6	+ 24,6	
Accroissement naturel***	+ 10,2	+ 7,9	+ 18,1
Habitants des agglomérations qui sont passés de la catégorie rurale à la catégorie urbaine	— 6,9	+ 6,9	
3. Recensement de 1959	109,0	99,8	208,8
dont population agricole et arti- sanale	79,9		
Différence entre 1939 et 1959	— 21,3	+ 39,4	+ 18,1

* Territoire incluant les provinces occidentales d'Ukraine et de Biélorussie, la Moldavie, la Lithuanie, la Lettonie et l'Estonie.

** A la veille des hostilités.

*** Compte tenu des pertes de la guerre et de l'occupation.

Source : Ya Sonine, *op. cit.*, pp. 144-146.

ne paraissent cependant pas avoir ralenti la migration des Soviétiques vers les centres urbains. L'annuaire statistique⁷ estimait la population urbaine à 87 millions en 1956 alors qu'elle atteint aujourd'hui à peu près 100 millions. Et le développement le plus rapide paraît avoir été surtout le fait des grandes villes de plus de cent mille habitants.

b) *Le déplacement vers l'Est.*

Parallèlement au mouvement d'urbanisation, les résultats du recensement permettent de constater également un déplacement vers l'Est

⁷ *Ibid.*, p. 17.

de la population soviétique au cours des vingt dernières années. L'accroissement du nombre d'habitants a été de 70 % dans l'Extrême-Orient soviétique, 38 % en Asie Centrale, 34 % en Sibérie Orientale, 32 % dans l'Oural et 24 % en Sibérie Occidentale. Dans le même temps, la population demeurait pratiquement stationnaire en Ukraine et dans les République baltes tandis qu'elle diminuait même en Biélorussie.

Cette transformation résulte sans doute à la fois des transferts de population dus à la guerre et à l'avance allemande et de la volonté maintes fois exprimée par les dirigeants soviétiques, de mettre en valeur les territoires orientaux de l'U.R.S.S. Elle peut également refléter certaines différences régionales entre les taux de natalité. Les résultats du recensement de janvier 1959 apportent en tout cas une nouvelle preuve du déplacement vers l'Est du centre de gravité économique de l'U.R.S.S. auquel on assiste depuis la guerre.

4. Les incidences sur la main-d'œuvre.

Le découpage irrégulier des premières « tranches » de population dans le tableau de la répartition par âge (0-9 ans, 10-15 ans, 16-19 ans). tel qu'il est présenté par la Direction de la Statistique de l'U.R.S.S. a pour effet de masquer l'importance des « classes creuses » correspondant à la réduction des naissances pendant la période de la guerre. Néanmoins, les chiffres qui ont été publiés permettent de se livrer à certaines estimations et projections (voir tableau 5).

TABLEAU 5
Structure par âge de la population soviétique

	Milliers d'individus		Indice 1959-1939 = 100
	1939	1959	
Population totale	190 678	208 827	109,5
dont : 0- 9 ans	43 476	46 363	107
10-15 ans	26 365	17 133	60
16-19 ans	13 030	14 675	113
20-24 ans	15 780	20 343	129
25-29 ans	18 520	18 190	98
30-34 ans	15 598	18 999	122
35-39 ans	12 958	11 590	89
40-44 ans	9 603	10 408	108
45-49 ans	7 776	12 264	158
50-59 ans	12 533	19 146	153
60-69 ans	8 535	11 736	137
70 ans et plus	4 462	7 972	179

Les statistiques du recensement font figurer dans la population en âge de travailler les hommes de 16 à 59 ans et les femmes de 16 à 55 ans. Le chiffre total de la population ainsi définie était en janvier 1959 de 120 millions environ dont 55 millions d'hommes et 65 millions de femmes. Au cours du plan septennal, pendant la période 1959-1965, le nombre total des jeunes arrivant à l'âge d'entrer dans la production sera de 21 à 22 millions. Dans le même temps, 14 millions d'individus environ parviendront à l'âge de la retraite, et la mortalité normale en fera disparaître en outre à peu près 2,5 millions. L'accroissement net de la population en âge de travailler entre 1959 et 1965 sera donc de 5 millions environ.

Bien entendu, cet accroissement ne sera pas régulier en raison de l'influence de la guerre sur les naissances pendant les années 1941 à 1946. On peut estimer que l'augmentation sera très faible ou même nulle pendant les années 1959 et 1960, que l'année 1961 sera la plus défavorable avec vraisemblablement une légère réduction du nombre des individus en âge de travailler et que l'accroissement reprendra progressivement à partir de 1962 et surtout de 1964.

Pendant ce temps, le plan septennal 1959-1965 prévoit une augmentation de 11,5 millions du nombre des ouvriers et employés, soit un accroissement de 1,6 million par an ; et l'expérience des deux premières années du septennat (1959 et 1960) prouve que ces prévisions sont sans doute inférieures aux besoins. En effet, si l'on fait abstraction des mouvements de la main-d'œuvre agricole intéressant les M.T.S. et les sovkhozes, l'augmentation annuelle du nombre des ouvriers et employés est de l'ordre de 2 millions par an.

A titre de comparaison, on peut noter que dans le cours de la période de sept années précédente entre 1952 et 1959, la population en âge de travailler s'est accrue de 13 à 14 millions d'individus pendant que le nombre des ouvriers et employés augmentait d'un chiffre tout à fait analogue (environ 13 millions si l'on fait abstraction des mouvements de main-d'œuvre intéressant les M.T.S.).

Dès lors, la question se pose de savoir comment les besoins de main-d'œuvre qu'implique la réalisation du plan septennal pourront être couverts en dépit du ralentissement et de l'arrêt temporaire de la croissance de la population en âge de travailler. Sans qu'il soit possible d'examiner ce problème en détail dans le cadre de cette étude, on peut cependant en dégager certains éléments :

— La population active ne coïncide pas en U.R.S.S. avec la population en âge de travailler. Alors que celle-ci comptait en 1959 environ 120 millions d'individus, la population active ne représentait pas plus de 90 millions à la même date. Une partie des individus qui ne sont pas comptés dans la population active sont des militaires ou des étudiants dans différentes disciplines, en particulier des jeunes âgés de 16 à 18 ans.

Bien que les statistiques soient sur ce point très imprécises et ne permettent pas de déterminer exactement la proportion des étudiants de plus de 16 ans, on peut estimer en gros que l'armée et les différentes universités, instituts ou écoles, ne comptent pas plus de 10 millions d'individus en « âge de travailler ». Il reste donc au moins 20 millions de personnes qui ne travaillent pas bien qu'elles soient en âge de le faire.

Il est évident que la grande majorité sont des femmes occupées à des tâches domestiques. Un chiffre suffit à faire ressortir ce fait : les femmes représentaient, en 1959, 54,5 % de la population en âge de travailler alors qu'elles ne comptaient à la même date que pour 47 % dans le total des ouvriers et employés.

— Ce déséquilibre dans la proportion des hommes et des femmes au sein de la population en âge de travailler ira s'atténuant à mesure que les générations plus âgées seront remplacées par celles qui sont nées depuis la guerre. Ainsi, au cours du plan septennal, sur 14 millions d'individus parvenant à l'âge de la retraite, on compte 9,5 millions de femmes et 4,5 millions d'hommes. Or les nouvelles générations qui entrent dans la production sont composées, en nombre équivalent, d'hommes et de femmes.

Cette évolution peut avoir sur le niveau de l'emploi une double incidence : étant donné que la quasi-totalité des hommes en âge de travailler exercent effectivement un emploi ; tous ceux qui arrivent à l'âge d'entrer dans la production viennent effectivement grossir les rangs de la population active. Dans ce sens, la relève des générations en majorité féminines par celles où les hommes comptent pour moitié doit augmenter le pourcentage des individus qui accomplissent un travail parmi ceux qui sont en âge de le faire.

Mais on peut se demander si, inversement, la proportion des femmes exerçant un emploi n'aura pas tendance à baisser à mesure qu'augmentera le taux de nuptialité dans la population féminine. Or, il est certain que le pourcentage des femmes mariées sera plus élevé dans les générations où il y a équilibre entre les deux sexes que dans celles où l'on compte deux hommes pour trois femmes. On peut, en tout cas, penser que la proportion de main-d'œuvre féminine qui est actuellement remarquablement élevée par rapport à ce qu'elle est dans les autres pays industriels se réduira progressivement au cours des prochaines années.

— Un autre élément est de nature à exercer une influence sur le volume de la main-d'œuvre au cours du plan septennal, c'est la mise en œuvre de la décision de réduire de huit à sept heures, et dans certains cas, de sept à six heures, la durée de la journée de travail. La façon dont sont présentées les statistiques de l'emploi en U.R.S.S. ne permet pas encore de mesurer l'incidence directe de cette réforme sur

le nombre des ouvriers et employés dans chacune des branches où elle a déjà été appliquée. Il semble, d'ailleurs, que le poids des nouvelles mesures doive se faire sentir sur l'ensemble de l'économie surtout pendant l'année 1960, au cours de laquelle près des trois quarts des ouvriers et employés doivent, en principe, passer à la journée de travail réduite.

— En sens inverse, deux facteurs doivent à court terme contribuer à faciliter la solution des problèmes de main-d'œuvre au cours des années les plus difficiles, c'est-à-dire en 1960 et 1961. Il s'agit, d'une part de l'application de la réforme de l'enseignement et, d'autre part, des mesures de démobilisation dans l'armée.

Lancée par Khrouchtchev dès 1958, la réforme de l'enseignement n'a été mise en œuvre que progressivement depuis lors. Les dispositions prévoyant un stage obligatoire dans la production avant l'entrée dans les établissements d'enseignement supérieur doivent orienter vers les usines ou les kolkhozes un certain nombre de jeunes qui, auparavant, passaient directement de l'enseignement secondaire dans les universités, mais leur nombre est difficile à évaluer, et ne dépasse sans doute pas quelques centaines de milliers par an.

La démobilisation qui a été annoncée en janvier 1960 et qui doit porter sur un effectif de 1 200 000 hommes est déjà amorcée et se poursuivra sans doute jusque vers la fin de l'année 1961. Pendant deux ans, à un moment où les difficultés de main-d'œuvre devraient être les plus sensibles l'économie soviétique recevra donc l'apport annuel de six cent mille travailleurs nouveaux.

L'effet de ces diverses dispositions ne suffira cependant plus à supprimer les difficultés de main-d'œuvre que connaît actuellement l'U.R.S.S. et qu'elle connaîtra encore au cours des prochaines années. Dans cette perspective, le problème de l'automatisation de la production, auquel a été consacré le plénum du Comité Central de juillet 1960, prend toute son importance. L'accroissement de la production est en effet commandé par l'augmentation de la productivité dans tous les domaines.

D'autre part, la stagnation des effectifs de la population active impose aux dirigeants soviétiques d'accorder une attention plus grande aux problèmes de répartition de la main-d'œuvre existante pour en assurer le rendement optimum.

B. — LA RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

La prise de conscience de l'importance des problèmes de main-d'œuvre explique l'intérêt que leur accordent maintenant les économistes soviétiques et la publication d'articles et d'ouvrages sur ce sujet.

Deux ouvrages publiés récemment par les éditions du Gosplan⁸ apportent en particulier des études assez complètes sur les questions de la main-d'œuvre et des salaires et révèlent dans ce domaine certains aspects relativement nouveaux. Sans reprendre l'ensemble du problème, il peut être intéressant de rassembler sous une forme schématique les conclusions et les réflexions qui se dégagent de la lecture des travaux récents des économistes soviétiques.

Les données publiées font ressortir des modifications profondes dans les méthodes et dans les résultats de la répartition de la main-d'œuvre. Le mouvement de transfert de la main-d'œuvre rurale vers les agglomérations urbaines et vers l'industrie, après avoir été très marqué dans les années qui ont suivi la guerre, tend à se ralentir. D'autre part, les moyens par lesquels sont assurées la répartition de la main-d'œuvre et la satisfaction des besoins des entreprises ont sensiblement évolué au cours des dernières années. Dans ces conditions, les perspectives d'approvisionnement en main-d'œuvre des industries dépendent, pour une large part, de la possibilité de dégager de nouvelles ressources et de les orienter par le jeu des différences de salaires, tant sur le plan géographique que sur celui de l'emploi.

1. *Les transferts de main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie.*

L'histoire économique de l'U.R.S.S. a été marquée par une croissance constante de la population urbaine aux dépens de la population rurale, cette évolution étant d'ailleurs liée à la fois au mouvement de collectivisation des terres et au développement de la production industrielle. C'est incontestablement ce déplacement de population qui a permis la construction de l'industrie soviétique au cours de la période des plans quinquennaux. Il serait cependant faux de considérer ce transfert de main-d'œuvre comme un courant continu et uniforme. Il a subi, au contraire, des variations considérables, comme l'indique le tableau 1. Relativement lent pendant la période qui a précédé la seconde guerre mondiale, le mouvement s'est accéléré entre 1941 et 1953 pour se ralentir à nouveau au cours des dernières années.

L'évolution depuis le début de la guerre se caractérise de façon schématique par les éléments suivants :

— Un transfert important de la population rurale vers les villes. La population urbaine est passée de 61,4 à 99,8 millions d'individus, tandis que la population rurale baissait parallèlement dans le même temps de 134,6 à 109 millions d'hommes.

— Une réduction encore plus marquée de la population agricole,

⁸ M. Ya Sonine, *Vosproizvodstvo rabočej cily v S.S.S.R. i balans truda*, Gosplan izdat, 1959, 368 p.; Aganbegian et Mayer, *Zarplata v S.S.S.R.*, Gosplan izdat, 1959.

qui passe de 128 à 79,9 millions d'individus⁹ (la population agricole comprenant les travailleurs agricoles et leurs familles). Une partie de la population rurale, qui accomplissait auparavant des travaux agricoles a donc changé d'emploi, sans pour cela se transporter à la ville.

— La main-d'œuvre agricole (travailleurs effectivement employés dans les sovkhozes, les kolkhozes, les exploitations forestières, ou à la culture de la parcelle individuelle) s'est néanmoins maintenue à un niveau sensiblement constant en valeur absolue depuis 1937, ce qui signifie que la part des éléments actifs de la population agricole a augmenté au cours de cette période (voir tableau 6).

TABLEAU 6

Répartition de la population active par groupes d'activités
(millions d'individus).

	1928	1937	1955	1957	1959
Population occupée dans :					
1) l'industrie (moyenne annuelle)	3,8	10,1	17,4	19,1	20,2
2) la construction					
TOTAL (1 + 2)	4,75	16,5	24,8	27,3	
3) les transports et communications					
TOTAL (1 + 2 + 3) ..					36,6
4) l'agriculture	47,5	38,6	34,4	37,8	38,4
dont kolhozes					31,7
% de 4 dans le total ..	80 %	56 %	43 %	43 %	38,8 %
5) le commerce de gros et de détail					5,2
6) les administrations, services et divers ..					15,3
7) l'armée					3,6
TOTAL (1 à 6)	59,4	69,0	80,0	88,0	95,5

Sources : Ya Sonine, *op. cit.*, p. 147 ; *Vestnik Statistiki*, n° 12, 1960, p. 5

* Cf. tableau 4.

— Enfin, si l'on considère l'évolution sur une période plus réduite, on note un ralentissement considérable des transferts de main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie, à partir de la fin de la période stalinienne. Entre 1954 et 1956, un certain nombre d'anciens travailleurs agricoles et leurs familles, qui avaient quitté l'agriculture pour d'autres secteurs de l'économie, sont revenus, avec l'aide de l'État, à des kolkhozes ou à des sovkhozes, qui d'ailleurs n'étaient pas nécessairement les mêmes que ceux dont ils étaient originaires.

Le transfert de la population agricole vers d'autres emplois, qui s'est poursuivi cependant, s'est élevé entre 1955 et 1959 à un niveau correspondant à peu près à celui qu'aurait représenté l'accroissement naturel de la population agricole pendant cette période. Il n'y a donc pas eu diminution nette de la population agricole au cours des dernières années, mais le produit de sa croissance naturelle a été transféré vers d'autres secteurs.

— Il est difficile de préciser si cette tendance se maintiendra au cours des prochaines années et pendant la période d'exécution du plan septennal car les planificateurs vont s'efforcer de dégager les surplus de la population agricole disponibles dans les limites autorisées par le développement de la production agricole.

Cette évolution des mouvements de main-d'œuvre s'est accompagnée et a, pour une part, entraîné une transformation parallèle dans les méthodes par lesquelles l'économie soviétique assure la répartition des travailleurs entre les différentes branches d'activité.

2. L'évolution des méthodes de répartition de la main-d'œuvre.

La gestion de la main-d'œuvre dans une économie planifiée doit, en principe, être soumise au plan, au même titre que les questions d'approvisionnement en matière première ou que la fourniture de l'énergie. En fait, les problèmes de main-d'œuvre qui revêtent à la fois un aspect économique et un aspect humain, sont, par nature, beaucoup plus complexes et leur solution s'inspire en général du souci de concilier des exigences très diverses et souvent contradictoires : besoins des entreprises, préférences personnelles des ouvriers, possibilités de logement des travailleurs, etc.

L'économie soviétique a essayé des solutions extrêmement variées qui, selon les époques, comportaient une part plus ou moins grande de coercition, allant même jusqu'à interdire aux ouvriers, sous peine de sanction sévère, de quitter l'emploi auquel ils se trouvaient affectés.

A l'heure actuelle, on peut distinguer sommairement parmi les méthodes de répartition de la main-d'œuvre, celles qui présentent un caractère relativement exceptionnel et revêtent une forme assez autoritaire, et celles qui peuvent être considérées comme « normales » et se

approchent davantage des procédés en usage dans les pays occidentaux. Il est intéressant de noter qu'actuellement la très grande majorité des ouvriers recrutés par les entreprises industrielles ou de construction est embauchée directement par l'entreprise en vertu d'un contrat entre l'individu et la direction de l'entreprise. L'importance croissante de ce recrutement direct est un fait dont la signification n'est pas seulement économique, mais également sociale.

a) *Les formes exceptionnelles de transfert de main-d'œuvre.*

Du temps de Staline, l'U.R.S.S. avait connu des déplacements autoritaires de population considérables, inspirés par des soucis tant politiques qu'économiques : transfert de certaines minorités considérées comme peu sûres, migrations provoquées par des motifs militaires, colonisation de certaines régions dont le développement économique paraissait souhaitable. Ce procédé de transfert en groupe de familles entières de travailleurs a certainement disparu sous sa forme massive, mais demeure néanmoins utilisé dans certains cas quoique pour des considérations différentes.

La nécessité se faisant cependant toujours sentir d'assurer rapidement, à des moments déterminés, de vastes déplacements de main-d'œuvre vers certains points du territoire, la méthode des appels à la jeunesse a été substituée, à partir de 1954, à celle des migrations de population.

1. *Les migrations.* — L'absence de données statistiques précises sur ce point s'explique pour des raisons évidentes, et rend difficile de porter un jugement sur l'ampleur des déplacements de population qui ont pu avoir lieu au cours de la période stalinienne et, par là même, sur leur importance économique. Néanmoins, l'ouvrage de Sonine comporte un certain nombre de renseignements qui, en dépit de leur caractère incomplet, méritent d'être relevés.

Selon ces indications, les migrations ont été particulièrement considérables dans les années qui ont immédiatement précédé et suivi la guerre. Si l'on en croit Sonine, environ 125 000 familles ont été déplacées en 1940, contre 35 000 en 1939 et 23 000 en 1938 ; la moyenne des *individus* déplacés au cours des vingt années qui ont suivi la révolution se situait aux environs de 70 à 80 000 par an. En 1944 et 1945 les transferts de population ont surtout été dirigés vers les régions nouvellement annexées (territoires de Prusse Orientale, Carélie, Sud de Sakhaline) et vers celles dont la population avait le plus souffert de la guerre.

Sur la période d'après-guerre, le livre de Sonine ne contient pas de précisions chiffrées, mais fait ressortir que la nature des migrations s'est modifiée. Avant la guerre, il s'agissait surtout d'une population

rurale destinée à accomplir des travaux agricoles. Après la guerre, et jusqu'en 1953, les déplacements de population portent de plus en plus sur une main-d'œuvre destinée à l'industrie. Enfin, dès la fin de l'époque stalinienne, l'ampleur de ces mouvements de population a considérablement diminué ; les effectifs se sont réduits et les migrations au sein d'une même république, voire au sein d'une même province, ont remplacé les grands déplacements à travers tout le territoire de l'U.R.S.S. (voir tableau 7).

TABLEAU 7

Mouvement des migrations intérieures en R.S.F.S.R.
(en % du total des migrations).

Formes des migrations	1956	1957	1958
Migrations entre républiques	14	11	9
Migrations entre oblasts	29	37	46
Migrations à l'intérieur des oblasts...	57	52	45

Source : Ya Sonine, *op. cit.*, p. 257.

En fait, la procédure des appels à la jeunesse a, dans une très large mesure, pris la place des transferts de population pour assurer la main-d'œuvre nécessaire à la mise en valeur des régions nouvelles. Les migrations n'ont subsisté que sous une forme limitée et pour des raisons particulières. Elles permettent, d'abord, de transférer dans les sovkhozes, nouvellement créés, des terres vierges un personnel qualifié, susceptible d'encadrer les jeunes qui arrivent en général sans expérience du travail de la terre. Elles servent ensuite à assurer au sein d'une même république ou d'une même région une répartition plus harmonieuse de la population active agricole.

L'élément moteur de ces transferts est maintenant essentiellement d'ordre pécuniaire. La raison qui peut actuellement inciter une famille à se déplacer est en effet, avant tout, la perspective d'une amélioration de son niveau d'existence. Aussi l'État accorde-t-il une aide particulière pour faciliter la migration dans les cas où elle lui paraît souhaitable : transport gratuit de la famille, du bétail et des biens, dans la limite de deux tonnes ; octroi d'un prêt pour la construction d'une nouvelle maison¹⁰ et d'un crédit à long terme pour l'achat de bétail ; exemption d'impôts pendant une période de deux à cinq ans. En général, d'ailleurs, les migrations organisées portent sur des groupes de plusieurs familles, ce qui permet de régler plus facilement par une solution d'ensemble les problèmes de logement et de réadaptation.

¹⁰ Dans de nombreux cas, l'État prend même à sa charge les frais de construction de la maison dans une proportion de 35 à 50 %.

Au stade actuel, les déplacements de familles entières, qui se produisent encore, bien que dans des proportions réduites, semblent avoir perdu le caractère de contrainte physique qui les marquait à l'époque stalinienne. A ce système s'est substituée, dans une large mesure, une autre forme de persuasion moins brutale, mais sans doute aussi efficace, celle des appels à la jeunesse.

2. *Les appels à la jeunesse.* — C'est surtout à partir de 1954 que le gouvernement soviétique a lancé dans la jeunesse, en particulier par l'intermédiaire du mouvement des Komsomols, des campagnes destinées à susciter des déplacements importants de main-d'œuvre vers les régions orientales du pays, et spécialement vers les nouvelles terres défrichées. Le premier appel lancé pour la mise en valeur des terres vierges se traduisit par l'envoi, en 1954, de 150 000, et en 1955 de 180 000 jeunes gens. A ceux-ci vinrent s'ajouter, à titre temporaire, des volontaires pour la moisson au cours de chacun des étés suivants. En 1956, 210 000 jeunes furent dirigés vers les chantiers de construction de centrales électriques, où 50 000 autres les suivirent en 1957. En 1958, 100 000 jeunes gens furent affectés par le même processus à divers travaux de construction d'entreprises nouvelles et le programme des organisations de Komsomols pour 1959 prévoyait le déplacement de 170 000 jeunes.

Le mécanisme de ces transferts de main-d'œuvre est assez rudimentaire. Le Comité Central des Komsomols arrête avec le Gosplan et avec les organes administratifs compétents le nombre et la destination des jeunes gens à recruter. Sur cette base, les organisations régionales et locales se partagent la tâche et une véritable émulation entre les comités locaux de Komsomols pour le recrutement de volontaires assure le succès des appels. Celui-ci est facilité d'autre part par l'octroi de quelques avantages d'ordre matériel aux partants : une avance correspondant à la moitié du salaire moyen reçu pendant les trois derniers mois précédant le départ, et la garantie, dans le nouvel emploi, d'un certain niveau de salaire au cours des premiers mois d'apprentissage. De même, la démobilisation d'effectifs importants dans l'armée s'accompagne d'une campagne de propagande auprès des jeunes militaires libérés afin de les persuader de se rendre dans les régions orientales de l'U.R.S.S. Des avantages particuliers leur sont consentis s'ils acceptent de signer immédiatement un contrat de travail dans une de ces régions et l'on voit même dans certains cas des unités entières s'y déplacer avec leur encadrement.

Le système fonctionne, dans l'ensemble, assez efficacement puisqu'il a permis en six ans, de 1954 à 1959, d'envoyer vers les régions où la main-d'œuvre était insuffisante, plus de 800 000 jeunes gens. Il comporte cependant d'assez graves défauts. Le principal est indiscutable-

ment l'élément de pression morale que comporte ce procédé pour persuader les jeunes gens d'aller travailler dans des régions lointaines, souvent inhospitalières, et vers lesquelles, dans bien des cas, ils ne se sentent pas attirés. En outre, le principe de l'envoi systématique de tous les volontaires dans certains secteurs déterminés de l'économie, sans tenir toujours compte des vœux ni surtout de la formation professionnelle de chacun, aboutit à remettre en apprentissage dans un emploi différent des jeunes qui possédaient déjà une qualification dans une autre branche.

Enfin, le fait que les appels s'adressent à une catégorie très limitée d'individus — de très jeunes gens, en général âgé de moins de 20 ans et, dans la proportion des trois quarts du sexe masculin — peut conduire, dans les régions où ils sont envoyés, à des déséquilibres démographiques.

Comme Sonine l'observe avec justesse, l'organisation des Komsomols se trouve investie, par suite de l'extension de la procédure des appels à la jeunesse, de fonctions de recrutement, de sélection et d'orientation de la main-d'œuvre, qu'elle n'est absolument pas préparée à remplir. Cette confusion des tâches confère nécessairement un caractère de relative improvisation à l'envoi de jeunes vers les terres vierges et vers les nouveaux chantiers et entraîne un certain gaspillage des ressources. Aussi se trouve-t-il des économistes pour souhaiter confier à des organismes spécialisés comme l'*Orgnabor* le recrutement des jeunes travailleurs, en ne laissant aux Komsomols que la tâche d'« agitation » qui doit le préparer. De toute façon, il semble très improbable que l'économie soviétique renonce actuellement à de telles méthodes exceptionnelles. On peut seulement noter qu'elles ne portent que sur une partie limitée de la main-d'œuvre soviétique, dont la grande majorité est répartie par des moyens plus normaux.

b) *Les formes normales de répartition de la main-d'œuvre.*

En dépit du caractère un peu arbitraire de cette distinction, on peut considérer comme « normales » les formes de répartition de la main-d'œuvre dans lesquelles l'initiative de la recherche d'un nouveau travail et le choix de l'emploi sont effectués par l'ouvrier lui-même. Celui-ci, lorsqu'il n'est pas orienté vers un emploi à la fin de ses études par son école professionnelle¹¹, peut soit s'adresser directement à une

¹¹ Le problème de l'orientation professionnelle des jeunes et de leur affectation à un emploi par l'école qui les a formés n'a pas été abordé dans cette étude parce qu'il se rattache à la question plus générale des transformations de l'enseignement. Il n'en est pas moins certain que le rôle de l'école tend à se modifier et que celle-ci exerce maintenant une action sur la répartition dans la production des jeunes auxquels elle a dispensé un enseignement. Une planification de la formation de la main-d'œuvre qualifiée est ainsi en voie de s'instaurer.

entreprise qui recrute de la main-d'œuvre et se faire embaucher, soit passer par l'intermédiaire d'un organisme spécialisé d'orientation qui le dirigera vers une entreprise ou un chantier souvent éloigné de son lieu de séjour. Le phénomène essentiel des dernières années est, à cet égard, la régression considérable du nombre d'ouvriers qui s'adressent à l'*Orgnabor* et l'accroissement parallèle du nombre de ceux qui sont directement recrutés par les entreprises. Ces derniers représentaient, par exemple en 1957, plus de 80 % du total des ouvriers embauchés au cours de l'année dans la république de Lettonie.

1. *Le recrutement direct par les entreprises.* — En dépit de la pauvreté des données statistiques dans ce domaine (il n'existe guère que des enquêtes partielles), il est indéniable que le recrutement direct par les entreprises joue un rôle de plus en plus important dans la répartition de la main-d'œuvre en U.R.S.S. La raison de cette évolution paraît être la simplicité et l'efficacité de la méthode qui, même en économie planifiée, semblent généralement reconnues (voir tableau 8).

TABLEAU 8

Importance relative des différentes sources de recrutement de la main-d'œuvre de l'industrie et de la construction (en %).

	Total	Dont			
		Par l' <i>Orgnabor</i>	Sortant des écoles professionnelles	Transférés d'autres usines ou chantiers	Embauchés par les entreprises elles-mêmes
Industrie :					
1950	100	13,0	7,1	5,7	71,2
1955	100	10,0	4,1	6,5	79,4
1958	100	5,8	3,7	6,4	84,1
Construction :					
1950	100	29,8	10,0	19,5	40,7
1955	100	20,5	5,6	18,8	55,1
1958	100	9,3	4,1	16,6	70,0

Source : Ya Sonine, *op. cit.*, p. 177.

Le recrutement par les entreprises demeure, en principe, soumis au plan puisque l'embauche de nouveaux ouvriers ne s'effectue que dans la limite des effectifs prévus pour chaque usine ou pour chaque chantier. Il constitue d'autre part le moyen le plus apte à satisfaire à la fois les désirs de l'ouvrier, qui peut choisir plus facilement, et de l'entreprise,

qui recrute le plus souvent par ce moyen une main-d'œuvre locale déjà logée et ne posant pas de problème d'adaptation.

Il semble donc que, sur ce point, l'économie soviétique ait rejoint, au moins partiellement, certaines techniques des économies occidentales et qu'elle se trouve, par voie de conséquence, aux prises avec des problèmes analogues. Les entreprises commencent à effectuer des études de main-d'œuvre autour du lieu de leur implantation et favorisent le recrutement de plusieurs membres d'une même famille, ce qui constitue une garantie de stabilité des travailleurs. Inversement, les ouvriers qui ont tendance à chercher du travail autour du lieu de leur domicile préfèrent souvent un changement de spécialité aux aléas d'un changement de résidence.

Ces diverses préoccupations expliquent que, du côté des entreprises, comme du côté des ouvriers, on s'adresse de moins en moins fréquemment à des organismes publics comme, en particulier, l'*Orgnabor*. Les statistiques montrent en effet que, par suite des défauts de son fonctionnement, l'*Orgnabor* n'offre aux ouvriers guère plus de chance de trouver du travail dans leur spécialité que la méthode de l'embauche directe par les entreprises. D'autre part, il est fréquent que les entreprises effrayées par les problèmes de logement que pose le recrutement de travailleurs venus de loin demandent à l'organisation de ne leur fournir que des célibataires. Il est donc normal que l'importance de l'*Orgnabor* ait considérablement diminué au cours des dernières années et que le rôle de cette organisation se soit transformé.

2. L'« *Orgnabor* ». — Créé en 1931, le *recrutement organisé des travailleurs* était essentiellement destiné, à l'origine, à assurer le transfert vers l'industrie de la main-d'œuvre kolkhozienne, fonction qu'il remplit très largement au cours des premiers plans quinquennaux. L'importance de l'*Orgnabor* baissa considérablement après la guerre pour diverses raisons, dont, en particulier, la disparition progressive des variations saisonnières de l'emploi dans certaines branches de l'économie et la diminution des besoins en main-d'œuvre non qualifiée. Le ralentissement des mouvements de main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie, spécialement après la fin de la période stalinienne, contribua également à priver l'*Orgnabor* d'une partie de ses sources de recrutement. Aussi cet organisme, qui assurait avant la guerre l'affectation de 2 à 3 millions de travailleurs par an, n'agissait-il plus en 1958 que sur un demi-million. La place de l'*Orgnabor* dans le recrutement de la main-d'œuvre industrielle tomba de 13 % en 1950 à moins de 6 % en 1958 et, en ce qui concerne les chantiers de construction, cette proportion est passée de 30 % environ en 1950, à moins de 10 % en 1958¹².

¹² Cf. tableau 8.

TABLEAU 9

Affectation par l'Orgnabor de travailleurs à des travaux permanents, dans l'industrie, la construction et les transports entre 1931 et 1958
(milliers d'individus).

1931	4 454
1932	3 642
1939	2 315
1940	2 373
1950	829
1951	767
1957	536
1958	501

Source : Ya Sonine, *op. cit.*, pp. 182 et 186.

En dépit de son rôle marginal et décroissant, l'évolution de l'*Orgnabor* est cependant intéressante à observer parce qu'elle reflète la transformation de l'ensemble des mouvements de main-d'œuvre en U.R.S.S. au cours des dernières années. Le recrutement par l'*Orgnabor* est le seul sur lequel des renseignements statistiques assez complets sont publiés. L'analyse de ces données permet donc de cerner avec plus de précision des phénomènes dont on connaissait la tendance générale sans pouvoir, faute d'éléments, les mesurer.

L'évolution est, en gros, la suivante : aux transferts de main-d'œuvre de la campagne vers les villes, et plus spécialement des kolkhozes vers l'industrie, s'est substitué un mouvement de main-d'œuvre urbaine des vieilles régions industrielles vers les nouvelles. Les ouvriers sont surtout recrutés dans le centre de la Russie et dirigés vers les parties septentrionales et orientales du pays (voir tableaux 10 et 11).

En 1950, la population urbaine ne comptait que pour un tiers dans l'ensemble des travailleurs déplacés par l'*Orgnabor*, alors que cette proportion était passée aux deux tiers en 1956. Quant à la place des kolkhoziens, elle était devenue très faible, à peine plus de 13 % en 1956. L'amplitude géographique des mouvements de main-d'œuvre s'est en même temps réduite puisque la proportion des transferts à l'intérieur d'une même province atteignait, en 1956 dans la R.S.F.S.R., près de 40 % des mouvements de main-d'œuvre contrôlée par l'*Orgnabor*.

Ces différents éléments confirment les conditions nouvelles dans lesquelles se présente le problème de la main-d'œuvre en U.R.S.S. L'époque où la croissance industrielle s'accompagnait d'un afflux dans les villes de travailleurs non qualifiés, directement recrutés dans les kolkhozes par l'*Orgnabor*, paraît révolue. Il est possible que l'amélioration de la productivité dans l'agriculture permette d'en dégager, dans les prochaines années, de nouveaux ouvriers pour l'industrie, mais ce sera un processus relativement lent.

TABLEAU 10

Origine des ouvriers recrutés par l'intermédiaire de l'Orgnabor entre 1950 et 1956.

Années	U.R.S.S.			R.S.F.S.R.		
	% par rapport au total des ouvriers recrutés			% par rapport au total des ouvriers recrutés		
	Population urbaine	Population rurale		Population urbaine	Population rurale	
		Total	Dont kolkhoziens		Total	Dont kolkhoziens
1950	n. c.	n. c.	n. c.	28,8	71,2	n. c.
1952	34,2	65,8	n. c.	39,2	60,8	n. c.
1953	51,1	48,9	n. c.	56,9	43,1	n. c.
1954	60,4	39,6	22,0	67,4	32,6	12,6
1955	65,6	34,4	15,1	70,4	29,6	7,4
1956	66,7	33,3	13,3	74,6	25,4	5,0
						% de kolkhoziens par rapport au nombre de « ruraux »
						n. c.
						n. c.
						n. c.
						38,6
						25,0
						19,7

Source : Ya Sonine, *op. cit.*, p. 207.

Répartition de la main-d'œuvre par l'Orgnabor par régions d'origine et d'affectation en 1956.

Régions d'affectation	Total	Régions d'origine							
		Nord et N.-O.	Centre	Volga	Oural	Sibérie Occidentale	Sibérie Orientale	Extrême-Orient	Don inf. Caucase Nord
Nord et Nord-Ouest	72 797 100	35 517 48,8	21 242 29,1	3 756 5,2	408 0,6				11 874 16,3
Centre	58 146 100	445 0,8	50 663 87,1	2 167 3,7	344 0,6				4 533 7,8
Don inférieur et Nord du Caucase	21 171 100	1 224 5,8	11 040 52,1	1 651 7,8	107 0,5			128 0,6	7 021 33,2
Région de la Volga	31 093 100	197 0,6	11 289 36,3	17 189 55,4	107 0,3				2 311 7,4
Oural	76 505 100	1 546 2,0	18 145 23,7	5 833 7,6	47 747 62,5				3 234 4,2
Sibérie Occidentale	61 983 100	1 244 2,0	10 100 16,3	2 773 4,5	4 894 7,9	39 122 63,1			3 850 6,2
Sibérie Orientale	50 071 100	1 494 3,0	13 695 27,3	2 209 4,4	3 390 6,8	1 941 3,9	22 915 45,8		4 427 8,8
Extrême-Orient	26 430 100	226 0,9	4 104 15,4	1 048 4,0	443 1,7	371 1,4	1 104 4,2	16 679 63,1	2 455 9,3

3. *Les facteurs de l'approvisionnement en main-d'œuvre des industries.*

A l'heure actuelle, le problème qui se pose aux économistes soviétiques est d'utiliser au mieux les ressources existantes après qu'on se soit efforcé de les accroître au maximum par des mesures de démobilisation; aussi se préoccupent-ils d'une part, de provoquer un plus large emploi à des tâches d'intérêt collectif de la partie de la population qui est utilisée actuellement à des travaux domestiques au sens large du terme; et recherchent-ils, d'autre part, grâce à une remise en ordre du système des salaires, à assurer par le jeu des différences de rémunération la répartition la plus harmonieuse des travailleurs entre les différentes régions et branches d'industrie.

Des questions, qui, jusqu'il y a quelques années, étaient en général délaissées, entrent ainsi, dans la phase actuelle, parmi les préoccupations des économistes. Il y a là peut-être plus qu'une évolution purement économique. Par la force des choses, l'homme en tant que travailleur, et même en tant qu'individu, se retrouve au centre du problème. On se penche sur ses réactions et l'on étudie dans quelle mesure des modifications de l'échelle des salaires, des conditions de travail, voire du cadre social de l'existence, auront une incidence sur la composition et le comportement de la main-d'œuvre.

a) *Les perspectives de recrutement de nouveaux travailleurs.*

Bien que la proportion des individus exerçant un travail rémunéré soit très élevée dans la population soviétique, il n'en reste pas moins qu'une partie des hommes et femmes en âge de travailler est encore occupée soit à des tâches domestiques, soit à la culture de la parcelle individuelle des kolkhoziens et des ouvriers et employés. L'existence de cette main-d'œuvre en puissance pose le problème des possibilités de son utilisation.

1. *La main-d'œuvre utilisée aux travaux domestiques.* — Les travaux purement domestiques sont, dans la très grande majorité des cas, accomplis par des femmes; la question revient donc à examiner les conditions dans lesquelles il est possible de développer le travail féminin en U.R.S.S. Les statistiques des dernières années montrent que le nombre des femmes travaillant comme ouvrières ou employées n'a cessé d'augmenter depuis vingt ans. Néanmoins, si l'on envisage la proportion des femmes dans la masse globale des ouvriers et employés, l'évolution est plus complexe. On constate une pointe au moment de la guerre puisque la part de la main-d'œuvre féminine était de 55 % en 1945. Ce pourcentage a ensuite baissé progressivement jusqu'à n'être plus que de 45 % en 1954. Depuis 1956, on note un léger relèvement et la proportion des femmes était, en 1958, de 47 % (voir tableau 12).

TABLEAU 12

Nombre de femmes ouvrières et employées dans l'économie soviétique.

	Nombre de femmes ouvrières et employées (moyenne annuelle en millions d'individus)	Pourcentage des femmes par rapport au nombre total des ouvriers et employés
1929	3,1	27
1933	6,7	30
1940	12,0	38
1945	15,1	55
1950	18,4	47
1955	21,7	45
1957	24,3	46
1958	25,6	47

Source : Narodnoe Hozyajstvo S.S.S.R. v 1958 godu, Moscou, 1959, p. 664.

L'analyse de ces fluctuations n'est pas facile étant donné que des facteurs divers agissent sur la propension des femmes à travailler. La multiplication des appareils électro-ménagers, dont la production s'est développée rapidement en U.R.S.S. au cours des dernières années, et l'extension du réseau des jardins d'enfants et des crèches sont certainement des éléments de nature à libérer d'une partie de leurs tâches domestiques des mères de famille désireuses de travailler au-dehors. D'autre part, l'amélioration du niveau d'existence de la population et le meilleur approvisionnement des magasins en biens de consommation peuvent inciter des femmes à exercer un métier pour augmenter la rémunération globale de la famille. En revanche, la hausse de certains salaires peut, au contraire, plus facilement permettre aux familles de vivre sur ce que gagne un seul des membres.

En fait, les renseignements publiés par Sonine font ressortir de très grandes différences régionales dans l'emploi de la main-d'œuvre féminine. Ainsi la proportion des femmes occupées aux travaux domestiques est deux fois plus élevée dans l'Extrême-Orient que dans le centre de la Russie. Ces variations ne reflètent pas seulement des différences de condition de vie, mais tiennent également au fait que dans certaines régions prédominent des industries lourdes, où les femmes ont de moins en moins tendance à s'employer. Aussi commence-t-on à étudier la possibilité d'installer des industries à main-d'œuvre spécifiquement féminine là où de telles ressources ont été décelées. On envisage aussi de mettre au point certains accommodements et de faciliter par exemple le travail à mi-temps afin de rendre plus aisé l'emploi des femmes dans l'industrie.

2. *La main-d'œuvre employée à la culture individuelle.* — En ce qui concerne la main-d'œuvre employée à la culture de la parcelle individuelle, se pose un problème, à la fois d'ordre théorique et d'ordre pratique. En effet, les chiffres donnés par Sonine prouvent que cette culture familiale absorbe un nombre d'heures de travail assez considérable, dans des conditions où elles sont certainement moins productives que si elles étaient employées dans une exploitation collective. Or, la comparaison entre les années 1940 et 1958 montre que, depuis la guerre, l'importance des exploitations individuelles s'est accrue tant au point de vue de la surface cultivée qu'en ce qui concerne le bétail qui y est nourri. En fait, si l'on tient compte de l'évolution démographique, c'est la parcelle kolkhozienne qui a augmenté, tandis que les jardins d'ouvriers et employés se sont proportionnellement réduits. D'après les calculs de Sonine, la seule culture maraîchère, dans les exploitations individuelles, aurait exigé en 1956 le travail annuel de près de 7 millions d'individus si elle avait été assurée uniquement par des travailleurs à plein temps.

Certains économistes soviétiques ont donc posé dans ces conditions le problème de l'opportunité de maintenir ou de supprimer graduellement la parcelle individuelle afin de récupérer, dans l'intérêt collectif, la main-d'œuvre qui y est employée. Beaucoup, cependant, ne dissimulent pas les inconvénients qu'entraînerait une décision trop brutale ou trop rapide dans ce sens. Même si l'on fait abstraction des répercussions psychologiques qu'elle ne manquerait pas d'avoir, la suppression de la parcelle individuelle comporterait certainement des conséquences économiques graves. Plus de la moitié du troupeau de vaches était encore, en 1959, propriété individuelle. De même, la production individuelle de pommes de terre représentait, en 1956, près de la moitié de la production totale et la moitié environ de la surface plantée d'arbres fruitiers et de vigne était en culture individuelle.

Ces diverses considérations expliquent l'attitude adoptée au cours des derniers mois par les autorités soviétiques dans ce domaine. D'une part, M. Khrouchtchev n'a pas caché à plusieurs reprises que l'objectif final du gouvernement était de voir disparaître progressivement le marché kolkhozien comme source d'approvisionnement de la population et de voir en même temps les fermes collectives subvenir aux besoins des kolkhoziens en produits maraîchers et laitiers, afin de pouvoir supprimer l'utilisation à des fins alimentaires des parcelles individuelles. Quelques décisions ou résolutions ont été prises dans ce sens, telles que le décret interdisant l'élevage dans les centres urbains et la résolution du dernier Plenum du Comité Central sur l'agriculture, recommandant l'achat par les sovkhozes du bétail individuel des travailleurs dans un délai de deux à trois ans.

Néanmoins, le caractère essentiel de l'attitude des autorités sovié-

tiques est actuellement la prudence et le souci de ne pas brusquer les choses. M. Khrouchtchev lui-même a insisté sur le danger qu'il y aurait à vouloir aller trop vite, et à faire racheter, par exemple, le bétail individuel par des exploitations collectives qui ne seraient pas en mesure de le nourrir. Toute décision brutale de suppression des cultures individuelles paraît ainsi exclue, du moins dans l'immédiat. C'est donc uniquement par des moyens financiers que les dirigeants de l'économie soviétique peuvent inciter, à l'heure actuelle, la main-d'œuvre occupée à la culture individuelle à se transporter vers d'autres activités. C'est pour limiter l'intérêt que présente pour les kolkhoziens l'exploitation familiale que le gouvernement soviétique a décidé de maintenir l'impôt qui la frappe, alors que toutes les autres contributions directes doivent être supprimées au cours des prochaines années. D'autre part, il est certain que le commerce alimentaire d'État fait actuellement un effort pour concurrencer dans le domaine de la viande, des laitages, et des fruits et légumes, les vendeurs du marché kolkhozien et pour entraîner sur celui-ci une baisse des prix.

La politique des dirigeants soviétiques qui a été en 1954 de provoquer une hausse du niveau de vie des paysans pour les inciter à produire davantage est ainsi orientée aujourd'hui par des préoccupations un peu différentes. Il s'agit d'abord de réduire progressivement la part de leur revenu que les kolkhoziens tirent de leur exploitation individuelle. Il s'agit ensuite d'éviter que, par suite de l'enrichissement de certaines fermes collectives, des kolkhoziens puissent en arriver à gagner plus que les ouvriers ; aussi propose-t-on maintenant d'accroître la part des bénéfices des kolkhozes qui est affectée à des réalisations d'intérêt collectif et de distribuer aux kolkhoziens une rémunération calculée sur la base du salaire moyen dans le district de leur résidence. L'on rejoint ainsi le problème général de la répartition de la main-d'œuvre qui est dominé de plus en plus par des considérations de différences de rémunération.

b) *Les différences de salaires.*

Dans un système où les contraintes ont en général tendance à se réduire, les variations dans le niveau des salaires deviennent un des facteurs fondamentaux, tant de la répartition régionale que des mouvements de main-d'œuvre entre les différents secteurs de la production. Aussi les économistes soviétiques se sont-ils préoccupés, dans le cadre de la remise en ordre générale des salaires, d'assurer un équilibre aussi harmonieux que possible sur ces deux plans.

1. *Les différences régionales de salaires.* — On a déjà signalé, il y a plusieurs années, l'intérêt nouveau que suscite le problème des zones de salaires. Deux principes contradictoires se heurtent ici. D'une part

il est souhaitable pour des raisons d'efficacité que des différences de salaires servent de stimulant afin d'encourager les déplacements de main-d'œuvre vers les régions dont on pousse le développement. Mais, d'autre part, certains théoriciens du communisme sont choqués qu'un même travail puisse donner lieu à des rémunérations inégales, selon qu'il est accompli dans des endroits différents. L'un des aspects les plus anormaux de ce système est d'ailleurs la notion de prime spéciale d'éloignement contre laquelle M. Khrouchtchev s'est élevé au XXI^e Congrès¹³. Interrompant le discours de A. I. Kiritchenko, le Premier Secrétaire du Parti avait alors souligné le caractère paradoxal d'une réglementation selon laquelle un Yakoute né hors de Yakoutie et envoyé pour travailler dans le pays de ses ancêtres y recevait un salaire plus élevé que ses compatriotes nés sur place.

En fait, la thèse officielle est une condamnation à long terme des zones de salaires, en vertu de l'idée que les différences régionales de conditions de vie s'estomperont progressivement et qu'à la période du communisme, il ne sera donc plus nécessaire de les compenser par des primes spéciales. Néanmoins, il ne s'agit là que d'un principe général pour un avenir encore indéterminé. D'ici là, personne ne discute sérieusement la nécessité de conserver des différences de salaires selon les régions. De même tout le monde est, en général, d'accord sur le caractère incohérent du système actuel et sur le besoin de le soumettre à une révision complète. Ainsi, les primes et suppléments touchés dans une même région réputée difficile pour des travaux analogues peuvent varier au moins du simple au double sans aucune raison.

C'est en vue de procéder à cette remise en ordre qu'une enquête avait été effectuée en 1957, dont la revue *Le Travail socialiste* avait alors publié les conclusions. Les grandes lignes paraissent en avoir été retenues et à la faveur du remaniement général du système des salaires, qui est lié à la réduction de la journée de travail, les dirigeants de l'économie sont en train de refondre également l'organisation des zones de salaires. Le tableau 13 ci-après donne l'échelle des coefficients selon les régions, telle qu'elle se dégage des règles déjà adoptées dans un certain nombre d'industries. Le découpage est un peu différent de celui qui avait été proposé en 1957, mais le schéma général est sensiblement identique. Dans le calcul des différences régionales interviennent des considérations telles que les inégalités dans le niveau des prix, les conditions locales d'existence et de travail, et aussi la plus ou moins grande pénurie de main-d'œuvre dans la région intéressée, bien que les économistes soviétiques s'efforcent, en général, de masquer l'importance de ce dernier facteur.

¹³ *Vneočerednoj XXI S'ezd kommunističeskoj partii Sovetskogo sojuza*, Stenografičeskij otčet, Moscou, 1959, t. I, p. 475.

TABLEAU 13
Zones de salaires en U.R.S.S.

	Indices
Grand Nord (à l'exclusion de l'oblast de Mourmansk)	150 à 170
Régions du Nord et éloignées (oblast de Mourmansk — centre de la Sibérie et Extrême-Orient)	130 à 150
Régions éloignées du Nord de la Russie d'Europe et Sud de la Sibérie et de l'Extrême-Orient	120 à 130
Régions de l'Oural, Sud de la Sibérie occidentale, Kazakstan et Asie Centrale	110 et 120
Régions centre, sud et ouest de la partie européenne de l'U.R.S.S.	10

Source : Aganbegian et Mayer, *op. cit.*, p. 198.

Ce travail de remise en ordre avec « élimination des insuffisances les plus graves »¹⁴ doit, bien entendu, conduire, dans certains cas, à des réductions sensibles des rémunérations dans les régions qui étaient auparavant les plus favorisées du point de vue des salaires et certains indices laissent penser que de telles révisions n'ont pas toujours été sans heurts.

2. *Les différences de salaires entre secteurs de l'économie.* — Le problème de la répartition de la main-d'œuvre entre les différentes branches de l'industrie se pose dans des termes tout à fait analogues, et l'on procède, à l'heure actuelle, dans ce domaine aussi, à un travail de rationalisation et d'unification des barèmes. Les différences de niveau de salaires entre les principaux secteurs de l'économie ont toujours existé en U.R.S.S. Elles se justifient aux yeux des théoriciens, à la fois par l'inégale difficulté des travaux accomplis par les ouvriers, et par l'importance que revêt, dans une période déterminée, telle ou telle branche de l'industrie pour l'ensemble du pays. La hiérarchie des industries, en ce qui concerne le niveau des salaires de leurs ouvriers, est donc révélatrice de leur place relative dans les préoccupations des dirigeants de l'économie. Sans doute, dans un domaine qui, en principe, n'est pas régi par une planification centralisée, mais subit encore largement l'influence des autorités locales, la diversité des facteurs qui agissent sur le niveau des salaires ne permet pas de les analyser comme le résultat d'une seule politique aux intentions clairement définies.

Néanmoins, il est significatif d'observer (voir tableau 14) que les industries de base qui tiennent en 1956 le haut de l'échelle, comme le

¹⁴ Aganbegian et Mayer, *op. cit.*, p. 193.

charbon, le minerai, la sidérurgie, n'occupaient avant la période stalinienne que la dixième ou la quinzième place. Inversement, certains secteurs de l'industrie légère, comme l'imprimerie, la chaussure, le cuir ou l'alimentation, sont maintenant en queue de liste après avoir occupé les premiers rangs au début de la période d'industrialisation de l'U.R.S.S.

TABLEAU 14

*Hierarchie des différentes branches d'industrie
en fonction du niveau moyen de leurs salaires entre 1924 et 1956.*

	Rang des différentes industries					
	1924	1928	1935	1940	1950	1956
Houillères	10	14	4	1	1	1
Minerai de fer	15	12	6	2	2	2
Sidérurgie	13	9	5	2	3	3
Pétrole	11	8	1	3	4	4
Papier	7	11	13	14-15	6	5
Construction de machines et métallurgie de transformation ...	4	1	3	4	5	6
Centrales électriques	...	3	2	7	7	7
Chimie	5	6	7	6	8	8
Laine	12	13	14	14-15	9	9
Cuirs et fourrures	3	5	10	11	12	10
Travail du bois	9	15	11	12	13	11
Coton	14	16	12	10	11	12
Polygraphie	1	2	8	8	10	13
Chaussure	2	4	9	9	15	14
Lin	16	17	17	16-17	14	15
Alimentation	6	10	16	16-17	16	16
Couture	8	7	15	13	17	17

Source : Aganbegian et Mayer, *op. cit.*, p. 190.

Le tableau publié par Aganbegian et Mayer ne comporte malheureusement pas de renseignements postérieurs à 1956, mais il est frappant de constater qu'à cette date, la hiérarchie des industries était encore typiquement celle de l'économie stalinienne et que la chimie était, par exemple, reléguée au huitième rang.

Depuis lors, on peut penser que la réforme entreprise du système des salaires a donné lieu à un nouveau remaniement de l'échelle des rémunérations, en même temps qu'à une unification des barèmes dans chacune des principales branches industrielles. En principe, si l'on en croit Aganbegian et Mayer, l'évolution actuelle devrait aller dans le sens d'une réduction des écarts entre chacun des secteurs, tout en gardant cependant entre eux une hiérarchie.

* * *

Les problèmes de main-d'œuvre qui sont à la charnière des questions économiques et sociales, fournissent un terrain assez favorable pour l'étude de l'évolution de la société soviétique. Des facteurs très divers agissent actuellement pour provoquer une transformation. Le relâchement des contraintes politiques qui a suivi l'époque stalinienne, a fait naître un mouvement vers une normalisation du recrutement de la main-d'œuvre, l'attire du salaire tendant à devenir le moteur essentiel de la répartition des ouvriers.

En même temps la croissance et la diversification de l'industrie soviétique ont créé des besoins de main-d'œuvre et, en particulier, de main-d'œuvre qualifiée que la situation démographique actuelle, avec l'arrivée à l'âge adulte des classes creuses, rend difficile à satisfaire. Dans ces conditions, la question d'une remise en ordre des salaires est devenue fondamentale, autant pour stimuler l'ardeur au travail des ouvriers, que pour assurer de façon plus systématique ou plus harmonieuse la répartition de la main-d'œuvre entre les différentes régions et les différents secteurs de l'économie. Pour faire admettre par les ouvriers cette révision des salaires qui est en cours, les dirigeants soviétiques l'ont liée à une réduction de la journée de travail.

A l'heure actuelle, les responsables de l'économie soviétique doivent concilier d'une part, les principes doctrinaux du passage au communisme qui impliquent une égalisation progressive des rémunérations pour parvenir, finalement, au stade où chacun recevra selon ses besoins après avoir travaillé selon ses possibilités ; d'autre part, les nécessités économiques qui imposent de maintenir des différences de salaires, d'autant plus nécessaires que l'on n'envisage plus d'obliger par la force les gens à travailler. Sur le plan pratique, le gouvernement s'efforce, en relevant les salaires les plus bas, de réduire l'éventail et de réaliser par là même un progrès sur la voie souhaitée. Mais l'évolution actuelle de l'économie soviétique rend par ailleurs de plus en plus indispensables les différences de rémunération et l'on peut penser que les considérations économiques arrêteront rapidement les dirigeants sur la voie du nivellement.

YVES PRADIGOU.

Paris, octobre 1960.

La genèse d'un roman historique soviétique :

PIERRE LE GRAND

d'ALEXIS TOLSTOÏ

Écrit dans l'émigration et publié à Paris en 1920 par la revue *Sovremennyye Zapiski*¹, le premier grand roman d'Alexis Tolstoï, le *Chemin des Tourments*, suggérait une vision assez pessimiste des destinées de la Russie mais se terminait sur une note d'espoir. Roman d'actualité, il s'arrêtait à la veille de la Révolution d'Octobre ; le chaos régnant alors en Russie semblait avoir ramené ce pays à l'époque dramatique du Temps des Troubles. Télégouine, le héros du roman, meurtri par l'abaissement momentané de sa patrie, refuse pourtant de s'abandonner au désespoir. Il ouvre au hasard l'*Histoire de Russie* de Soloviev et tombe sur le chapitre consacré au Temps des Troubles et à l'arrivée dans Moscou pillée, ruinée et brûlée d'un enfant fait tsar, le premier Romanov, sous le règne de qui la Russie devait se relever. Il lit : « On vivait misérablement, durement, on s'abaissait bien bas devant la Crimée, devant la Lithuanie, devant les Suédois. On conservait la foi. On savait que la seule force, c'est le peuple, un peuple vigoureux, débrouillard et agile. On espérait vaincre par la patience et on vainquit par la patience. Et la vie réapparut sur les immensités désertées, envahies par les ronces. » Cette profession de foi en l'avenir de la patrie russe au nom de son passé nous donne dès 1920 la dominante de l'œuvre future de Tolstoï. Ceci est le premier recours d'Alexis Tolstoï au passé afin de justifier le présent et d'assurer son patriotisme. Peu de temps après, en 1921, Tolstoï rejoignit à Berlin les intellectuels russes qui prêchaient le retour en Russie soviétique et qui firent paraître à Prague, en juin 1921, leur manifeste : « La relève des jalons ». La guerre entre la Pologne de Pilsudski et la Russie de Lénine força les hésitants à un choix : Tolstoï rentra à Moscou, Merežkovski se réfugia à Varsovie.

¹ *Sovremennyye Zapiski* (*Annales Contemporaines*), numéros 1 à 7 publiés à Paris en 1920 et 1921.

Mais la Russie de 1923 n'était pas ce qu'attendait Tolstoï. Elle était trop internationaliste et révolutionnaire pour que le passé national y fût très en honneur. Les ouvriers de « Piter » qui partaient au front n'avaient nul besoin du passé national pour animer leur esprit de combat. Rappelons-nous la fameuse *Marche à gauche* que Maïakovski déclamait devant les marins de la flotte révolutionnaire :

*Plus de littérature, plus de chicane !
 Vos gueules, orateurs !
 La parole au Mauser !
 Fini de vivre selon les lois
 D'Adam et d'Ève !
 Nous épuiserons la rosse-Histoire !*

Les premiers historiens soviétiques s'employèrent en effet à épuiser la rosse-histoire. Tous les héros nationaux étaient relégués au musée de l'obscurantisme ; Pierre le Grand perdait son titre de Grand. L'école sociologique de Pokrovski était armée de l'ambiguë devise : « L'histoire est la projection de la politique dans le passé. » Elle rejetait l'histoire traditionnelle, niait le rôle des personnalités, pour ne s'intéresser qu'à l'histoire des soulèvements, en particulier des innombrables jacqueries dans la Russie du *xix^e* siècle. On sait que ces excès furent condamnés en 1934 par Staline et Ždanov.

Tolstoï n'a pas été, nous le verrons, sans subir l'influence de l'école sociologique. Mais ses premiers récits historiques datent de l'émigration, tandis que la première partie de son monumental *Pierre le Grand* est de 1929. La talent de Tolstoï ne s'est épanoui que lorsque la Russie soviétique revint à une compréhension plus juste du passé national et même à un certain culte de ce passé. Tolstoï lui-même a contribué à ce revirement ; il en est le reflet et le promoteur à la fois. Mais comme il y a loin de l'auteur d'*Une journée de Pierre*, influencé par l'hostilité de Merežkovski aux réformes de Pierre, jusqu'au grand redresseur de la silhouette historique du Réformateur et au collaborateur de Poudovkine pour le grand film soviétique consacré à Pierre le Grand !

Une journée de Pierre, *Une hallucination*, le *Récit tiré du Temps des Troubles*, respectivement de 1918, 1919 et 1922, sont les premiers récits de Tolstoï inspirés par l'histoire de la Russie d'autrefois. Ils sont l'œuvre d'un amateur de curiosités de mœurs, d'un collectionneur de gravures anciennes et un peu fantastiques, d'un lecteur des vieilles chroniques. *Une hallucination* se rapporte à l'époque de Pierre et de Mazeppa. Le thème de Pierre entre pour la première fois dans l'œuvre de Tolstoï. C'est un vieux pope qui raconte un épisode de sa jeunesse « Nous avons alors pour tsar Pierre, le père de notre souveraine actuelle. Il ne fallait s'aventurer par les chemins qu'avec les plus

grandes précautions. Les dragons arrêtaient les vagabonds. » Jeune homme, le narrateur errait alors en compagnie du moine Nestor, faisant la quête pour le monastère Spasski. En chemin « nous entendîmes beaucoup d'histoires de-ci de-là sur des choses qu'il n'est pas bon de se rappeler la nuit ». Parvenus chez Kotchoubèï, ils sont logés et nourris par le riche hetman ukrainien. Une nuit, le moinillon Tréphile voit à sa fenêtre la fille de Kotchoubèï qui lui demande de l'enlever. Le lendemain, elle s'échappe pour rejoindre Mazeppa. Chargés par Kotchoubèï d'aller dénoncer Mazeppa à Moscou, Nikanor et Tréphile reprennent leur vagabondage en direction de Moscou. Après avoir livré son lourd secret Nikanor est longuement torturé dans les chancelleries. Quant à Tréphile, il continue la vie de pèlerin, mais il se fait embaucher de force dans les dragons et, de retour à Kiev, il assiste avec horreur à l'exécution du vieux Kotchoubèï, sur ordre de Mazeppa. Le peuple se venge sur la fille pécheresse de Kotchoubèï. « On dit que Matriona fut étouffée cette même nuit dans son carrosse par des Cosaques. » Ainsi finit ce récit que Tolstoï a puisé dans « l'affaire du moine Nikanor envoyé à la Chancellerie du Preobraženski à la suite du secret d'État révélé par lui ». On y retrouve un thème cher à Alexis Tolstoï, la beauté et le caractère sacré de la vie. Les haines, les félonies, les meurtres n'empêchent pas le jeune Tréphile de tressaillir de joie dans les chaudes nuits ukrainiennes et au contact des lèvres tentatrices de Matriona, la fille de Kotchoubèï : « Gloire à toi, s'écrie-t-il dans sa prière, pour la vie et pour la lumière, pour le corps et pour le souffle ! » Le récit est surtout remarquable par la densité et la richesse du style, et par la luxuriance des descriptions. Il évoque pour nous l'amour de Stendhal pour ces chroniques italiennes, où l'on découvre des passions sauvages, des crimes raffinés et des beautés naïves.

Le *Récit du Temps des Troubles* est plus complexe. Le narrateur, un vieux noble, raconte les misères qui accablèrent la Russie dans sa jeunesse. C'était le Temps des Troubles ; Polonais, Russes, brigands parcouraient le pays ; on pillait, volait, assassinait. Sa mère souvent dut s'enfuir avec lui dans la neige pour aller au hasard demander secours et asile ailleurs. D'audacieux aventuriers prennent la tête des bandes de pillards. L'un d'eux, Naoume, terrorise sa ville natale, prend fait et cause pour le Faux-Dimitri, puis fait volte-face, mutile lui-même le cadavre de Dimitri sur la Place Rouge, pille pour le compte de Chouïski, devient bouffon à la cour du jeune tsar Mikhaïl Fiodorovič Romanov et termine sa vie comme ermite dans un désert. Il y acquiert une réputation de saint, fait des miracles. « Le saint arriva d'un bosquet de bouleaux, il était maigre, haut et droit, vêtu d'une robe noire traînant à terre, avec un capuchon orné d'une croix blanche. Il marchait légèrement. Par-dessous le capuchon, il nous fixait de ses yeux clairs comme le jour, où l'on lisait déjà qu'il n'était déjà plus un

habitant de ce monde. Il s'approcha de nous, s'arrêta, salua profondément et s'éloigna si légèrement qu'on eût dit que ses pieds touchaient à peine l'herbe. » A la truculence d'un tableau chargé de meurtres, d'incendies, de plaisanteries grossières, de bouffonneries irrévérencieuses succède, on le voit, l'irréalité et la fluidité d'une fresque de Théophane.

Une journée de Pierre, qui est une nouvelle de vingt-cinq pages, est la première tentative d'Alexis Tolstoï pour décrire le tsar Pierre, et il est d'autant plus intéressant de s'y attarder qu'elle ne laisse guère prévoir ce que sera le thème de Pierre le Grand dans l'œuvre ultérieure d'Alexis Tolstoï. L'intérêt que porte à Pierre l'auteur de cette nouvelle ressemble à l'intérêt qu'éveillerait quelque monstre inhabituel. Dès les premières lignes on sent une hostilité envers la personne du tsar. « Pierre a des yeux ronds, noirs, qui semblent étinceler de folie », il a une multitude de tics nerveux, des attaques de furie, des mains sales. Il bâfre goulûment, pue le tabac, tousse, crache et rote. Ses cheveux sont gras et ses habits dégoûtants. Il est avec son entourage grossier et tyrannique. Cet entourage est, du reste, profondément grotesque. Affublés stupidement de perruques rousses qu'ils coiffent tout de travers, les courtisans de Pierre sont peureux, voleurs et débauchés. Il faut enfermer les gardes du corps dans des placards pour qu'ils ne courent pas auprès des filles et des « fraulein ». Le tsar fait construire par entêtement et par caprice une ville inutile, où les hommes travaillent dans des marais, enchaînés l'un à l'autre. « On construisait la ville du tsar à la limite de la terre, dans les marais, près des zones sans vie. A qui était-elle nécessaire, pour quelle épreuve supplémentaire fallait-il suer sueur et sang et crever par milliers ? Le peuple ne savait. Mais les impôts, dîmes, corvées de chemin et corvées militaires faisaient gémir la terre russe. » Il suffit au paysan de se plaindre des levées, corvées, impôts dont on l'accable pour qu'« on l'emmène à la Chancellerie secrète ou au Prikaz Preobraženski, et bonheur à lui, si on ne lui coupe que la tête : à d'autres on arrachait les dents, on enfonçait de part en part un pieu de fer ou bien on les « fumait » vivants² ».

La Russie sous le règne de ce tyran maladif et insensé devient un immense désert, mais Pierre considère la Russie comme sa propriété et non sa patrie. « Que lui était la Russie, à lui le tsar, le maître et propriétaire ? — Il s'irritait en voyant que sa ferme et son bétail, ses serfs et toute sa propriété valaient moins que celle du voisin. » L'euro-péanisation ordonnée par Pierre n'a pas d'autres raisons que l'envie.

² Alexis Tolstoï s'inspire ici directement d'un document sur l'interrogatoire subi par le « paysan Anton Aristov, serf du prince Golitzine ». Ce document est publié dans le livre du professeur Novombergski qui rassemble tous les documents judiciaires de la Russie au xvii^e et au xviii^e siècle. Tolstoï a beaucoup puisé dans ce précieux recueil. Dans le cas présent il cite presque littéralement le document original. L'ouvrage de Novombergski, *Slovo i delo Gosudarevy*, fut publié à Tomsk, en 1909.

Les sujets murmurent-ils qu'ils ne sont pas des Hollandais, qu'ils sont des Russes et qu'ils ont souvent sauvé leur patrie des envahisseurs, Pierre répond par la hache, faisant massacrer les streltsy et prenant part activement lui-même à l'exécution.

Le peuple croit que le vrai tsar a été tué et qu'on leur a donné un imposteur, un Allemand, un Antéchrist. « On nous a trompés, ô orthodoxes. A cause de ce seul mot prononcé dans un cabaret commença l'effrayante et énorme affaire sur la prédication de l'Antéchrist, qui dura plusieurs mois. » Le tsar interroge lui-même dans le caveau des tortures le malheureux qui a prononcé ces paroles dans le cabaret. Devant l'opiniâtreté de Barlaam, qui, malgré l'estrapade, ne renie rien, Pierre est inquiet, décontenancé. Il interroge anxieusement : « Êtes-vous nombreux ? Nomme, nomme tes complices. » Barlaam calmement répond : « Je n'ai ni camarades ni complices ; mais la Russie tout entière, voilà mes camarades. »

Dans la nouvelle sont réunis plusieurs thèmes qui avaient déjà servi contre Pierre : l'insuccès de ses réformes, son stupide engouement pour l'Occident, l'hostilité unanime du peuple, et jusqu'au thème dostoïevskien de l'irréalité de la ville créée par Pierre. Il est intéressant de noter que plusieurs épisodes d'*Une journée de Pierre* seront repris dans le roman *Pierre le Grand* mais sous un éclairage différent : l'exécution des streltsy ; le portrait de Lefort, « le débauché français » ; la construction de Pétrograd ; les danses et ballets « obligatoires » à la cour de Pierre. A cette époque Tolstoï était sous l'influence de la grande trilogie historique de Merežkovski et surtout de son *Pierre et Alexis*, dernière partie de *Christ et Antéchrist*. Singulièrement, l'épisode final, la confrontation entre Barlaam et le tsar rappelle le roman de Merežkovski. Comme Alexis, Barlaam aime le tsar ; à certains moments il ne voit en Pierre que l'homme-prométhéen qui a voulu trop faire, trop refaire. Barlaam, entre deux tortures, regarde en souriant le tsar et lui murmure : « Oh ! mon petit père ! » Le tsar lui-même semble pris de pitié et d'amour pour Barlaam. Cela ne dure qu'un instant. Aussitôt après Pierre redevient pour Barlaam l'odieux Antéchrist, l'incarnation du Diable et Pierre ordonne que recommencent les tortures. Ce thème de la dualité de Pierre était directement emprunté à Merežkovski, chez qui il joue un grand rôle : le tsar est à la fois un créateur de génie, un père actif et aimant pour la Russie et aussi un bourreau bestial, à tête de chat ; le vrai tsar et l'Autre, l'usurpateur, bête maudite et démon. Pierre est à la fois l'odieux sauvage qui tue son fils, mutile la Russie et dont le crime retombera sur toute la lignée des Romanov de tête en tête, et aussi un homme d'une beauté divine, un héros qui « pour son peuple et sa patrie n'a pas ménagé sa vie ».

Comme chez Merežkovski, le tsar Pierre est seul, isolé, contre le peuple tout entier. « Le fardeau de cette journée et de toutes les

journées passées et des journées futures reposait d'un poids de plomb sur ses épaules, car il avait pris un fardeau insurmontable pour l'homme : être seul pour tous. » De même dans *L'Antéchrist* : « Fardeau, fardeau insoutenable ! gémissait Pierre étendu sans sommeil sur sa couchette. Et sa tristesse était aussi grande que s'il eût en réalité porté tout le poids de la Russie (...) Parfois il laissait retomber les bras de découragement. Il ressentait un épuisement effrayant. Seul contre tous. Comme un grand fauve vaincu par les moustiques. »

Il s'y ajoute dans le roman de Merežkovski le thème romantique de l'homme abandonné de Dieu : « Pourquoi tortures-tu ton serviteur ? disait-il en répétant les paroles de Moïse. » La ressemblance entre la nouvelle d'Alexis Tolstoï et le grand roman de Merežkovski allait, on le voit, jusque dans certains détails³, bien que toute la partie mystique de la philosophie de Merežkovski soit absolument étrangère à Alexis Tolstoï.

Toutefois, alors que le Pierre de Merežkovski est presque un génie, il est chez Tolstoï presque une brute, un sauvage. Au livre septième de son roman, Merežkovski écrit lui aussi une « journée de Pierre ». Il ne s'y rencontre rien du désordre grotesque de l'emploi du temps de Pierre, transcrit par Tolstoï. Pierre s'attelle calmement au travail gouvernemental. Il décide vite et bien. « Il dicte des oukazes sur les collèges institués en Russie, sur le conseil de Leibniz et sur le modèle des autres royaumes policés. » Pierre mêle dans son carnet idées fulgurantes et détails pratiques. « Le carnet de Pierre rappelait ceux de Léonard de Vinci. » Pierre, décrit par Tolstoï, ressemble plus à un grossier ignorant qu'à Léonard de Vinci. Tolstoï a cédé au plaisir de peindre la figure haute en couleur d'un barbare moscovite. Son tsar Pierre s'inscrit un peu à la suite de ces « monstres et originaux » grossiers, ignorants et cruels dont il avait fait une galerie de portraits dans ses récits d'avant-guerre sur les pays de la Volga. Il n'a pas de thèse mystique à présenter, comme Merežkovski ; il écrit l'histoire dans le goût des *Poèmes Barbares*.

* * *

Le roman *Pierre le Grand* fut entrepris dans un esprit qui n'était sans doute pas encore très différent. L'esthétisme d'*Une journée de Pierre* influença longtemps Tolstoï. Il suffit pour s'en persuader d'ouvrir un petit livre consacré en 1925 à Pierre le Grand par l'académicien Platonov⁴. On y verra avec étonnement que Platonov qui

³ Dans une interview, beaucoup plus tard, Alexis Tolstoï mentionna : « Mon premier récit sur Pierre le Grand fut écrit au commencement même de la Révolution de Février. Je ne me rappelle plus ce qui me poussa à l'écrire. Indubitablement le récit fut écrit sous l'influence de Merežkovski. C'est une œuvre faible. »

⁴ *Pierre le Grand*, Léninegrad, édition Vremia, 1925.

prétend restituer sa véritable dimension au Tsar-Réformateur s'en prend essentiellement à Alexis Tolstoï, comme au principal détracteur du tsar Pierre. Le dénigrement de Pierre le Grand était allé si loin, dans les années 20, qu'il était presque interdit de l'appeler « Grand ». Le rôle personnel du tsar était minimisé, sinon complètement nié. Il est vrai qu'avant la guerre l'historien Miliukov avait déjà dans sa thèse sur l'époque de Pierre nié le rôle personnel du tsar dans les réformes qui avaient eu lieu sous son règne. Exaspéré par le développement de ce thème par des historiens et écrivains qui le reprenaient vulgairement, l'historien soviétique Platonov écrivit un opuscule pour remettre les choses au point. Le premier chapitre traite de « Pierre le Grand dans les lettres contemporaines ». Platonov écrivait : « Il est étrange que de nos jours, alors que la science historique a déjà atteint quelques résultats précis et incontestables dans l'étude de l'époque des Réformes de Pierre, la littérature russe, avec une pleine ignorance de la science, déforme la figure antérieure du grand Réformateur pour faire de lui une grossière caricature ; de la sorte le long et consciencieux travail de nombreux savants chercheurs est laissé de côté avec une parfaite négligence. » Les deux auteurs les plus coupables sont, dit-il, Alexis Tolstoï pour sa *Journée de Pierre* et Boris Pilniak pour son récit *Sa Majesté Piter Komodor*⁵. Quelques années plus tard, dans *Le Masque de cire*, Tynianov exprima lui aussi un complet scepticisme à l'égard de la rationalité de l'histoire et des réformes de Pierre. L'époque de Pierre, les réformes du tsar portent aux yeux de Tynianov le caractère de « curiosités » monstrueuses. L'inutilité de Pierre est symbolisée par l'inutilité du « masque de cire » moulé sur son visage après sa mort. Le terrible masque qui effraie tout le monde, échoue finalement dans un « cabinet de curiosités », c'est-à-dire un musée des inutilités. Platonov écrit : « On fait aujourd'hui de Pierre un ivrogne puant, un goinfre, un alcoolique, on nie son patriotisme, on assure que c'était un sadique à demi malade. » Après avoir cité Tolstoï, Platonov cite comme autre pièce à conviction ces quelques extraits de Babel sur Pierre : « Un homme anormal, toujours soûl, syphilitique, neurasthénique, souffrant de crises de mélancolie ou de furie, un homme qui de ses mains étrangla son fils. Un despote absolument dénué du sens de la responsabilité, méprisant tout, qui jusqu'à la fin de sa vie ne comprit ni la logique de l'histoire, ni la psychologie de la vie du peuple. Un maniaque. Un poltron. Un homme resté enfant toute sa vie. Un cynique, un cabotin. Il guerroya trente ans, joua au jeu d'une guerre insensée pour la seule raison que ses soldats « d'amusement » grandirent et que la flotte était à l'étroit sur la Moskova et dans l'étang du Preobraženskoje. » Platonov concluait ainsi : « La recherche du bien

⁵ Publié en 1922 à la suite du *Povest' Peterburgskaïa*, aux éditions Helicon à Moscou.

du peuple, le service désintéressé de l'État, un travail personnel intense, un amour passionné pour la science et la foi en la nécessité de l'éducation — voilà les indiscutables qualités de Pierre. C'est elles que l'on doit introduire dans le portrait de Pierre et alors il ne sera plus le débauché sale, ivrogne et méchant dont on ne nous décrit que le rubicond visage de femme et les grosses pattes aux ongles comme des sabots⁶. »

En 1928, Alexis Tolstoï écrivit une pièce sur la vie de Pierre, intitulée *Sur l'estrapade*, qui est en quelque sorte une dramatisation du roman de Merežkovski. On y retrouve une multitude d'expressions empruntées à l'auteur de *Pierre et l'Antéchrist*.

La mort d'Alexis, le tsarévitch, forme comme dans *L'Antéchrist* l'épisode final. Isolé moralement, abandonné par ses compagnons, le tsar assiste à l'effrayante inondation due à une crue de la Néva. La pièce se termine sur une vision lugubre : les flots anéantissent Saint-Petersbourg avec ses palais, ses jardins, sa flotte, symbolisant l'acharnement des forces naturelles contre les réformes de Pierre. Trahi par Catherine, trahi par Menchikov, Pierre balbutie ces derniers mots : « Je mourrai sans appeler personne. Mon cœur est cruel et je ne peux avoir d'amis en cette vie. Oui. L'eau monte. La fin est épouvantable. » Le tsar Pierre n'a gagné en grandeur dans cette version scénique de sa vie que pour mieux souligner son isolement et son échec. Détail curieux, Tolstoï comme Merežkovski souligne dans un épisode le goût morbide qu'avait le tsar pour les fonctions de chirurgien. Il adorait arracher les dents aux membres de son entourage et conservait de pleins sacs des dents gâtées qu'il avait extraites⁷.

C'est juste après avoir terminé cette pièce, qui fut jouée, qu'Alexis Tolstoï aborde la rédaction de la première partie de son grand roman sur *Pierre le Grand*. C'était une grande originalité et même une hardiesse que de présenter un héros dès son enfance. La grandeur historique risquait d'en souffrir. Ce qui attirait Alexis Tolstoï vers l'époque de la minorité de Pierre, c'était l'extrême chaos qui régnait alors dans le pays, le vent de séditions, de brigandage et de révolte qui soufflait sur le peuple de Moscovie. Il aimait appliquer son talent aux époques barbares et sanglantes. Comme dans son roman *L'Année 1918*, on sent de l'admiration pour les forces primitives de révolte du peuple russe. A quoi s'ajoute, bien sûr, le penchant de Tolstoï à philosopher sur les vicissitudes et les redressements de la patrie, à rechercher dans les époques les plus sombres les germes de la renaissance de la Russie. Le

⁶ Platonov fut en 1930, avec l'historien Tarlé, victime de l'hostilité des sociologues de la R.A.P.P. à l'égard des historiens traditionnels. Il tomba en disgrâce et fut réduit au silence.

⁷ C'est aussi ce que rapporte M. de Staehlin dans son *Recueil d'anecdotes originales de Pierre le Grand recueillies de la conversation de diverses personnes de distinction de Saint-Petersbourg et de Moscou*, publié à Stasbourg en 1787.

roman débute par la mort du tsar Fiodor Mikhaïlovitch et la révolte des streltsy, qui amena au pouvoir la tsarevna Sophie régnant au nom des deux tsars-enfants, Pierre et Ivan. Tolstoï décrit l'enfance et les jeux guerriers de Pierre, ses fréquentes visites au quartier allemand, sa fuite au monastère de la Trinité Saint-Serge, sa victoire sur Sophie, son engouement pour les bateaux, la malheureuse expédition d'Azov, la victoire sur les Turcs, le voyage en Europe et le retour précipité pour châtier les streltsy, coupables d'avoir voulu rétablir le pouvoir de la régente. Le thème principal, c'est l'élément de révolte organique dont souffre le pays. Les scènes de révoltes à Moscou sont décrites de main de maître avec une grande richesse de détails, de couleurs et de langage. Avec pittoresque et précision, Tolstoï suggère la misère du pays épuisé par les Troubles et par l'instauration récente du servage. Une conversation entre deux serfs qui voyagent en forêt nous révèle les misères du peuple, son irritation contre les boyards et ses espoirs secrets de révolte. L'un d'eux est un paysan évadé qu'on a repris, l'autre, Ivan Artiémitch Brovchine, sera plus tard le marchand le plus riche de Moscou, grâce à la protection de Pierre. « On veut nous écorcher deux fois ! Que de gens du tsar sur notre dos aujourd'hui ! Crache et voilà qu'un diak⁸, ou un sous-diak ou un cabaretier assermenté vient s'asseoir à tes côtés et se met à écrire ! Le moujik est abandonné. Ah ! les gars, mieux vaut s'enfuir ; je veux bien être déchiré par une bête dans les bois, mieux vaut la mort que cette impudence-là ! Mais vous n'en aurez plus pour longtemps à vous engraisser à nos dépens. » Le maître de Brovkin, le « fils de noble » Volkov représente la toute petite noblesse, grevée de charges, de dettes envers les moines, accablée par le service armé du tsar. « Le fisc du tsar ne fait pas grâce. Chaque année, nouvel oukaze, nouveaux impôts en nature, en argent, tributs, corvées. On nous reproche notre paresse à pressurer les moujiks. Mais le moujik n'a qu'une seule peau pour se faire écorcher. Misérable est devenu l'État sous feu le tsar Aleksei Mikhaïlovitch après les guerres et révoltes, après les Troubles. Depuis Stenka Razin, ce brigand anathème les paysans ont oublié Dieu. Ils fuient sur le Don, et là ni ordonnance ni épée n'ira les rechercher ! » Avec abondance de détails Tolstoï décrit cette vieille Russie byzantine à la fois turbulente et endormie. La somnolence de la Russie, c'est celle des boyards compassés qui végètent sous les voûtes des palais ; des églises innombrables où chuchotent les vieilles ; des palais tortueux et délabrés où la cour obéit à un tyrannique cérémonial byzantin. Mais à côté de cette Russie alanguie, de cet « enchantement figé », il y a le tumulte des quartiers de Moscou où s'entassent streltsy⁹, marchands, mendiants, vagabonds, où il est facile de soulever une émeute en criant à la trahison. Le moindre raconter

⁸ Fonctionnaire supérieur de l'administration avant les réformes de Pierre.

⁹ Mercenaires de carrière.

se propage comme la foudre. La populace est facile à soulever, et Moscou, la ville aux cent églises, aux quartiers populeux, aux ruelles encombrées, s'enivre du son du tocsin. Entre cette anarchie congénitale du peuple et cette somnolence des vieux palais aux bulbes orientaux se livre un conflit sans fin, la Smuta renaît sans cesse, favorisée par les rivalités entre les clans de boyards. Et toutes les tentatives du peuple se brisent sur cet enchantement des palais byzantins : malgré le succès éphémère des streltsy qui en 1682 mirent à mort une vingtaine de boyards et de parents du jeune tsar Pierre, « aucun changement ; par dessus Moscou, les villes, les terres immenses, planaient les crépuscules séculaires, — misère, esclavage, vie sans joie ».

Après l'échec de la campagne de Crimée menée par Golitsyn, l'amant de la tsarevna Sophie, les troupes reviennent en désordre au pays. La guerre a été un vain effort de la Russie « somnolente » pour sortir de son assoupissement. « On vendait le pain mélangé de balayures, la viande grouillait de vers. Le poisson avait diminué de taille depuis la guerre. Une mouche venimeuse apparut, — les joues et les lèvres s'enflaient. Aux marchés, des foules de gens mais pas de marchandises. La ville énorme grouillait, affamée, irritable, désœuvrée. » Les estropiés, les borgnes, les déserteurs rentrent en Russie. « Se bousculant sur les parvis des églises ils exhibaient en hurlant leurs plaies aux âmes charitables, leurs moignons, leurs paupières mortes. » Moujiks en fuite ou nobles débauchés se livrent au pillage. Les mendiants, les fous, les illuminés mendient impertinemment, les boyards richement habillés sommeillent sur les poêles, les vieilles du Kremlin chuchotent dans les corridors, les voïévodes des provinces fraudent à qui mieux mieux, les femmes languissent dans les « terems ». Comme à plaisir Alexis Tolstoï surcharge ce tableau rutilant de la vieille Russie. Il aime aussi décrire le vieux Moscou, tel qu'on le voit sur les tableaux du peintre Voznetsov. « Les toits abrupts s'élevèrent plus clairement entre les bouleaux argentés, tout le quartier des marchands se couvrait de fumées roses : les enclos solides des streltsy, les maisonnettes de la gent variée des faubourgs, des tanneurs, des tricoteurs, des faiseurs de kvass. » Ailleurs il décrit « les ruelles tortueuses sillonnées d'ornières et parsemées de flaques, bordées de palissades et d'isbas en rondins, hautes et étroites ». Une foule hétéroclite se bouscule : popes, artisans, étrangers, mendiants. Le tableau créé donne une impression de densité, de plénitude artistique et de couleurs criardes. Le goût de la couleur locale est parfois chez Tolstoï un penchant au bric-à-brac historique. Bunin¹⁰ nous raconte que dans son appartement Tolstoï accumulait

¹⁰ *Vospominanija*, édités à Paris en 1950. Un chapitre est consacré à des anecdotes sur le « troisième Tolstoï ». Il est évident que Bunin n'avait aucune sympathie pour le « smenovehovec » qu'a été Tolstoï, l'émigré rentré dans la patrie.

les bricoles les plus disparates, gravures ou statuettes, vieilles pipes, vieilles tabatières. On a parfois l'impression à la lecture de *Pierre le Grand* que Tolstoï y a transporté ce même amour de collectionneur.

Toutefois Tolstoï ne perd pas de vue son but, qui est de montrer que la Russie d'alors agonisait dans l'incurie et les contradictions, que cette Russie somnolente et anarchique, « mille ans durant foulée par les « lapti », avec répugnance entaillée par l'araire, couverte par la cendre des villages dévastés, par les tombes anonymes », que cette Russie barbare était travaillée par un besoin de renouvellement. Les marchands se plaignent du monopole des étrangers dans le commerce extérieur, les paysans se révoltent : « Les marchands de toutes les « centuries », les trafiquants, toute la gent commerçante et artisanale, les hôtes étrangers avec une grande impatience attendaient de nouvelles lois et de nouveaux hommes. » Les réformes de Pierre ne seront pas l'effet de la fantaisie du tsar mais bien imposées par les besoins du pays. Tout ce qu'il y a d'actif dans l'univers paralysé de la Russie chuchotera au tsar : « Ose et nous ferons de notre mieux ! » En commençant son récit en l'année 1682, Tolstoï a pu introduire l'intéressante figure de Galitsyn. Galitsyn représente l'impuissance pratique des admirateurs intellectuels de l'Europe. Galitsyn est un homme cultivé, un connaisseur raffiné de l'art occidental et un penseur politique audacieux. Dans une conversation en latin avec un étranger venu de Varsovie, M. de Neuville¹¹, Galitsyn expose les grandes lignes d'un plan de réformes : libérer les serfs, car dans l'état actuel, « le propriétaire est misérable, le paysan de même et l'État reste pauvre tout autant ». Galitsyn prévoit dans son traité *De l'amélioration générale en ce qui concerne le peuple*, la culture des terres vierges, l'introduction de brebis anglaises, la prospection minière, l'abolition des corvées et dîmes, l'envoi en Europe de jeunes gens pour apprendre l'art militaire, la création d'académies. Galitsyn prévoit plus encore que ce que fera Pierre, mais lui-même n'aboutira à rien, qu'au désastre personnel. L'amant de la tsarevna Sophie engloutira une armée débraillée et chaotique dans les steppes méridionales et les escarmouches avec les Tatares et finira par une humiliante disgrâce. Pierre qui n'était pas un intellectuel fin lettré à la Galitsyn, qui ne lisait pas les *Commentaires* de César sous sa tente, réalisera les rêveries de Galitsyn peu à peu, sans plan préconçu, ni dissertation.

Deux classes sociales aidèrent Pierre dans sa politique : les marchands et les étrangers. Il semble qu'en soulignant le rôle essentiel des marchands, Tolstoï soit influencé par la théorie de Pokrovski selon laquelle le capitalisme mercantile fut l'auteur véritable des réformes de Pierre. La carrière météorique du marchand Brovkin, *homo novus* dans

¹¹ Tolstoï emprunte tous ces détails aux *Notes* de La Neuville, parues en 1689.

la société, illustre l'ascension d'une nouvelle classe. A Arkhangelsk, les marchands viennent eux-mêmes supplier le tsar d'interdire aux étrangers de commercer afin de se réserver les transports maritimes. Pierre lui-même pense souvent comme un marchand : « Par la guerre ou par la paix, nous nous frayerons une voie à la Méditerranée. Nous inonderons l'Europe de blé, nous serons des marchands. » Les marchands anglais et hollandais que Pierre rencontre chez Franz Lefort incitent le tsar à se construire des ports. « Oui, oui ! c'est un pays riche comme le Nouveau Monde, plus riche que l'Inde mais tant que les boyards le dirigeront, nous en rapporterons mille pertes... A Moscou on ne comprend pas son propre intérêt, les Moscovites commercent comme des sauvages... Ah ! s'ils avaient des ports sur la mer Baltique, des chaussées commodes, et s'ils faisaient du commerce comme d'honnêtes « *bürger* », alors seraient possibles ici de grands changements. » C'est le Genevois et ami du tsar, Franz Lefort, qui suggère ainsi à Pierre un programme de réformes pour la Russie. « Des forêts bonnes pour les mâts de navires bruisent au long des grands fleuves... Rien qu'avec notre poisson nous pouvons nourrir tous les pays chrétiens. Nous sèmerons le lin et le chanvre sur quelques milliers de verstes. Quant au « champ sauvage », ces steppes du Sud où le cavalier disparaît dans l'herbe, nous en chasserons le Tatare, nous y mettrons des troupeaux nombreux comme étoiles au ciel. Nous faut-il du fer ?... L'Oural est une montagne de fer. Nous aurons des manufactures de toutes sortes. Nous apprendrons les sciences et les arts aux gens des bourgs. Nous élèverons le marchand, l'industriel plus haut qu'ils ne rêvaient. » Pierre effectivement créera la corporation des marchands, aidera et honorera le maître de forges Nikita Demidov. Par ce côté social du roman, Alexis Tolstoï tentait de donner une orientation plus ou moins scientifique et marxiste à son œuvre. Mais dans son second tome, écrit après que les théories de Pokrovski sur le développement du capitalisme mercantile dans la Russie de Pierre eurent été vigoureusement attaquées, Tolstoï renonça à cet aspect d'exégèse sociologique. Après la mort de Pokrovski la thèse des historiens soviétiques fut que Pierre, loin de développer le mercantilisme à l'encontre des intérêts de la noblesse, avait agi essentiellement dans l'intérêt des classes nobles privilégiées. Il ne faut évidemment pas accorder une trop grande place à ces discussions d'historiens dans l'œuvre d'Alexis Tolstoï. Sur beaucoup de points Tolstoï se contenta de reprendre les thèmes courants de l'histoire de Pierre : c'est ainsi qu'il souligne l'élévation aux plus hauts rangs des gens de rien : Menchikov, Brovkin, Volkov illustrent pittoresquement ce caractère rénovateur de l'action de Pierre sur les hommes. Plutôt que de s'attarder sur les détails de la constitution de la Chambre des Bourgmestres, dont il cite l'acte de création, Tolstoï nous emmène vers le Nord avec le marchand Denissov, nous fait assister aux

démêlés orageux du marchand avec des moines soupçonneux et des voïévodes cupides.

Le deuxième élément social favorable aux réformes de Pierre, c'est la colonie étrangère de Moscou. Les relations entre Pierre et le « quartier allemand » de Kujuk près de Moscou sont un chapitre important et pittoresque du roman. Pierre, encore gamin, découvre l'aisance, la propreté, l'industrie de Kujuk. Il y rencontre l'élégant Franz Lefort qui deviendra son conseiller. Il y apprend la voile, la mécanique, l'utilisation de l'astrolabe. « Pierre chérissait en Lefort ses propres rêves de terres étrangères, de belles villes, de ports opulents remplis de navires, de capitaines rubiconds sentant le rhum et le tabac, tout ce qui l'attirait depuis l'enfance dans les images qu'on apportait de l'étranger. » Tout au long du roman se retrouve cette nostalgie de l'abondance flamande, de la richesse calme et voluptueuse des ports hollandais. Durant leurs voyages en Europe Pierre et Alexachka Menchikov admirent l'opulence, la propreté, la « politesse » des Européens. « Une belle vie... Même les chiens ici aboient sans fureur... Un paradis... Quand je me rappelle Moscou j'ai envie d'y mettre le feu. » Ainsi naît en Pierre, à la vue d'une auberge cossue de la Prusse, le désir d'avoir, lui aussi, son « paradis » ainsi qu'il nommera plus tard Saint-Pétersbourg. Le tsar s'entoure d'étrangers depuis le forgeron Kist jusqu'à l'amiral Cruys. Comme celui des marchands, le rôle des étrangers diminue dans la troisième partie de *Pierre le Grand*. De plus en plus souvent, le tsar s'irrite de ses conseillers étrangers et leur prouve avec colère que les Russes sont aussi forts qu'eux. Le tsar, qui jusque-là importait avec rudesse les mœurs les plus discutables de l'Occident (perruques, caftans, dentelles) se moque à présent des Européens qui ne vont pas aux bains russes, qui ignorent la vie propre et saine du Russe. Méprisant la stratégie à la Vauban des Occidentaux, Pierre affirme la valeur de ses soldats russes : « Le paysan russe est rusé, sensé, hardi. Avec un fusil, il est redoutable à l'ennemi », réplique-t-il avec colère au maréchal Oguilvi qui voudrait introduire une discipline prussienne dans l'armée russe. C'est ainsi que peu à peu dans la rédaction du roman l'intérêt se réduit aux éléments militaires de l'action de Pierre, à la conquête victorieuse des frontières naturelles, et aussi à une satire de l'Europe occidentale (Pologne, France, Suède). Gagnant en unité, le roman dans la troisième partie perd en pittoresque et en ampleur sociale. Le portrait de Pierre, lui aussi se simplifie notablement.

Le portrait du tsar dans le premier tome du roman se rattache plutôt à la tradition hostile au tsar. Tolstoï souligne la nervosité, les tics, les crises de furie du tsar. En 1943 pour une réédition, Alexis Tolstoï adoucit les détails défavorables au tsar, en supprimant quelques remarques sur ses yeux fous, ses mouvements convulsifs, ses

accès maladifs. Pierre est timide mais très curieux. La raison secrète de l'empire exercé sur lui par Lefort c'est que l'élégant Genevois ne se moque jamais de l'adolescent sauvage qu'est Pierre. « Lefort comprenait ses aspirations, ses désirs, à demi-mot... Il était comme une feuille de houblon dans la sombre bière des passions de Pierre. » Lefort satisfait la curiosité de Pierre pour les armes, les machines, les filles. Lefort fournit à Pierre sa maîtresse Aennchen, comme Menchikov lui procurera sa seconde femme Catherine. Timide et résistant, Pierre sera toujours dans une position équivoque avec les hommes : il les craint depuis qu'il a vu en 1682 son oncle écartelé sous ses yeux par la foule révoltée et il cherche aussi à les attirer. Il les martyrise et il leur ordonne d'être avec lui des camarades. Il adore jouer un rôle qui n'est pas le sien. Quand l'amiral Cruys rend visite au pacha de Kertch, Pierre l'accompagne déguisé en mousse ; il se déguise en soldat pour accompagner en 1698 les « grands ambassadeurs » en Europe. Il est horriblement gêné d'avoir à rencontrer les Kurfürstin de Hanovre accourues pour le voir, mais une fois décidé, il est familier outre-mesure. Il a une peur malade des conspirations. On le voit torturer au couvent de la Trinité Saint-Serge le streletz Fedka, puis à Moscou en 1698 il dirige la « question » des insurgés. Il est d'un entêtement effrayant. A Azov, alors que tout est perdu, il ordonne contre l'avis de tous ses généraux un dernier assault. « On n'osait plus approcher de Pierre... Ce n'était même plus un propos déplacé qu'il fallait se garder de prononcer, il suffisait à ce démon de remarquer une gueule attristée — il s'approchait, appelait un sous-officier et l'enquête commençait. » Cependant Tolstoï dépeint le mûrissement progressif du caractère de Pierre. « Après les revers et la chute d'Azov, le débauché de Kukuj grandit spirituellement. Ses proches eux-mêmes ne le reconnaissaient plus : obstiné, affairé, exigeant. »

A côté du débauché, du timide et cruel adolescent, il y a l'image étonnante du tsar-ouvrier, heureux parmi les gens simples, charpentiers, forgerons, matelots. Il dit à son ami : « J'aimerais mieux être ouvrier quelque part en Hollande que tsar en ce pays. » A Voronège, quand il travaille jour et nuit à la construction d'une flotte, Pierre travaille sous les ordres du forgeron Žemov et se laisse admonester sans vergogne. Il aime parler avec le fondeur Kondraty ou le charpentier Kist. N'épargnant pas les autres, le tsar ne s'épargne pas lui-même. Il travaille plusieurs jours sans arrêt puis s'adonne à ces terribles divertissements qui effrayaient les boyards et le peuple. Peu à peu durant le roman apparaissent et l'humanité et le patriotisme du tsar. A Arkhangelsk en 1696, il dit encore : « La Russie gît comme avant, somnolente, misérable », mais au troisième tome, sur le champ de bataille de Narva, à l'endroit même où ses troupes ont été anéanties quelques années avant, Pierre se rappelle sans honte le passé, sa propre fuite à

Novgorod. Il est devenu un homme d'État conscient, un stratège consommé bien qu'il n'ait pas renoncé à étonner : « Il me faut Narva demain, l'affamé n'attend pas. » Incarnant lui-même les qualités russes d'opiniâtreté et d'endurance, il dit devant Narva à Oguilvi : « Pour qui le marais est-il infranchissable ? Pour le soldat russe, tout est franchissable ! Nous, nous ne jouons pas aux échecs. » Une multitude enfin de détails enrichissent le portrait de Pierre. Il boit à la régálade comme le lui ont appris les marins hollandais, il aime les chambres minuscules et vit même à Zaardam dans un placard. Il aime les proverbes : « Quand on le bat, le fer durcit, l'homme s'affermit. » Il déteste les poseurs, les vantards, les scènes romantiques. Les critiques des étrangers le piquent au vif comme celle de l'Anglais Sidney qui fait remarquer le châtiment cruel qui frappe les femmes russes qui ont tué leur mari. Pierre aussitôt se rend aux portes Pokrovski, y interroge une femme enterrée vive pour ce crime et par humanité ordonne qu'on l'achève¹². Mais c'est surtout dans la troisième partie du roman, publiée en 1945, que Pierre fait figure de monarque avisé, simple, patriote et confiant. Il n'a plus rien de son ancienne nervosité. Il dirige avec sang-froid les batailles (que Tolstoï adorait décrire), il conduit avec assurance son peuple. Alors que le premier tome s'achève sur la période de terreur de 1698, le second tome se termine sur la construction de Pétrograd : « Des chariots, des ouvriers, des forçats affluaient sans cesse. Fedka-lave-toi-dans-la-boue, rejetant ses cheveux sur son front bouillant cognait, sans arrêt, de son maillet de chêne. » Image du peuple misérable que Pierre force à trimer pour la grandeur du pays. Au troisième tome les rapports entre le tsar et le peuple sont symbolisés par la conversation de Pierre avec un des constructeurs de la ville dans une baraque pour ouvriers.

« Tu demandes la vérité ? Eh bien, nous ne craignons pas de te la dire, nous sommes ruinés. Bien sûr, avant on vivait mieux... Avant, on payait par caution solidaire, on pouvait s'arranger, s'y faire ! Maintenant tu as ordonné un impôt par âme, tu as recensé toutes les

¹² Épisode tiré littéralement des mémoires du conseiller de l'ambassadeur autrichien, Korb. Ces mémoires soulevèrent à leur publication le courroux de Pierre, comme plus tard le *Journal* de Custine irrita Nicolas. Le 28 décembre 1698, Korb écrit : « Le tsar, dit-on, se rendit par une nuit noire auprès d'une condamnée et l'interrogea, peut-être avec l'intention de faire preuve de miséricorde si elle le méritait. Il en fut empêché par l'importance du crime et la crainte que son pardon ne servît de mauvais exemple. D'autres assurent que le tsar exprima le désir qu'un des soldats libérât la femme de ses souffrances par une balle mais que le général Lefort l'en empêcha. » Tolstoï a transformé l'incident pour y donner à Pierre un plus beau rôle. « Avoue, peut-être te graciera-t-on. Tu me fais tort à moi aussi, femme, dit Pierre. — Alors la tête ouvrit sa bouche noire et dit d'une voix sourde et haineuse : — Je l'ai tué, je le tuerais encore une fois, la brute. Elle ferma les yeux. Tout le monde se taisait. Pierre toussa brièvement, marcha vers le traîneau, dit à mi-voix à Alexachka : — Donne l'ordre qu'on l'achève. »

âmes. — Autour de chaque âme tourne le commissaire, le greffier : paye ! Et depuis trois ans — tous ici à Piterbourg ! Est-ce facile ? Chez nous on prend un homme pour dix fermes — avec une hache, une pelle ou un burin et une scie. Tu as pris mes fils dans les dragons, à la maison restent la vieille et quatre filles — notre pauvreté va de mal en pis. Mais pour sûr, souverain, tu y vois plus clair. — Bien sûr que j'y vois plus clair », répond Pierre avec assurance et confiance. Le roman s'achève sur la prise de Narva (la mort arrêta là le travail de Tolstoï). Narva, la citadelle suédoise est prise. Le général Horn est prisonnier. Pierre le déteste pour l'entêtement qu'il mit à défendre stupidement la ville. D'après le document utilisé par Tolstoï, Pierre gifla son adversaire, mais Tolstoï supprime cet accès de faiblesse. Pierre se contente d'esquisser le geste : « Sot ! vieux loup ! entêté sanguinaire ! Qu'on l'emmène à la prison, à pied, à travers toute la ville, afin qu'il voie l'œuvre de ses mains. » Le dernier geste de Pierre est un geste d'humanité et de maîtrise de soi. Pierre le Grand est devenu le modèle de l'homme d'État, génial et actif, humain et exigeant, bon stratège, protecteur du peuple et champion de la nation. L'historien Platonov n'aurait pas désavoué ce portrait-là du tsar Pierre.



Pour saisir le sens profond du roman de Tolstoï, il faut le comparer avec *L'Antéchrist* de Merežkovski. Si Tolstoï n'imité plus Merežkovski, bien souvent il cherche encore à le contredire ; Merežkovski joue maintenant dans son œuvre un rôle de repoussoir. Merežkovski confiait dans son roman ses propres méditations et espoirs à un personnage fictif, le jeune Tikhon. Tolstoï a créé lui aussi un personnage fictif qui symbolise la thèse de son roman, c'est le peintre Golikov. Golikov n'est visiblement qu'une réplique au Tikhon de *L'Antéchrist*. Tikhon symbolise par sa vie agitée et sa recherche du vrai l'idée centrale du livre : la recherche de l'Église véritable. Tikhon, orphelin, fils du chef des streltsy massacrés en 1698, est une âme tendre, aimante, qui recherche passionnément la vérité de ce monde. Après avoir été recruté parmi les fils de nobles astreints à l'éducation, Tikhon s'échappe de Pétersbourg, « la ville-mirage qui est illusion, comme Kitèje »¹³. Il rejoint les schismatiques, Vieux-Croyants, qui sont persuadés que Pierre est un imposteur, l'Antéchrist annoncé dans les apocalypses et qui attendent la fin du monde. Tikhon partage la vie d'une de ces communautés de Vieux-Croyants qui se réunissaient dans les forêts du Nord, hors d'atteinte du tsar et vivaient sous l'autorité tyrannique

¹³ Ville légendaire, abritée par la forêt et où se réfugient les justes.

d'un « vénérable ». Si les soldats du tsar encerclaient le « skit », ils se brûlaient vifs dans la chapelle pour communier par la mort rouge. Tikhon, qui est le protégé du « vénérable » Cornille, échappe à la mort rouge grâce à la ruse du prédicateur qui s'enfuit de l'église en flammes par un souterrain. Les souffrances et les errances du jeune homme commencent. Il est entraîné dans une secte secrète dont les rituels dionysiaques s'appuient sur la débauche et le crime. Tikhon échappe à temps à cette tentation, entre au service de deux ermites et connaît enfin la joie mystique. Dans *Pierre le Grand* de Tolstoï, Golikov est un peintre de Palekha, mais comme les icônes ne se vendent plus, il tombe dans la misère, et il est entraîné dans une bande de brigands ; comme Tikhon, son naturel doux et mystique l'entraîne vers le grand Nord, dans le « skit » du staretz Nektari. Lui aussi échappe à la mort rouge par un souterrain. Puis il est enrôlé de force dans les soldats de Pierre l'Antéchrist, il subit en silence souffrances et humiliations jusqu'au jour où le tsar remarque ses talents de peintre. Golikov est envoyé en Europe pour étudier et trouve dans son art la joie que Tikhon trouvait dans une creuse mystique ; Tikhon symbolisait le refus de la puissance du tsar, des réformes, des Églises établies, la recherche de la sainteté par les voies solitaires, car le monde est mauvais. Golikov incarne au contraire tout ce que Tolstoï a voulu mettre dans son roman : les souffrances de la Russie des gens simples, souffrances semblables à celles de la Russie de 1917, l'égarement des Russes dans une mystique trompeuse, les souffrances justifiées imposées par Pierre à son peuple et surtout cette révolution humaine fondamentale que sut mener à bien le tsar : créer parmi un peuple paresseux, superstitieux, peureux, somnolent, une élite extrêmement diverse de généraux, d'artistes, de forgerons ou de marins, qui, les premiers en Russie, avaient des vues claires, vastes, à l'échelle de l'Europe, les premiers qui surent penser avec réalisme et optimisme à l'avenir de leur patrie.

Pierre le Grand est un roman sans unité d'idées : l'histoire dans le premier tome est pour Tolstoï avant tout une vision barbare et pittoresque des hommes et des choses, une expression convulsive des forces anarchiques du peuple ; dans le dernier tome l'histoire est surtout un enseignement patriotique, une leçon de stratégie militaire et d'humanisme bien compris. Ce qui unit véritablement les trois tomes du roman, c'est l'art de chroniqueur d'Alexis Tolstoï, la richesse du détail, et une certaine saveur de vieux document qu'il a su donner à sa prose. Tolstoï s'est inspiré des recueils d'interrogatoires judiciaires où l'historien Novombergski avait rassemblé toutes les dépositions recueillies dans les Chancelleries et salles de tortures par les « diaks » de l'administration du xvii^e siècle. Une des ambitions de Tolstoï était de restaurer dans son roman cette langue drue du peuple russe au xvii^e siècle, d'en faire

une langue neuve et savoureuse, exempte à la fois des slavonismes pompeux et des emprunts européens qui gâtèrent la langue littéraire au XVIII^e siècle. On pourrait presque dire que l'entreprise stylistique d'Alexis Tolstoï visait à ressusciter la langue purement russe et populaire que l'on parlait avant que les réformes de Pierre eussent créé les Académies, les poètes et les littérateurs, qui fabriquèrent la langue littéraire du XVIII^e siècle. « Dans les actes judiciaires, écrit-il, on trouve une langue d'affaires, on n'y méprise point la langue « vile ». On y entend la Russie populaire raconter, gémir, mentir, hurler de douleur et de peur. Je découvris dans sa pureté la langue russe, non gâtée par les formes mortes du slavon d'Église ou par les efforts qui ne visaient qu'à en faire une fausse langue littéraire, traduite du polonais, de l'allemand, du français. C'était la langue que parlaient les Russes depuis mille ans mais que personne n'écrivait. Je vis, je sentis, je palpai : la voilà, la langue russe. » Tolstoï affectionne la spontanéité de ces documents. Il y ajoute les mémoires, les récits d'étrangers, les sermons d'Avvakum, les ballades populaires. A son grand plaisir il cite, coupe, recompose ces documents, en forge lui-même. Il cite souvent Avvakum dont la rudesse de langage lui est particulièrement chère : « Qu'est-ce qu'un Nikoniane ? Une ordure, de la puanteur, un chien puant. » Il aime les admonestations violentes du simple pope à l'archevêque de Rjazan' : « Mon ami, Ilasion, archevêque de Rjazan' ! Sais-tu comment vivait Melchisédech ? Il ne s'amusait pas en carrosse tiré par des chevaux. Et pourtant il était de souche royale. Et toi, qu'es-tu, pope de rien ? Tu t'assois dans un carrosse, tu te vautres sur des coussins comme une bulle dans l'eau, les cheveux débraillés, comme une fille, et tu promènes ta trogne sur les places, pour attirer les nonnes voleuses. Le diable t'a aveuglé et tu ne connais et n'as jamais su ce qu'est une vie de l'esprit. » Pour la description des tortures des streletsy, Tolstoï se retranche derrière les mémoires de Korb, secrétaire de l'ambassade impériale dont le récit jour par jour et les réflexions personnelles donnent à un épisode horrible la sérénité d'une chronique lointaine. Ailleurs Tolstoï forge lui-même le « journal » tenu par Volkov en Hollande sur ordre du tsar. Le narrateur s'y étonne sans fin des « curiosités » et inventions hollandaises qui l'émerveillent : l'anatomie, les jouets mécaniques, les foires. En revanche les citations du journal du Hollandais Nomen sont authentiques. Le séjour de Pierre en Hollande est décrit de l'extérieur, par un témoin dû au hasard et qui note avec fierté : « Hier j'ai réussi à le voir de mes propres yeux. Il sortait de la boutique de Jacob Oomes. »

Tolstoï cherche dans les vieux parchemins le détail cocasse, coloré, grivois. Au mariage de Pierre « on faillit assommer une servante qui s'était avisée de traverser le chemin nuptial pour satisfaire un besoin naturel ». Ailleurs Tolstoï emprunte à Korb un détail sur les châti-

ments infligés aux faux-monnayeurs : « La monnaie falsifiée fut fondue et versée dans leur bouche. » D'une allusion dans la correspondance des princesses de Hanovre il tire l'épisode comique des danses russes chez les Kurfürstin. D'un nom à consonance comique rencontré dans la correspondance de Pierre, il fait le joyeux luron, compagnon de la bouteille et bouffon du tsar, « Madamkine ». Dans le « journal de Željabinski de 1682 à 1709 » il trouve les détails comiques sur le mariage des nains de Pierre, sur les « archevêques des fous » et toutes les réjouissances grossières et effrénées du tsar et de ses familiers. C'est ce flair pour les documents pittoresques, cette accumulation d'épisodes burlesques ou barbares, cette truculence dans la chronique des mœurs et des us qui donnent à *Pierre le Grand* une sève riche et débordante.

*
* * *

Bon archiviste, appliqué à restaurer la psychologie fruste de ses héros, volontiers truculent dans l'évocation et l'ornementation du passé, Tolstoï a mis la véritable unité de son livre dans le style. Toutefois, nous nous garderons de l'accuser de n'être qu'un passéiste. « L'anachronisme est nécessaire au roman historique. » Sans se conformer à cette formule hégélienne, mais sans se confiner dans un esthétisme ornemental, Alexis Tolstoï a su suggérer un certain mouvement de l'histoire, soumettre la foule grouillante de ses personnages et la stature pittoresque de son héros aux lois de l'évolution historique ; il a su faire le tableau en pied du grand Réformateur sans oublier la peinture du peuple et des choses de ce temps. Par son art il a été un des principaux artisans du renouveau de respect envers le passé de la nation russe en Union Soviétique.

Georges NIVAT.

Paris, janvier 1961.

N. B. — Le texte de *Pierre le Grand* a été pris dans les œuvres complètes en quinze tomes, éditées à Moscou de 1946 à 1954. Le meilleur ouvrage de critique soviétique concernant *Pierre le Grand* nous semble le chapitre que lui consacre I. I. Veksler dans son livre riche en suggestions : *Alexis Tolstoï, l'homme et l'œuvre*, paru en 1948. Une autre étude, par Ščerbina, est parue en 1956. Dans un recueil d'articles publié par l'Université de Moscou à l'occasion du 75^e anniversaire de la naissance d'A. N. Tolstoï, on note un intéressant article d'Alpatov sur le troisième tome du roman *Pierre le Grand*. Signalons la traduction russe, parue à Moscou en 1937, de l'ouvrage de Lukács, *L'humanisme bourgeois-démocratique contemporain et le roman historique*.

LÉGALITÉ SOCIALISTE OU DÉPÉRISSEMENT DU DROIT ? *

Plus de quarante ans ont passé depuis que la Révolution de 1917 a détruit l'Empire tsariste. Près d'un quart de siècle s'est écoulé depuis que l'étape du socialisme a été atteinte. La Constitution de 1936 nous a donné l'assurance que le régime capitaliste avait été entièrement liquidé dans l'U.R.S.S. ; la marche vers le communisme, nous a-t-on alors annoncé, allait pouvoir se développer. Nous nous proposons dans cet article de rechercher à quel point on est parvenu aujourd'hui, sur le plan du droit, dans cette marche. La « période de transition », constituée par l'étape socialiste, s'est dans les faits caractérisée par l'établissement d'un État fort et d'un droit rigoureux et strict. La société communiste, selon les prédictions de Marx et d'Engels, ne doit pas être fondée sur le droit ; elle ne doit même pas comporter de droit. Existe-t-il des symptômes laissant présager, dans les circonstances actuelles, la réalisation de cette prophétie ? Et quels types d'institutions nouvelles, dans la société de demain, viendront prendre, éventuellement, la place laissée vacante par la disparition du droit ?

L'examen de ce problème présente un intérêt actuel. Au XXI^e Congrès du parti communiste d'une part, en janvier 1959, N. S. Khrushchev a lancé un appel en effet aux juristes, et leur a demandé de considérer ce qu'il y avait lieu de faire pour obtenir la participation des masses à l'administration de la justice, premier pas à accomplir en

* Le présent article a trouvé sa base dans une série de conférences qui ont été faites par J. N. Hazard, professeur à la Columbia University, à l'Université de Bruxelles en octobre et novembre 1959. Il avait été envisagé à l'origine que le présent article soit publié sous les noms de René David et de John Hazard. Mes vues ne coïncidant pas toujours avec celles de John Hazard, il a en définitive été jugé préférable que l'article soit publié sous mon seul nom. Les conférences de John N. Hazard ont été publiées dans la série des *Travaux et Conférences de l'Université libre de Bruxelles* (Faculté de droit), VIII, pp. 5-109. — R. D.

vue du dépérissement final du droit; et le ministre de la Justice de la R.S.F.S.R., faisant écho à cet appel, a demandé à tous les intellectuels, et en particulier aux juristes, de rechercher quelles mesures devaient être prises pour passer du socialisme au communisme. Par ailleurs cependant la promulgation en 1958 de principes de base du droit pénal et de la procédure criminelle, faite par les autorités fédérales pour guider les législateurs des quinze R.S.S., a paru, hors des frontières de l'U.R.S.S., être l'indice d'un rapprochement entre le droit soviétique et les conceptions juridiques du monde occidental, les principes nouveaux offrant à l'accusé, selon les juristes des pays bourgeois, de meilleures garanties que par le passé. Que doit-on penser en présence de cette apparente contradiction : le droit soviétique se rapproche-t-il des conceptions juridiques qui prévalent en Occident, par l'élimination des éléments d'arbitraire qui avaient persisté pendant toute l'ère stalinienne, ou peut-on prévoir au contraire son dépérissement, et l'avènement prochain dans l'U.R.S.S. d'une société, non gouvernée par le droit, d'un type entièrement différent de la société du passé ?

Le dilemme, présenté en termes plus acceptables pour un marxiste, est le suivant : l'U.R.S.S. a, depuis vingt-cinq ans, réalisé une société *sans classes*, par la transformation des bases économiques de la production. Le moment est-il venu à présent de réaliser une société *sans droit* et, s'il en est ainsi, par quels procédés, dans quels domaines le dépérissement du droit doit-il être amorcé ? Ou bien doit-on encore, au moins pour un temps, demeurer fidèle aux errements de l'époque stalinienne et conserver un droit, des lois, une justice ? Si l'on choisit cette deuxième solution, on continuera à vivre en U.R.S.S. pour un temps dans des conditions voisines *en apparence* de celles des droits bourgeois, mais avec toutefois une différence fondamentale de substance : les droits bourgeois ne visent, hypocritement, qu'à maintenir les privilèges d'une classe dominante, tandis que le droit soviétique, pure et dure expression de la dictature du prolétariat, protège les intérêts des masses de travailleurs et par conséquent du peuple tout entier.

Le fait seul que la question puisse être posée constitue dans l'U.R.S.S. un changement. Il nous ramène à l'année 1927 où Pašukanis et Krylenko, au moment de l'abandon de la N.E.P. et lors de l'introduction du premier plan quinquennal, se posaient la même question et travaillaient, au Commissariat à la justice et dans les revues de doctrine, à des projets simplifiant le droit, destinés dans leur esprit à préparer le dépérissement du droit¹. On sait comment Staline, soucieux d'imposer une discipline sans précédent au peuple soviétique, se prononça pour un parti inverse : pour collectiviser l'agriculture d'abord, pour

¹ Cf. H. Chambre, *Le marxisme en Union Soviétique* (Idéologie et institutions), 1955. Voir notamment le chapitre v de l'ouvrage : « La théorie générale du droit ».

faire face au péril de guerre ensuite, il était nécessaire, affirma-t-il, de créer un État d'une force sans précédent, s'appuyant sur la contrainte également sans précédent du droit. Envisager et préparer le dépérissement de l'État, après què Staline s'était engagé en 1929 dans cette politique était une erreur ; c'était en 1937, avec la guerre menaçante, un crime, qui motiva la condamnation de Pašukanis, Krylenko et de leurs assistants. La vérité officielle devint que l'on ne devait pas préparer le dépérissement graduel du droit ; la question du dépérissement du droit n'était pas une question actuelle ; il n'y aurait lieu de s'en occuper que plus tard, lorsque l'État socialiste aurait réalisé l'abondance et qu'il n'aurait plus rien à craindre de ses ennemis extérieurs.

Au lieu de dépérissement du droit, il devint de mode d'insister sur la *légalité socialiste*. L'effort de tous les citoyens, et notamment des juristes, devait viser à renforcer, dans tous les domaines, cette légalité. Les lois ne devaient être l'objet d'aucune critique ; la doctrine n'était admise qu'à en faire l'exégèse ; elle devait en proclamer la sagesse et la nécessité de s'y conformer. Un pieux silence régnait quant aux pratiques, celles en particulier des Bureaux spéciaux du Ministère de l'Intérieur, — qui restaient en dehors du droit.

L'ère stalinienne est révolue et, depuis le discours de Khrouščev en février 1956 au XX^e Congrès du parti communiste, ses excès sont réprouvés par ses successeurs. Pašukanis et Krylenko ont été réhabilités à titre posthume dans l'automne 1956. Il est permis, il est recommandé même aux juristes, à nouveau, d'examiner le problème du dépérissement à venir du droit soviétique.

Au départ de toutes les spéculations, cependant, un principe de base doit être posé, qui limite les possibilités d'évolution, et que les observateurs des pays occidentaux doivent se garder d'oublier. La supériorité du régime socialiste sur les autres régimes est posée comme un dogme, et toute réforme qui sera proposée ou réalisée dans les institutions ou le droit soviétique ne le sera que sous la réserve, essentielle, de l'intérêt du régime. Qu'il s'agisse de transformer le droit soviétique, ou de remplacer les formes juridiques par des formes nouvelles, non juridiques, de discipline sociale, la réalisation finale du communisme, assurée par la toute-puissance actuelle du parti communiste, la « dictature du prolétariat », ne doit pas être compromise. C'est sous cette réserve en particulier qu'il convient de concevoir le rapprochement avec les droits bourgeois, le nouvel « humanisme soviétique », dont certains juristes soviétiques, ou des démocraties populaires, se sont faits les apôtres au colloque organisé en septembre 1958, à Varsovie, par l'Association internationale des sciences juridiques². Pour

² Les travaux de ce colloque doivent être publiés très prochainement, par les soins du Comité national polonais de l'Association internationale des sciences juridiques.

le temps même où il subsiste, le droit, dans l'U.R.S.S. n'est pas vu de la même manière, n'a pas les mêmes fonctions, et ne peut prétendre à la même dignité que dans nos pays, parce qu'il n'est conçu dans l'U.R.S.S. que comme un instrument au service de la politique des gouvernants, et non comme une règle de justice *s'imposant aux gouvernants*. Quel que soit le rôle par eux assigné au droit, les juristes soviétiques ne veulent pas de l'idéal qui est celui du monde bourgeois : ils ne veulent pas que leurs gouvernants soient soumis au droit, ils rejettent le concept allemand de *Rechtsstaat*, le concept anglais de *rule of law*. Cette attitude, qui limite la sphère d'action du droit, est à nos yeux l'indice le plus sûr d'un certain dépérissement du droit dans l'Union Soviétique, même si les juristes de ce pays, n'ayant jamais connu l'équivalent de la Cour suprême des États-Unis, de la Cour de justice constitutionnelle allemande ou du Conseil d'État français, ne mettent pas en relief cette première et essentielle réalisation de la prédiction d'Engels.

Sous le bénéfice de cette observation préliminaire examinons, à la lumière des renseignements qui nous parviennent de l'U.R.S.S., quelle réponse comporte, dans les différents domaines, la question par nous posée : où va le droit soviétique, et peut-on noter des symptômes de son prochain dépérissement ?

Nous examinerons cette question, successivement, sur le plan théorique des discussions entre juristes soviétiques, puis sur le plan, plus pratique, des réformes apportées aux institutions.

* * *

La divergence des vues, touchant la politique à suivre pour parvenir en définitive à l'élimination du droit, s'est concrétisée jadis d'une manière dramatique, dans un objet pourtant à première vue bien inoffensif. La question, relative à la structure et aux grandes divisions du droit soviétique, était la suivante : convient-il de reconnaître, au sein du droit soviétique, l'existence d'une catégorie spéciale à laquelle on donnerait le nom de *droit économique* (*Hozjajstvennoe pravo*) ?

Pour l'avoir soutenu, il y a trente ans, Pašukanis et Krylenko ont été déclarés ennemis du peuple et ont perdu la vie ; d'autres tels Gintsburg, Amfiteatrov et Stučka, ont été relevés de leurs fonctions et bannis en Sibérie. Nous sommes portés à nous en étonner, tant la question posée nous paraît être théorique. Il faut toutefois, pour comprendre la portée véritable de cette question, comprendre que, derrière son apparence scientifique anodine, deux conceptions de l'ordre social se sont opposées, deux groupes aussi se sont fait la guerre. Le droit civil, dans les pays de tradition romaine ou byzantine, est le cœur même du droit, la partie du droit où le sentiment juridique s'affirme avec le plus

de force, où la règle de droit s'affirme avec le plus d'autorité. En s'attaquant au droit civil, et en l'amputant de matières que l'on classait sous la rubrique nouvelle de droit économique, on ne visait pas seulement à organiser une répartition différente des règles, à des fins d'exposition et d'enseignement ; le but réel poursuivi était de créer un domaine où les conceptions des juristes ne régneraient plus en maîtresses, ne seraient plus admises comme allant de soi³. La revendication d'un droit économique, dans l'U.R.S.S., était, à l'encontre des juristes, la revendication d'un domaine qui ne serait plus soumis strictement au droit. En cessant de relever du droit civil, les règles englobées dans le droit économique cesseraient déjà, dans une certaine mesure, de relever du droit, tel que celui-ci est compris selon la tradition ; s'étant émancipé du droit civil, le droit économique serait, de ce fait seul, engagé dans le processus de dépérissement du droit que souhaitaient réaliser dans les plus brefs délais ses partisans.

L'élimination de Pašukanis et la disgrâce de ses amis ont fait que pendant plus de vingt ans les mots « droit économique » n'ont plus été prononcés dans l'U.R.S.S. Les grandes divisions du droit ont été celles que le maître d'alors en matière de droit, A. Ja. Vyšinskij avait admises ; en ce qui concerne les entreprises industrielles d'État les questions intéressant leur organisation et leur structure étaient considérées comme matières de droit administratif, les rapports patrimoniaux entre elles, ou entre elles et les citoyens, relevaient du droit civil.

Staline et Vyšinskij sont morts, et les juristes peuvent à nouveau, sans risque majeur, spéculer sur ce qui est la manière la plus rationnelle et la meilleure de diviser le droit. Aussi bien un jeune auteur arménien, V. S. Tadevosjan, simple « candidat ès sciences juridiques » à l'époque, a-t-il eu l'audace en 1956 de publier un article demandant la reconnaissance d'une catégorie « droit économique » par la science juridique soviétique. Le parti communiste venait, à son XX^e Congrès, de prendre des décisions en faveur du développement de l'industrie et de l'expansion de l'économie nationale. Se référant à ces décisions, Tadevosjan écrivit : « Les civilistes doivent prêter davantage d'attention aux questions que pose le développement de l'économie, et ils doivent coopérer à une amélioration du rendement des entreprises. Soit dit en passant, le travail à ce sujet a été notablement ralenti depuis que, en 1938, sans aucune raison valable, on a déclaré ennemis du peuple ceux qui proposaient une théorie du droit économique, et depuis que la notion même de droit économique a cessé d'être reconnue

³ La tendance de Pašukanis a eu son pendant, après 1933, en Allemagne, dans la tentative faite par certains juristes, — l'École de Kiel, — de morceler le droit civil, et notamment d'en distinguer une branche nouvelle, le « droit des affaires » (*Verkehrsrecht*).

dans le système de notre droit. » Il existe toutes les raisons du monde, continue Tadevosjan, pour ne pas inclure la réglementation des entreprises d'État dans le domaine du droit civil : le droit civil a été élaboré par les bourgeois pour régler les rapports patrimoniaux entre individus, et la plupart des lois qui concernent les entreprises d'État n'ont pas été en fait intégrées au code civil. On peut bien dire que le droit des entreprises d'État fait partie du droit civil : ni par son esprit, ni par ses sources, il ne relève en fait du droit civil. A la place des divisions actuelles du droit soviétique, Tadevosjan proposait en conclusion de son article un autre groupement, tripartite : le droit soviétique serait divisé en *droit de l'État*, groupant les matières qui intéressent la sûreté de l'État (droit constitutionnel, droit administratif, droit fiscal, droit judiciaire et de la Prokuratura), *droit économique*, groupant les matières qui intéressent la protection du système d'économie soviétique (droit de l'industrie, des transports, de l'agriculture, des coopératives, du commerce, de la construction immobilière, des banques), *droit civil*, qui vise à protéger les droits du citoyen (droit de la famille, droit du travail, droit des personnes, propriété individuelle, successions, propriété littéraire et artistique, brevets, droit des loyers et droit des obligations).

A la suite de l'article de Tadevosjan un grand nombre d'articles furent écrits sur le même sujet des grandes divisions que devrait comporter le droit soviétique. Après avoir publié en 1957 les articles des juristes les plus en vue, la revue *Sovetskoe Gosudarstvo i Pravo*, dans son numéro de janvier 1958, résuma les autres articles qu'elle avait reçus à ce propos et qu'elle n'était pas en mesure de publier. Un congrès de juristes fut d'autre part réuni à Moscou en juillet 1957 où ce thème fut discuté, avec la participation de juristes des démocraties populaires.

Le congrès de 1957 n'a pas publié ses travaux, comme avait fait son prédécesseur en 1938, où Vyšinskij avait affirmé sa suprématie et condamné la position de Pašukanis et de son groupe. Mais il est certain que le congrès a marqué la victoire des adversaires du droit économique. Écrivant une histoire du droit civil au cours des quarante dernières années, à l'occasion du 40^e anniversaire de la Révolution de 1917, l'éminent civiliste S. N. Bratus releva bien certaines difficultés qu'avait posées l'application aux entreprises d'État des règles du droit civil ; il admit pourtant comme allant de soi que l'activité de ces entreprises devait, comme par le passé, continuer à être réglée par le droit civil ; Bratus ne jugea même pas nécessaire de mentionner à ce sujet les critiques de Tadevosjan et les efforts de ceux qui plaidaient en faveur d'un droit économique. P. E. Orlovskij de son côté, qui avait succédé à Vyšinskij comme directeur de l'Institut de droit à l'Académie des sciences de l'U.R.S.S., épousait dans un article publié peu avant les

vues de son prédécesseur, quoiqu'il les exprimât de manière moins doctrinaire et avec moins de violence : les tentatives faites en 1931 pour établir un droit économique, écrivait-il, étaient, « du point de vue de la méthode, non fondées » ; la Constitution de 1936, au surplus, avait à ses yeux réglé le problème en prévoyant que les autorités fédérales élaboreraient un code civil, et en passant sous silence le droit économique ; les rapports entre les entreprises d'État, ou entre ces entreprises et les citoyens, relevaient donc du droit civil ; Orlovskij suggérait toutefois que ces rapports ne fussent pas réglés dans le code civil même, mais dans une loi fédérale particulière, sans que pour autant il s'agisse d'autre chose que de droit civil.

Les adversaires du droit économique, forts de la caution de ces deux chefs de file, paraissaient ainsi l'emporter. Certains développements postérieurs ont pourtant remis en cause ce succès. Un juriste confirmé, I. V. Pavlov, a écrit à la fin de 1958 un nouvel article sur la discussion que l'on pouvait penser épuisée. Tous les comportements des hommes, note Pavlov, ne sont pas réglés par le droit ; le dépérissement du droit, qui se produira avec l'établissement d'une société communiste sera marqué par l'expansion des domaines, qui existent dès à présent, où deviendra inutile et cessera la contrainte du droit. Dans le domaine de l'activité économique, en particulier, on peut s'attendre à ce que le droit devienne inutile, les sanctions dont il brandit la menace devant être remplacées par une discipline librement consentie ; tout se passera alors comme les choses se passent, d'ores et déjà, dans les « samedis » communistes, où les citoyens, en dehors de toute contrainte, viennent travailler à de grands travaux d'intérêt national, pour le seul amour de leur pays, dans un esprit d'émulation socialiste.

Il convient, estime Pavlov, de diviser le droit soviétique de telle manière que l'on puisse dégager les branches qui sont appelées à dépérir les premières. Une division fondamentale doit être faite entre certaines matières, où il subsistera une réglementation juridique tant qu'il y aura un État, et d'autres matières, dans lesquelles on peut concevoir que le droit devienne inutile, et soit remplacé par d'autres formes de réglementation sociale, avant même que l'État vienne à disparaître. Ces matières sont en particulier, selon Pavlov, le droit des biens, le droit agraire, le droit du travail, le droit de la famille, et diverses autres catégories ; de simples rapports de fait peuvent, dans ces matières, prendre la place qu'occupent à l'heure actuelle les règles de contrainte en lesquelles s'analyse le droit.

Pavlov rappelle d'autre part que, selon la conception marxiste, le droit n'est pas autre chose que la volonté de la classe dominante ; il appartient à celle-ci, par conséquent, de déterminer quelles sont les diverses catégories juridiques, celles-ci n'étant pas plus imposées par « la nature des choses » que le contenu des règles.

Le critérium servant à l'établissement des catégories du droit n'est donc pas, au moins de façon nécessaire, un critérium objectif ; il peut être au contraire avantageux d'établir ces catégories dans une perspective historique, en envisageant quelles branches du droit sont appelées à disparaître les premières. Partant de ces prémisses, Pavlov se prononce, à l'encontre de Bratus et d'Orlovskij, pour la reconnaissance, au sein du droit soviétique, d'une catégorie *droit économique*, à la fois pour des raisons d'ordre objectif et pour des raisons tenant au caractère plus proche du dépérissement de certaines règles. La catégorie *droit économique*, revendiquée par Pavlov, ne correspond du reste pas à celle qu'avait jadis envisagée Pašukanis. Le droit économique de Pašukanis visait à renouveler complètement la notion de droit et amputer en particulier le droit civil ; il encourait le reproche de réduire l'homme à un simple mécanisme d'une société économique. Pavlov au contraire respecte l'humanisme nouveau du droit soviétique ; son droit économique n'est qu'une catégorie parmi d'autres catégories du droit soviétique ; il n'entend en aucune façon supplanter le droit civil, lequel continuera à régner pour tout ce qui concerne, de façon directe, les intérêts des citoyens.

Tout donnait à penser, dans l'été 1959, que le courant favorable à l'admission d'une catégorie « droit économique », renforcé par l'autorité de Pavlov, allait triompher dans l'U.R.S.S. On notait que Bratus, l'un des opposants principaux, avait cessé de figurer à cette date parmi les membres du Comité de rédaction de la revue *Sovetskoe Gosudarstvo i Pravo*. En avril 1959 cette revue avait développé longuement, dans un article d'un jeune auteur, V. V. Laptev, l'idée que l'on devait reconnaître l'autonomie du droit économique. La République démocratique allemande avait décidé de ne pas inclure dans le code civil qu'elle envisage de promulguer les règles ayant trait aux entreprises d'État. La Tchécoslovaquie avait publié en octobre 1958 une grande loi, comportant deux cents articles, sur les rapports économiques entre organismes socialistes. Un nouveau développement, toutefois, s'est produit, et la victoire des adversaires du droit économique semble à présent être tout à fait assurée. Le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. a, au début de mai 1960, pris parti en effet sur la question, et décidé que les rapports entre organisations étatiques ou socialisées devaient être considérés comme relevant du droit civil, et devaient être réglés, en conséquence, dans les nouveaux codes civils des différentes R.S.S. Le projet de « Fondements du droit civil », publié en juillet 1960, reste d'autre part fidèle à la conception classique ; son article 2 prévoit que les codes civils des diverses R.S.S. régleront, aussi bien que les rapports des citoyens entre eux, les rapports des citoyens avec les organismes étatiques, et aussi les rapports entre eux des organismes étatiques, coopératifs et sociaux.

Il ne convient pas, à notre sens, d'attacher à tous ces événements une signification excessive. Il est exact que certaines expressions et même certains développements, chez les partisans du droit économique, rattachent la discussion nouvelle à celle qui avait eu lieu il y a vingt-cinq ans, et la mettent en rapport avec l'idée de dépérissement de l'État et du droit ; l'analyse par nous faite des articles de Tadevosjan et de Pavlov ne laisse aucun doute à cet égard. D'une manière générale toutefois, ce n'est pas sur le terrain d'un dépérissement éventuel du droit que se placent les partisans du droit économique à l'heure actuelle ; ils ont bien plutôt dans l'esprit l'idée que, dans les conditions nouvelles où se trouve l'État socialiste, il faut regrouper autrement que par le passé les enseignements et les spécialités. Les divisions que l'on observe, à ce sujet, entre les juristes sont sans rapport avec leurs tendances politiques présumées ; les Universités de Moscou et de Léninegrad sont tout entières, peut-on dire, contre le droit économique, alors que l'Institut de droit de l'Académie des sciences est acquis à cette notion ; et si, en dernière analyse, on veut classer politiquement les juristes en considérant à quel parti ils se rattachent sur notre question, on trouvera sans doute que, dans l'U.R.S.S. comme dans les démocraties populaires, ce sont plutôt les « staliniens » qui sont en faveur du droit économique, de sorte qu'il est bien difficile de voir en eux des continuateurs de Pašukanis et de rattacher leur attitude à un désir de voir se produire au plus tôt le dépérissement de l'État et du droit. L'idée que l'État et le droit doivent commencer à dépérir dans le domaine des relations économiques, m'a déclaré tout récemment un partisan du droit économique, est l'idée des gouvernants et juristes yougoslaves ; la position soviétique est exactement l'inverse, comme le montrent en particulier l'institution des tribunaux de camarades et celle des assemblées sociales, dont il sera question plus loin.

Les auteurs socialistes qui, à l'heure actuelle, demandent que soit reconnue l'autonomie du droit économique, ne prétendent nullement dispenser les entreprises soviétiques de la nécessité d'observer strictement le droit. Ils pensent bien au contraire que, en donnant son autonomie au droit économique et en le dissociant du droit civil, il sera plus facile d'élaborer des règles gouvernant l'activité de ces entreprises et leurs rapports entre elles ou avec les citoyens ; il sera donc possible de renforcer la discipline du plan, et de faire régner le principe de légalité socialiste de façon plus complète. De la même manière en France, en séparant le droit administratif du droit civil, et en instituant pour les matières administratives une juridiction, le Conseil d'État, devant laquelle l'administration est plus disposée à s'incliner, on a renforcé, et non affaibli, l'autorité du droit ; gouvernement et administration n'auraient jamais accepté de se soumettre aussi complètement qu'ils l'ont fait au droit, si leur activité avait été contrôlée par les tribunaux

ordinaires et si elle avait été soumise en principe à un corps de règles, celles du droit civil, élaborées sans tenir un compte spécial des nécessités de la vie administrative. Nous ne devons pas en définitive, me paraît-il, être dupes des mots : le droit économique dont il est question dans l'U.R.S.S. d'aujourd'hui n'a, dans le climat actuel, que le nom de commun avec le droit économique dont il était question il y a vingt-cinq ans ; cette revendication correspond, dans l'esprit des juristes actuels, à l'idée d'un droit spécialisé dans son objet, mais d'un droit véritable et sans doute renforcé, beaucoup plus qu'elle ne correspond, comme c'était le cas il y a un quart de siècle, à un désir de voir s'effectuer sans plus tarder le dépérissement du droit dans un important secteur de la vie sociale.

En ce qui concerne le dépérissement du droit, les discussions qui ont eu lieu jusqu'ici dans la doctrine soviétique demeurent assez maigres, et sont plutôt décevantes ; il est vrai que la question n'a été réouverte que depuis peu. Trouverons-nous des indications plus précises en considérant la législation intervenue, et les institutions, anciennes ou nouvelles, qui se sont développées dans le droit soviétique ? Certaines de ces institutions sont-elles annonciatrices de formes nouvelles par lesquelles, après le dépérissement du droit, sera régie la société ? C'est ce que nous allons à présent examiner.

* * *

La question ici posée comporte, nous semble-t-il, deux aspects. Elle peut tout d'abord être envisagée en considérant les méthodes à l'aide desquelles sont résolus les conflits entre les hommes. L'idée de droit est liée, dans nos esprits, à celle de tribunal, à celle de procédure ; observons-nous, dans la société soviétique, le dépérissement de la procédure, la substitution aux tribunaux de type classique d'institutions nouvelles dont l'activité ne sera plus guidée par le droit ? Une autre manière d'envisager le problème consistera, par ailleurs, à considérer les règles de fond : on se demandera alors si, dans certaines matières, jadis régies par le droit, la réglementation d'ordre juridique a disparu, pour faire place soit à une liberté totale des intéressés, soit à une réglementation d'ordre non juridique.

Comme jadis la Révolution française, la Révolution bolchevik a voulu, à l'origine, dégager les citoyens des entraves de la procédure ; son ambition a été de créer une justice saine et simple, administrant des principes de bon sens et d'équité, conformes à la conscience révolutionnaire, en dehors de tout formalisme. Pour administrer cette justice, il n'était nul besoin de juristes, ni de tribunaux du type traditionnel. Un décret du 24 novembre 1917 abolît les tribunaux tsaristes, et les remplaça par un nouveau type de tribunal, le tribunal du peuple,

composé de trois membres : un juge professionnel assisté de deux assesseurs. Juge et assesseurs n'étaient pas nécessairement des juristes ; la qualité majeure qui leur était demandée était d'avoir une attitude de sympathie envers le nouveau régime et d'hostilité envers la bourgeoisie ; ils n'étaient pas strictement tenus d'appliquer les lois, de fond ou de procédure, de l'ancien régime ; ils devaient bien plutôt chercher leurs directives — mises à part les lois promulguées par le régime nouveau — dans leur sentiment de ce que la société nouvelle devait admettre comme règles de conduite sociale. Un autre type de juridiction, les *tribunaux de district*, créés peu après en 1918 pour statuer sur les affaires les plus compliquées ou les plus importantes, se voyait donner les mêmes consignes : n'appliquer les lois anciennes que dans la mesure où elles seraient conformes aux principes et à l'idéal de justice de l'ordre nouveau. On s'attendait du reste à l'époque à ce que les juridictions nouvellement créées n'aient qu'une vie brève : le droit allait à brève échéance dépérir, la nationalisation des biens de production éliminant la majeure partie des contestations d'ordre civil, et le phénomène criminel étant appelé à disparaître avec l'éducation, sous le règne de l'égalité vraie et de l'abondance.

En ce qui concerne plus spécialement la procédure, le décret de 1918, créant les tribunaux de district, les soumettait à la procédure ancienne, pour les affaires compliquées qu'ils devaient trancher, sous la réserve encore ici, cependant, qu'ils devaient faire prédominer, sur les dispositions formelles des lois, leur sentiment de justice révolutionnaire. Pour les tribunaux du peuple, en revanche, aucune procédure n'était prévue ; en avril et en mai 1918 seulement une assemblée des juges populaires de Moscou établit à leur usage, à titre du reste de simples directives, des *règles provisoires de procédure civile et criminelle*. Une instance d'appel, constituée par l'assemblée générale des juges populaires de l'arrondissement, pouvait servir à réaliser une certaine uniformité dans l'application du droit ; elle statuait cependant, elle aussi, d'après son sentiment de la justice, et était laissée sans directives par le gouvernement, tant au point de vue du fond qu'en ce qui concerne la procédure. On était vraiment aussi près que possible, à cette époque, d'une société ignorant la notion de droit.

La situation ne changea guère avec le *Guide de la procédure*, publié par le Commissariat à la justice en juillet 1918 ; le guide se borne à poser quelques règles simples touchant la tenue de l'audience : il continue en particulier à laisser au juge une complète discrétion touchant à l'admissibilité des preuves. Il n'existe par ailleurs à cette époque ni ministère public ni avocats ; on compte sur la victime d'une infraction, ou sur ses proches, pour poursuivre son auteur ; les parents de l'accusé prendront sa défense, s'il ne peut l'assurer lui-même. Ministère public, juges d'instruction et barreaux de l'ancien temps sont

abolis et ont disparu, sans qu'on juge utile de leur donner des remplaçants. Le commissaire à la justice, Kurskij, en 1919, exprimait son enthousiasme que l'on ait su de la sorte, dans une société complexe, restaurer la simplicité des juridictions coutumières des temps primitifs. Le parti communiste, dans son programme de 1919, se félicitait du système simple qui avait été établi, système qui ne comportait qu'un seul type de tribunal « libéré de tout l'inutile formalisme de la procédure ».

Reverrons-nous prochainement cette simplicité ? Le programme du parti communiste, établi en 1919, n'a jamais été à ce sujet désavoué, mais l'évolution du droit nous a entraînés fort loin de la simplicité rêvée, que l'on avait réalisée au lendemain de la Révolution.

L'organisation soviétique a cessé d'être simple : elle comporte une variété et une hiérarchie de juridictions ; ces juridictions sont soumises, à nouveau, à des règles strictes et détaillées de droit et de procédure ; ministère public, juges d'instruction et avocats ont fait de même leur réapparition sur la scène. Nous ne retracerons pas l'évolution qui s'est produite, sous l'influence de différents facteurs ⁽¹⁾ ; il suffira d'en noter ici le résultat, que nul ne songe à contester : la complexité du système soviétique, sur tous les points ici évoqués, ne paraît guère être inférieure à celle des droits bourgeois. Le maintien des assesseurs populaires, à côté de juges professionnels, n'a ni pour but ni pour effet de rendre plus simple le droit ou l'administration de la justice : de tout autres raisons expliquent à l'heure actuelle cette institution selon les auteurs soviétiques, quelle qu'ait pu en être à l'origine la raison d'être.

Différentes mesures ont été prises, depuis la mort de Staline, dont on peut se demander quelle est l'inspiration et quel est le but : vise-t-on à renforcer la légalité socialiste, ou cherche-t-on au contraire à s'acheminer vers le dépérissement du droit ? Il n'apparaît pas que les mesures prises puissent être ramenées à une même idée générale, à moins que l'on ne veuille résoudre les contradictions en admettant, par une prolongation de la dialectique stalinienne, que le renforcement de la légalité et du droit, lui aussi, n'est qu'un moyen de parvenir à la longue au dépérissement du droit.

La première mesure qui a frappé l'opinion, et qui doit être signalée, a été l'abolition, dès l'automne 1953, des *bureaux spéciaux du Ministère de l'Intérieur*. Ces bureaux avaient été créés en 1934 pour mettre fin aux pouvoirs de la redoutable Guépéou, laquelle avait elle-même succédé à la Tcheka pour maintenir l'ordre par la terreur au lendemain de la Révolution. Les bureaux spéciaux pouvaient exiler ou placer

¹ Sur cette évolution, et sur les idées et institutions des premières années du régime soviétique, cf. l'ouvrage exhaustif de John N. Hazard, *Settling disputes in Soviet society. The formative years of legal institutions* (1960).

dans des camps de travail forcé, pour une période pouvant aller jusqu'à cinq ans, les individus par eux jugés « socialement dangereux » ; nulle définition ne limitait à cet égard leur pouvoir d'appréciation, et ils étaient dégagés de toute obligation de se conformer aux règles soit du code pénal, soit du code de procédure pénale. Le procureur général de l'U.R.S.S. était chargé, sans doute, de veiller à ce qu'ils observent la loi, mais ce contrôle était demeuré, — on l'a depuis reconnu, — purement nominal. Les dirigeants du parti communiste eux-mêmes demandèrent en 1953 leur abolition. Celle-ci fut saluée comme un succès non douteux, dans l'U.R.S.S., du principe de légalité.

A la même tendance se rattachent les principes fondamentaux du droit pénal et de la procédure pénale, adoptés en 1958, pour guider les R.S.S. dans l'élaboration de leurs codes. L'article 7 de ces principes, autour duquel on a fait une grande publicité, déclare de fait : « La justice en matière pénale est administrée exclusivement par les tribunaux. Nul ne peut être considéré comme coupable d'avoir commis une infraction pénale, ni être l'objet d'une sanction pénale, si ce n'est en vertu d'un jugement rendu par les tribunaux. » Cette disposition revêt une importance et est douée d'une précision particulières, du fait que la Constitution de 1936, dans son article 102, énumère de façon exhaustive quels sont les tribunaux existant dans l'U.R.S.S. L'article, il est vrai, inclut dans sa liste « les tribunaux spéciaux de l'U.R.S.S., créés par décision du Soviet suprême de l'U.R.S.S. », mais il ne semble pas que cette rubrique puisse légitimer n'importe quel organisme auquel on donnerait le nom de tribunal. L'évolution a tendu en effet, jusqu'à présent, à réduire le nombre des tribunaux spéciaux qui existent en conformité de l'article 102 de la Constitution, de sorte que subsistent seuls à ce titre, aujourd'hui, les tribunaux militaires, compétents pour juger des infractions pénales commises par des militaires ou marins et pour juger aussi le crime d'espionnage. Les tribunaux militaires sont du reste tenus d'observer les règles du code pénal et du code de procédure pénale, et leurs décisions sont sujettes au contrôle de la Cour suprême de l'U.R.S.S. ; il s'agit donc là de véritables juridictions, spécialisées dans la connaissance de certains types d'infractions ; ces juridictions ne sont en aucune manière exposées au reproche d'arbitraire, qu'encouraient les bureaux spéciaux. Ajoutons enfin que, selon les principes fondamentaux adoptés en décembre 1958, tous les tribunaux sont tenus d'observer, dans leur activité, les règles du code pénal et du code de procédure pénale.

Les réformes ci-dessus signalées marquent à n'en pas douter une victoire du principe de légalité ; ce principe paraît avoir reçu dans l'U.R.S.S., en matière pénale, une extension comparable à celle que nous lui donnons en Occident. Différents développements, toutefois, nous montrent que les mêmes formules, dans l'Occident et dans

l'U.R.S.S., ne sont pas nécessairement comprises de la même manière, et ils nous mettent en présence d'organismes que nous avons peine à concilier avec les principes proclamés en 1958. Sous le nom de tribunaux de camarades d'une part, d'assemblées sociales d'autre part, deux institutions sont en effet apparues depuis 1958, dont l'existence semble difficile à justifier selon ces principes, tandis qu'elle peut peut-être s'expliquer par la tendance inverse, celle qui vise à remplacer la discipline traditionnelle du droit par une discipline communautaire nouvelle, exclusive de l'idée de droit.

Les *tribunaux de camarades* font revivre une institution du même nom qui avait jadis existé dans l'U.R.S.S. Des tribunaux de camarades avaient existé en 1919 et, chose notable, ils avaient pris une certaine extension en 1931, à l'époque où Pašukanis et ses collègues cherchaient à mettre en place des institutions nouvelles, pour le moment où le droit aurait dé péri et où l'ordre serait assuré, en dehors de toute contrainte, par la simple pression morale d'une opinion publique éclairée. Les tribunaux de camarades étaient conçus à cette époque comme des organismes dans lesquels il n'y avait pas de juges ; les affaires à eux soumises étaient examinées et réglées par la communauté principalement intéressée à ces affaires. Il y avait des tribunaux de camarades dans les grands immeubles à usage d'habitation ; il y en avait aussi dans les kolkhozes et dans les usines. Leur rôle était très limité ; leur compétence était substituée à celle des tribunaux populaires dans certains cas, d'importance mineure, où l'ordre était troublé. Ils examinaient, dans les grands immeubles, le cas des locataires qui se rendaient insupportables par leur tapage ou qui n'observaient pas les règles de propreté souhaitables dans les couloirs ou escaliers communs ; dans les usines ils examinaient les violations mineures des règles de discipline ; dans l'un et l'autre cas, dès que l'affaire présentait la moindre gravité, elle était soustraite à leur compétence et soumise aux tribunaux populaires. Tout ce que pouvaient faire les tribunaux de camarades, c'était régler des disputes personnelles, rétablir l'harmonie entre des co-locataires, ouvriers ou kolkhoziens qui s'étaient disputés, s'étaient emprunté à la dérobée des objets, s'infligeaient l'un à l'autre des vexations. Les tribunaux étaient composés de trois personnes, appelées à tour de rôle à siéger, parmi une liste de vingt-cinq locataires ou ouvriers élue annuellement par tous les colocataires ou ouvriers de l'usine. Les sanctions prononcées étaient le plus généralement un avertissement, un blâme ou l'affichage des faits ; les tribunaux de camarades pouvaient toutefois prononcer de petites amendes, ou accorder des dommages-intérêts, d'un montant limité à un cinquième du salaire mensuel moyen. L'activité des tribunaux de camarades, du reste, était soumise à la surveillance du juge professionnel, qui siégeait dans le tribunal du peuple local.

Dès avant la guerre, la gestion des grands immeubles d'habitation avait été transférée des coopératives de locataires à des trusts d'État, et l'on avait cessé de faire confiance aux locataires eux-mêmes pour assurer la discipline de ces maisons. Les tribunaux de camarades des kolkhozes avaient pareillement disparu. Les tribunaux de camarades des usines, eux, disparurent pendant la guerre, lorsque le moindre écart de discipline était devenu un délit, justiciable des tribunaux populaires. En 1951 toutefois, lorsque la discipline s'était à nouveau adoucie, on les avait vus réapparaître, mais personne n'y avait prêté grande attention : il s'agissait là, simplement, de la remise en place d'une juridiction tout à fait mineure, qui servait avant tout à désencombrer les tribunaux ordinaires.

Un discours de Khrushchev, au XXI^e Congrès du parti communiste, est venu en février 1959 ouvrir de nouvelles perspectives sur les tribunaux de camarades : « L'ordre public continue à être violé dans un nombre de cas qui n'est pas négligeable, et nous devons résolument combattre ces violations. La fonction de maintenir l'ordre et la sécurité devrait être assumée par des groupes de citoyens, aussi bien que par la milice et les tribunaux. Le temps est venu de prêter davantage d'attention aux tribunaux de camarades, lesquels devraient être chargés à titre principal de prévenir différents types de violations de l'ordre. Ces tribunaux devraient examiner non seulement des cas en rapport avec la production industrielle, mais aussi les cas qui intéressent la société, la morale, et la conduite incorrecte de ceux qui s'écartent des règles de l'ordre communautaire. »

La thèse ainsi présentée par Khrushchev a fait l'objet de commentaires dans la presse soviétique. Un auteur ukrainien a regretté que, d'après la loi qui a rétabli les tribunaux de camarades en 1951, ces tribunaux n'aient pas compétence pour juger une bande de voyous qui molestent les citoyens ou les incommode par leur tapage, et qu'ils ne puissent non plus connaître de divers actes offensant les règles de la correction ou de la morale. Les tribunaux de camarades d'autre part ne peuvent actuellement être saisis que par un directeur d'usine, leur compétence étant bornée à des questions intéressant la discipline dans les usines. Il faudrait permettre de les saisir au parti communiste, à la ligue de la jeunesse communiste et aux syndicats ; il faudrait d'autre part étendre leur compétence au comportement des travailleurs dans leurs habitations, en dehors de l'usine, de manière qu'ils puissent, comme dans les années 30, s'attaquer à l'ivrognerie et aux mœurs contraires à la morale. Des juges, des procureurs, ont fait de même entendre leurs voix pour demander qu'on étende la compétence des tribunaux de camarades ; ils ont argumenté de cas qui leur avaient été soumis et dans lesquels ou bien ils avaient inutilement perdu leur temps, ou bien ils ne s'étaient pas sentis l'organisme le plus qualifié pour statuer : cas de deux familles,

habitant une même maison, qui avaient échangé des injures et nécessité l'audition de seize témoins pour finir en définitive par une réconciliation, cas d'un chauffeur rentré ivre la nuit et ayant réveillé par son bruit les kolkhoziens.

L'activité des tribunaux de camarades, pourtant, ne semble pas devoir se borner à des matières de si peu d'importance ; d'ores et déjà les *Izvestija*, en avril 1959, signalent un de ces tribunaux qui n'est pas resté dans les limites fixées par la loi à sa compétence, et qui a jugé des travailleurs coupables d'avoir volé des biens appartenant à l'usine. Cette extension de compétence est approuvée par l'auteur de l'article ; celui-ci, membre de la Cour suprême de la R.S.F.S.R., demande qu'on crée à nouveau des tribunaux de camarades, en dehors des usines, dans les groupes de maisons et dans les kolkhozes.

Le danger des tribunaux de camarades est qu'ils ne comprennent aucun juriste. On reconnaît que des abus sont à craindre de ce fait. Mais au lieu de prévoir, comme jadis, une surveillance par les juges populaires locaux, on propose aujourd'hui que cette surveillance soit exercée par le comité exécutif local de village ou de ville. Cette proposition, si elle devait être retenue, changerait le cadre dans lequel se placeraient les tribunaux de camarades, en faisant de ceux-ci des organismes administratifs plutôt que des juridictions inférieures. On peut se demander comment l'institution, de toutes façons, peut être justifiée au vu des principes de base nouveaux de décembre 1958, selon lesquels seul un tribunal peut prononcer une peine. Les tribunaux de camarades ne sont pas conformes au type de tribunal prévu par ces principes : ils ne comportent pas de juge professionnel, ne suivent pas une procédure préétablie, et ne statuent pas en application du code pénal.

Quel usage est-il fait actuellement dans l'U.R.S.S. des tribunaux de camarades ? Il est assez difficile de répondre à cette question. Une information intéressante nous a toutefois été donnée par un juriste polonais, lequel avait été récemment en Sibérie, et avait interrogé à ce sujet le directeur d'une entreprise industrielle. « Nous n'employons pas les tribunaux de camarades, lui aurait répondu ce directeur. Comment le ferions-nous ? Nous n'avons pas encore de loi qui fixe leur compétence et leur procédure. » La réponse, si elle nous a été correctement rapportée, est typique ; elle montre à quel point le principe de légalité est considéré comme allant de soi chez les citoyens soviétiques.

Si intéressante que soit la résurrection des tribunaux de camarades, le développement nouveau envisagé pour ces tribunaux ne mérite pas sans doute autant de retenir l'attention que l'apparition d'un tribunal de type entièrement nouveau, l'*assemblée sociale*. Il s'agit là d'une institution dont on n'avait jamais entendu parler jusqu'ici dans

l'U.R.S.S., et qui est en rapport avec un projet de loi, mis en discussion en 1957, lequel visait à créer une nouvelle procédure pour le châtimement des « éléments antisociaux et parasitiques » de la population. Adopté en mai 1957 par les Républiques d'Uzbekistan et Turkmenistan, le projet est devenu loi aujourd'hui dans huit des quinze R.S.S. ; parmi les huit R.S.S. qui l'ont adopté ne figurent toutefois ni la R.S.F.S.R., ni les R.S.S. d'Ukraine et de Biélorussie⁴.

La loi ne définit clairement aucune infraction ; elle est simplement dirigée contre ceux « qui ont une manière de vivre antisociale et parasitique, qui refusent tout travail socialement utile, et aussi ceux qui vivent de revenus non acquis par leur travail » ; la peine dont ces individus sont menacés est un bannissement de deux à cinq ans dans un autre lieu à l'intérieur de la R.S.S. L'organisme appelé à prononcer la peine est un type nouveau de tribunal, l'« assemblée sociale » ; il est convoqué par le comité responsable des questions sociales et de l'ordre public dans une maison ou un groupe de maisons. La loi elle-même ne précise pas dans quelles conditions l'assemblée sociale sera réunie ni quelle procédure elle doit suivre, mais on trouve ces indications dans des instructions qui ont été publiées en 1959 dans la R.S.S. Kirghize.

Les poursuites devant l'assemblée sociale ont lieu sur l'initiative du comité exécutif du soviet local, ou sur celle d'organisations publiques telles que la ligue de la jeunesse communiste, les syndicats, ou le comité d'ordre public d'une maison ou d'un groupe de maisons. L'assemblée se réunit dans les dix jours après que l'acte d'accusation a eu lieu. Certaines personnes ne peuvent être l'objet d'une telle accusation : mineurs de 18 ans, malades, travailleurs pensionnés, personnes âgées, personnes accomplissant un travail socialement utile à l'intérieur de la famille.

L'accusé est convoqué, mais peut être condamné par défaut s'il refuse de se présenter à l'assemblée. Un bureau de trois à cinq membres est élu pour diriger les débats ; il prend place face au public. Le président lit les documents qui lui ont été soumis ; l'accusé, les représentants des organismes publics, les personnes qui ont vérifié les griefs faits à l'accusé sont ensuite entendus, ainsi que toute personne présente qui veut prendre la parole. Un représentant du comité exécutif local est nécessairement présent à la réunion. La sentence, adoptée à

⁴ Selon une information parue dans *Le Monde*, 24 octobre 1959, il semble que les deux institutions des tribunaux de camarades et des assemblées sociales doivent être généralisées, et fondues dans une institution unique, celle de « tribunaux sociaux » ou « jurys d'honneur » qui seraient institués dans les entreprises, les administrations, les kolkhozes, et les établissements d'enseignement supérieur et secondaire. Un projet consacrant cette institution a été élaboré par les commissions de législation des deux chambres du Soviet suprême de l'U.R.S.S. ; nous n'avons pu jusqu'ici en avoir le texte.

main levée à la simple majorité, doit être confirmée par le comité exécutif local avant de devenir exécutoire.

L'assemblée sociale n'a pas été instituée pour éliminer les tribunaux ordinaires ; si l'on découvre qu'un délit prévu par le code pénal a été commis, l'on doit envoyer en effet à la Prokuratura le procès-verbal de la réunion et tous les documents pertinents. Il est clair, en présence de cette disposition, que le rôle de l'assemblée sociale n'est pas de se prononcer sur le cas d'individus qui ont commis une infraction pénale ; ce qui est justiciable de sa compétence, c'est bien plutôt la violation des règles mal définies qui établissent comment un bon citoyen doit se comporter pour être socialement utile.

Khrushchev a revendiqué la paternité de l'institution nouvelle, dans une réunion publique tenue à Gorki en 1957. « J'ai cherché, a-t-il dit, à imaginer un mécanisme grâce auquel les fainéants, les oisifs, les gens sans métier défini pourraient être soumis à des mesures décidées par les travailleurs ou kolkhoziens de la communauté à laquelle ils appartiennent. » Au moment où Khrushchev a parlé de la sorte, en 1957, les nouveaux codes, pénal et de procédure pénale, n'étaient pas encore prêts, et l'on pouvait penser que les assemblées sociales n'avaient été imaginées que pour un temps, et que leur existence serait régularisée par les nouveaux codes. Les nouveaux principes généraux ont été adoptés le 25 décembre 1958 ; ils ne font pas état de ce nouveau type de juridiction. On a cru alors parfois, à l'étranger, qu'il allait disparaître. La R.S.S. kirghize, cependant, a promulgué sa loi sur les parasites sociaux le 15 janvier 1959, moins d'un mois après la promulgation des principes fondamentaux. Il est donc clair que les assemblées sociales, aux yeux des juristes soviétiques, ne sont pas considérées comme des tribunaux ; leur existence se justifie en dehors des principes de base nouvellement édictés.

Interrogé à ce sujet en 1957, le vice-président de la Cour suprême de l'U.R.S.S., M. Morozov, a déclaré que les assemblées sociales ne vont pas à l'encontre du principe, formulé dans la Constitution, selon lequel le pouvoir judiciaire appartient aux seuls tribunaux. Il ne s'agit pas en effet, dans le cas des assemblées sociales, d'un exercice du pouvoir judiciaire, et la preuve en est que l'assemblée sociale ne suit pas les formes établies par les tribunaux. Un autre juriste soviétique, procureur de longue expérience, déclara de son côté que la question était de savoir si le bannissement, que peuvent prononcer les assemblées sociales, devait être considéré comme une peine. L'une et l'autre réponse paraissent assez peu convaincantes. Il serait sans doute plus juste de voir dans les assemblées sociales, comme dans les tribunaux de camarades, une expérience, de portée limitée, pour rechercher des formules aptes à se substituer aux formules juridiques actuelles, pour la période où le droit viendra à dépérir. Ces expériences sont difficiles

à concilier avec le principe de légalité, tel qu'il trouve son expression dans la Constitution de 1936 et dans les principes de base du droit pénal et de la procédure pénale.

L'abandon du principe de légalité, que nous observons dans ces deux expériences, n'a peut-être pas au surplus, dans le milieu soviétique, la signification que nous pouvons être tentés de lui attribuer en considérant notre propre société. Tribunaux de camarades et assemblées sociales peuvent ne pas statuer selon une procédure et ne pas appliquer des dispositions préétablies. Ces institutions ne risquent guère, cependant, de sombrer dans l'arbitraire. Tribunaux de camarades et assemblées sociales seront en effet guidés dans leur activité par le parti communiste, ce même parti qui ne songe pas à dissimuler par ailleurs quelle grande influence il a sur les tribunaux eux-mêmes : la plupart des juges sont des communistes, strictement soumis à la discipline du parti.

L'état de choses régnant dans l'U.R.S.S. ne peut être correctement apprécié sans tenir compte du rôle joué, dans ce pays, par le parti communiste. Celui-ci peut bien être, d'un côté, représenté comme étant le garant du principe de légalité socialiste ; la surveillance qu'il exerce sur les administrations, comme sur tous les éléments de la population soviétique, et l'ardeur avec laquelle il soutient la politique du gouvernement, sont des facteurs importants pour assurer l'application des lois soviétiques. Par ailleurs, cependant, l'existence du parti communiste peut aussi constituer, il faut s'en rendre compte, une menace à l'encontre du principe de légalité : non pas parce que le parti et ses membres seraient en dehors ou au-dessus de la loi, mais parce que l'existence du parti, et le rôle qu'il joue, oblitérent ou risquent d'oblitérer les frontières entre le droit et la simple règle, non juridique, de comportement social, et peuvent bien permettre au droit de dépérir, sans que trop on s'en aperçoive. A quoi bon avoir recours au droit, si les masses sont suffisamment éduquées, ou prises en mains, pour qu'elles soient aussi dociles aux directives du parti que les juristes le sont aux règles du droit, et si elles sont aussi décidées que les juges à appliquer les solutions conformes à la volonté des dirigeants ? La double expérience des tribunaux de camarades et des assemblées sociales peut être faite pour que l'on se rende compte, dans des domaines restreints, de l'état de l'opinion publique, et pour donner aussi aux sections locales du parti l'occasion de s'exercer, sans grand risque, dans la technique de manipulation des masses ; lorsque cette technique — d'autres diront l'éducation des masses — sera parfaite, tribunaux et droit seront inutiles et le droit pourra dépérir.

Tribunaux de camarades et assemblées sociales sont des institutions qui nous écartent du principe de légalité, et du formalisme inhérent au droit. Un développement inverse peut par ailleurs être noté, dans ce

même domaine de l'organisation judiciaire : une tendance s'est manifestée à diminuer les interventions de l'administration dans le service de la justice, avec l'abolition du Ministère fédéral de la Justice en 1956, et celle du Ministère de la Justice dans les deux R.S.S. du Tadjikistan et de Géorgie en novembre 1958 et en janvier 1959.

Le décret abolissant le Ministère fédéral est très bref ; il transfère aux Ministères des R.S.S. les affaires qui relevaient de ce ministère, à l'exception des affaires concernant les tribunaux spéciaux, lesquelles sont transférées à la Cour suprême de l'U.R.S.S. A l'époque on avait vu dans ce décret une simple manifestation de la politique nouvelle de décentralisation, inaugurée par Khrushchev. On pensait en effet que le Ministère fédéral se bornait à des tâches purement administratives : veiller par exemple à ce que les tribunaux expédient suffisamment vite les affaires. Mais il nous a été depuis lors révélé que l'intervention du Ministère ne se bornait pas là, et que le décret avait marqué le début d'un transfert intéressant de pouvoir, de l'administration aux organes de la justice.

Au début de 1958 un ministre adjoint de la justice de la R.S.S. kirghize demanda, dans un article de *Izvestija*, que l'on rende aux Ministères de la Justice le droit dont ils avaient été privés par un décret du 4 août 1956. Ce décret, très bref, avait décidé que l'activité des juridictions inférieures serait désormais soumise à la surveillance des juridictions du second degré, les Cours provinciales ; il avait d'autre part aboli les bureaux provinciaux des Ministères qui jusqu'alors avaient été les organes de cette surveillance. L'article du ministre de la R.S.S. Kirghize révélait que les Ministères avaient utilisé cette surveillance pour décider si un tribunal donné faisait bien ou non son métier ; les inspecteurs, sans doute, ne pouvaient annuler un jugement qui ne leur plaisait pas, mais leurs observations avaient une grande influence sur la conduite des juges qui avaient encouru leur critique.

A la demande du ministre kirghize un refus très net fut opposé par le vice-président de la Cour Suprême de l'U.R.S.S., M. Morozov, — le même haut magistrat qui avait voulu justifier les assemblées sociales un an plus tôt. La proposition du ministre kirghize, déclara-t-il, allait à l'encontre de l'article 112 de la Constitution, selon lequel les juges sont indépendants et ne sont soumis qu'à la loi. Si l'on veut respecter cet article, on ne doit admettre d'autres moyens de contrôle des jugements que le jeu des recours à des instances supérieures prévu par la loi. La surveillance exercée par les Ministères et qui, révéla-t-il, s'est étendue à l'activité même des Cours suprêmes des R.S.S., constitue une violation de l'article 106 de la Constitution, lequel prévoit que les juges de la Cour suprême d'une R.S.S. sont choisis par le Soviet suprême de cette République. Permettre aux Ministères de la Justice une intrusion dans le travail des tribunaux est faire échec au rapport

direct qui doit exister entre le Soviet suprême et la Cour. Il importe de ne pas mélanger les pouvoirs de l'administration et des Cours, et il faut exiger que ces deux pouvoirs soient séparés.

Cette discussion, et la personnalité de ceux qu'elle a opposés, posent des problèmes que nous ne savons pas comment résoudre. D'un côté le journal gouvernemental ouvre ses colonnes, pour présenter une thèse, à un ministre d'une R.S.S. ; celui-ci ne peut avoir exprimé des vues qui lui seraient propres, et il doit représenter un secteur influent de l'opinion. De l'autre côté, celui qui est intervenu est un très haut magistrat ; il a fallu apparemment le faire parler pour que cesse une pression exercée par l'administration. Nous pressentons bien un conflit entre administration d'un côté, justice de l'autre. Mais nous comprenons mal comment ce conflit a pu prendre de l'acuité, étant donné non seulement l'influence que le parti communiste possède quant à la désignation des juges, mais aussi les possibilités qui lui sont données de contrôler de façon permanente leur activité ; les juges soviétiques ne jouissent pas, on le sait, de l'inamovibilité ; ils peuvent être révoqués à tout moment, et surtout rien ne garantit qu'à l'expiration de leurs fonctions, qui ne durent que quelques années, leur mandat sera renouvelé.

Non seulement le Ministère fédéral, mais les Ministères de la Justice des R.S.S. de Tadjikistan et de Géorgie ont été abolis. Leurs fonctions de surveillance des tribunaux ont été données à la Cour suprême de la R.S.S., comme également leur fonction de surveillance des notaires et des avocats. Dans les treize autres Républiques, il subsiste des Ministères de la Justice, avec selon toute apparence le contrôle qui a été dénoncé de l'activité des Cours par ces Ministères. L'avenir nous apprendra si l'expérience faite dans les deux R.S.S. pilotes se généralise ; cette généralisation rapprocherait l'U.R.S.S. du principe de légalité, tel qu'il est conçu en Occident.

D'autres indices semblent témoigner par ailleurs d'une telle orientation. Le député qui, en février 1957, a fait voter par le Soviet suprême la réforme de la Cour suprême a souligné que le Parlement ne devait pas s'immiscer dans l'examen d'une espèce soumise aux tribunaux et que son rôle était seulement de donner aux tribunaux des règles générales par la voie de la législation. Cette vue semblera banale à un juriste occidental ; il n'était pas inutile de la présenter dans l'U.R.S.S., et il est intéressant qu'elle l'ait été.

*
* * *

Existe-t-il dans l'Union Soviétique des symptômes de dépérissement du droit, si l'on considère les domaines dans lesquels il existe une réglementation juridique ? Une réponse affirmative constituerait une confirmation de l'hypothèse avancée par Pavlov, dans l'article que

nous avons cité ; la thèse de Pavlov ne fait du reste, sur un plan plus général, que reprendre les vues de Lénine lui-même, lequel avait pensé que, dans la phase de transition qui devait précéder l'avènement d'une société communiste, le droit cesserait de jouer un rôle en ce qui concerne les rapports de production, et verrait son domaine borné, en matière de droit civil, à la réglementation des rapports de répartition des produits entre les citoyens.

A l'époque même de la N.E.P. il semble que Lénine ait maintenu cette manière de voir. Nous en voyons le témoignage dans l'institution, qui a eu lieu à cette époque, des *organismes d'arbitrage étatique et administratif*. Le mot d'arbitrage, ici employé, est significatif, et il peut paraître curieux qu'on ne l'ait pas davantage souligné. L'arbitrage, nous avons tenté de le montrer par ailleurs⁵, — n'est pas, comme les juristes essaient plus ou moins en tous pays de s'en persuader, une institution visant à l'application du droit. C'est, historiquement et dans les circonstances mêmes du monde actuel, une institution *sui generis*, qui ne relève pas à strictement parler du droit.

On parle d'arbitrage dans des cas où, pour des raisons diverses, il n'est pas possible d'appliquer le droit : soit qu'un droit applicable n'existe pas encore (idée que l'arbitrage précède le droit, vérifiée par l'histoire, et vraie aujourd'hui encore si l'on envisage le droit international public ou le droit commercial international), soit que le droit, par les caractères qu'il présente, notamment par sa rigidité, ne paraisse pas apte à fournir au litige sa solution dans les circonstances de l'espèce. Le droit, avec ses arêtes tranchées, n'est pas fait ainsi pour le cas où les adversaires, une fois le jugement rendu, devront continuer à coexister : il n'apporte pas une solution appropriée aux litiges entre proches parents, aux litiges entre voisins, aux litiges entre associés dans une société commerciale, aux litiges entre patrons et ouvriers dans une entreprise, aux litiges entre États⁶. Dans tous ces cas ce qui importe est moins une solution de justice — solution juridique — qu'une solution de paix ; dans tous ces cas on voit, aussi bien, le législateur renoncer à imposer sa volonté, renvoyer les parties à un arbitrage plus ou moins obligatoire, instituer des Cours d'arbitrage.

Pour d'autres raisons, il peut paraître qu'il n'est pas possible, ou qu'il n'est pas indiqué, d'appliquer un droit véritable dans les rapports

⁵ R. David, « Arbitrage et droit comparé », *Revue internationale de droit comparé*, 1959, pp. 1, 8-11.

⁶ La même idée, généralisée, explique l'attitude réticente que l'on a dans les sociétés de l'Extrême-Orient à l'égard du droit ; le droit n'y est conçu que sous son aspect de droit criminel, et déclaré bon pour les barbares ; on attend la solution des conflits entre particuliers d'une pratique extensive de la conciliation et de l'arbitrage, beaucoup plus que de l'application du droit. Cf. J. Escarra, *Le droit chinois* (1936). Ajoute également la faveur de l'Église chrétienne primitive pour l'arbitrage, opposé au droit et, à une époque beaucoup plus récente, au xvi^e siècle encore, le dicton répandu en Allemagne : « Juristen, böse Christen. »

entre organisations socialistes. La raison en est évidente. Le droit est fait pour régler des rapports entre personnes qui ont des intérêts opposés ; il n'est pas fait pour régler des rapports entre organisations qui peuvent bien toutes deux avoir une certaine autonomie, mais qui en définitive sont soumises à un même maître et dont l'autonomie même n'est justifiée que par l'intérêt de ce maître. Dans un cas de ce genre, si un conflit vient à naître entre ces deux organisations, ce ne sont pas des considérations de droit qui doivent être décisives, mais bien plutôt des considérations d'opportunité. L'affaire, n'étant pas par sa nature juridique dans sa substance, n'est pas normalement de la compétence des tribunaux ; il est normal qu'elle soit soustraite à cette compétence, et que sa solution soit demandée à des organismes différents ; ces organismes n'étant pas appelés à statuer selon la rigueur du droit, il est naturel qu'on ne les considère pas comme des juridictions ; le nom d'organismes d'arbitrage exprime mieux leur fonction propre, qui n'est pas de dire le droit.

Le mot d'arbitrage indique que l'on n'est pas dans le domaine du droit ; il n'implique pas nécessairement que les arbitres doivent chercher une solution de compromis. La chose sera vraie dans le cas de certains arbitres ; elle ne l'est pas dans le cas de tous les arbitres, et elle n'est pas vraie en particulier, si l'on envisage l'arbitrage étatique (Gosarbitraj) ou l'arbitrage départemental (Vedomstvennoe arbitraj) du droit soviétique. Le rôle des organismes d'arbitrage n'est pas en effet de restaurer la paix entre les adversaires ; c'est avant tout de faire prévaloir pour la solution du litige, au lieu de considérations de justice, l'intérêt supérieur de l'État, en ayant en vue, essentiellement, la réalisation du plan économique de la nation établi par les dirigeants.

Les auteurs soviétiques reconnaissent que les organismes de l'arbitrage public ne sont pas des juridictions ; ils sont obligés de le faire, car la Constitution de l'U.R.S.S. énumère les juridictions existantes et ne mentionne pas ces organismes. Par ailleurs, cependant, les auteurs éprouvent une gêne manifeste lorsqu'il s'agit de déterminer la vraie nature de ces organismes ; ils n'arrivent à se tirer d'embarras qu'en leur reconnaissant une nature *sui generis*, ce qui n'engage à rien, ou encore en disant, ce qui revient au même, qu'ils ont une nature mixte, mi-administrative, et mi-juridictionnelle. L'embarras des auteurs provient du fait que, dans le désir de renforcer la discipline dans les organisations socialistes, on a jugé nécessaire d'affirmer dans notre domaine, abandonnant les vues de Lénine, le principe de légalité, l'application stricte des règles du droit civil, et celle des règles de la procédure civile. Le mot d'*arbitrage*, employé dans la désignation de ces organismes, a cessé dans ces conditions d'être compréhensible, de même qu'il a cessé d'être compréhensible pourquoi, s'il s'agissait de

dire le droit, on ne s'adressait pas à des « juridictions » ; les auteurs soviétiques ont esquivé ce problème.

Les discussions qui ont repris récemment sur la notion de droit économique montrent que beaucoup sentent encore, au moins confusément, qu'il y a là une catégorie de rapports assez particuliers, appelant l'application d'autre chose que les règles du droit civil. Si l'on demande toutefois que soit reconnu le « particularisme » du *droit économique*, on va moins loin que Lénine et l'on considère toujours qu'il s'agit là de *droit*. La restauration de ce vocable fait obstacle à ce que l'on reconnaisse accomplie, en la matière, la prédiction de Marx et d'Engels ; on voit néanmoins avec quelle facilité on pourra, le jour où on le jugera souhaitable, affirmer, pour cette très importante catégorie de rapports juridiques, et sans que rien soit changé en fait par rapport à la situation actuelle, le dépérissement du droit qui nous a été annoncé.

Un deuxième domaine dans lequel le droit a pu sembler devoir dépérir est le droit du travail et le droit des kolkhozes. La situation de fait qui existe dans ce domaine est assez voisine de celle que l'on peut noter, concernant les rapports entre entreprises du secteur socialisé. Par suite de la structure nouvelle donnée à l'économie soviétique, deux techniques peuvent indifféremment être employées dans l'U.R.S.S. On peut, d'une part, réglementer dans le détail, à l'aide d'une cascade de décrets, règlements, arrêtés, circulaires, directives ou autres mesures administratives, les conditions d'emploi des travailleurs ou kolkhoziens, de même que celles touchant la répartition des biens de production, les tâches incombant à chaque entreprise, etc. Une autre technique, par ailleurs, peut être employée : elle consiste à poser seulement en la matière, par la voie administrative, certains principes, et à laisser préciser l'application de ces principes par des cahiers des clauses et conditions générales, ou par des décisions d'assemblées générales, ou par des conventions collectives de travail, établies par des accords entre les intéressés.

Il est aisé de voir comment, en généralisant l'emploi de cette deuxième technique, on peut aisément créer l'apparence d'un vide législatif et réglementaire, et celui par conséquent d'un certain dépérissement du droit. Ainsi, dans les pays libéraux du XIX^e siècle, on avait salué, avec l'avènement d'un principe de liberté contractuelle tout-puissant, le déclin du droit législatif en matière de contrats. Ainsi encore, dans la réglementation du commerce international, des formulaires et contrats-types suppléent à l'absence d'un droit uniforme international que ce « droit corporatif », si l'on doit employer avec E. Lambert une telle expression, paraît rendre superflu. Dans le domaine du droit du travail aussi, il y a eu des époques où la technique des conventions collectives et l'intervention d'organismes de concilia-

tion ou d'arbitrage ont paru rendre inutile l'élaboration de règles juridiques propres⁷.

La situation, à tous ces égards, présente une particularité dans l'U.R.S.S. en raison de la toute-puissance dans ce pays du parti communiste, qui domine les syndicats ou les « trusts » comme il est établi à l'intérieur des administrations. Elle pouvait de ce fait paraître particulièrement favorable à un dépérissement du droit, entendu dans son sens classique de dispositions émanant *directement* du pouvoir législatif ou du pouvoir réglementaire. Dans le droit constitutionnel même on a pu se demander pourquoi des Soviets avaient été constitués dans l'U.R.S.S., et pourquoi on n'avait pas, avec apparemment plus de simplicité, donné le pouvoir aux organismes nationaux, régionaux, ou locaux du parti communiste⁸.

Ici et là les formes juridiques traditionnelles ont été conservées, comme on a conservé le suffrage universel, un régime démocratique, l'indépendance des juges. Il faut toutefois bien se rendre compte de tout ce qu'il peut y avoir de verbalisme dans toutes ces institutions, et combien il serait aisé, si le verbe n'avait pas tant de puissance, d'annoncer le dépérissement du droit en des domaines multiples. La notion que nous avons du droit se prêterait aisément à une opération de rétrécissement, qui permettrait à une société, même complexe, de vivre sans avoir un droit comme l'ont annoncé Marx et Engels. La conception du droit, que présente en Yougoslavie le professeur R. Lukič, offre un exemple de ce qui peut être fait ou dit à ce sujet⁹.

Les choses se présentent d'une manière assez différente lorsque l'on envisage un nouveau domaine, celui du droit de la famille¹⁰. L'avènement du régime soviétique a marqué dans ce domaine, en un certain sens, un élargissement des frontières du droit ; la famille était, avant 1917, réglementée par les différentes Églises, selon leur droit canonique ; au lendemain de 1917, avec la séparation de l'Église et de l'État et avec la sécularisation du mariage, la matière vint à être réglementée par le droit étatique ; un code de la famille était publié dans la Russie soviétique dès 1918.

Avec un nouveau code publié en 1926, il put sembler que l'on allait assister, en ce domaine, à une première expérience de dépérissement du droit. Le code de 1926, en effet, place sur le même plan mariage devant l'officier d'état civil et simple mariage de fait ; il accepte également,

⁷ Cf. *Études sur l'économie et la sociologie des pays slaves*, III : L. Greyfié de Bellecombe, « Les conventions collectives de travail en Union Soviétique », Mouton & Co, Paris, 1958.

⁸ Cf. J. N. Hazard, *The Soviet system of Government*, 2^e éd., 1960, p. 41.

⁹ Cf. K. Stoyanovitch, « La conception de l'État en Yougoslavie », *Revue du droit public et de la science politique*, 1959, pp. 214 et suiv.

¹⁰ Cf. H. Chambre, *Le marxisme en Union Soviétique*, 1955, pp. 55 et suiv. ; David et Hazard, *Le droit soviétique*, t. II, 1954, pp. 293 et suiv.

avec les mêmes effets qu'un divorce prononcé par les tribunaux ou enregistré à l'état civil, le divorce de fait entre les époux. Tout semble en la matière abandonné aux mœurs ; le droit semble épuiser son rôle en devenant purement dispositif, et en offrant aux intéressés les facilités de certaines formes, de certains registres, dont ils peuvent user ou ne pas user à leur guise, le seul avantage de ces formes ou registres étant de rendre plus aisée pour les citoyens la preuve de leur état de gens mariés ou divorcés.

L'abandon aux intéressés de tout ce qui concernait leurs rapports de famille et la démission du droit en ce domaine donnèrent lieu à des abus ; ils se révélèrent notamment néfastes en ce qui concerne l'entretien et l'éducation des enfants ; une réaction se produisit à partir de 1935, atteignant son point culminant en 1944 avec une nouvelle réglementation du divorce, à une époque où parler de dépérissement de l'État et du droit avait cessé d'être de mode.

La mort de Staline en 1953 peut bien, toutefois, marquer un certain revirement de cette tendance. La rigueur de la loi nouvelle, concernant le divorce, avait en fait eu pour conséquence l'établissement de nombreuses situations irrégulières, avec tous les inconvénients qui en découlent pour le partenaire et les enfants de la nouvelle union. L'offensive contre la réglementation légale se développa à l'occasion d'une discussion qui eut lieu au printemps de 1957, à Moscou, en rapport avec l'élaboration de nouveaux codes. Diverses propositions furent faites alors, à l'Institut confédéral des sciences juridiques, pour faciliter le divorce et revenir dans une certaine mesure aux solutions du code de 1926. Le journal du Ministère de la Justice de la R.S.F.S.R., puis en mai 1958 les *Izvestija*, publièrent des articles écrits dans ce sens, montrant ainsi que la tendance nouvelle n'était pas sans écho dans les milieux officiels. En mai 1958, toutefois, une contre-offensive s'est produite, sous la forme d'un article que le spécialiste le plus réputé du droit de la famille dans l'U.R.S.S., le professeur G. M. Sverdlov, a publié dans *Literaturnaja Gazeta*. Sverdlov, faisant valoir les statistiques du divorce, soutient la thèse que le moment n'est pas venu d'abandonner à la liberté des intéressés les rapports de famille ; il convient que l'État continue, en cette matière, à donner des directives, comme il convient que les tribunaux continuent à y exercer un contrôle. Le manuel de droit de la famille, publié par G. M. Sverdlov à la fin de 1958, développe, avec de nouveaux arguments, les mêmes idées. Il y a tout lieu de croire que les vues du professeur Sverdlov sont celles qui règnent dans les milieux dirigeants de l'U.R.S.S. ; le droit de la famille, si l'on doit accepter cette opinion, et sous réserve d'un changement toujours possible, n'est pas l'un des domaines dans lesquels on peut s'attendre à voir le droit dépérir dans les prochaines années. On sait par ailleurs avec quelle réserve

on considère, dans l'Union Soviétique, l'expérience chinoise des « communes » ; préserver une famille saine, fondée sur un principe de monogamie, est à l'heure actuelle le désir des dirigeants soviétiques, conformément du reste aux idées d'Engels ; un droit de la famille semble devoir jouer un rôle utile pour imposer aux hommes et femmes de l'U.R.S.S., pendant des années encore, le standard moral auquel ils sont attachés.

L'idéal vers lequel on tend dans l'U.R.S.S. n'en est pas moins, ici comme ailleurs, celui d'une société dans laquelle sens moral et conscience sociale seraient suffisamment développés pour que l'on puisse se passer de toute contrainte. Mais le moment ne paraît pas aux dirigeants être venu de se passer ici du recours à cette contrainte et au droit. Peut-être en sera-t-il autrement dans une génération ; l'attention des dirigeants soviétiques se porte particulièrement, à l'heure actuelle, vers les problèmes d'éducation de la nouvelle génération : le développement d'internats (créés en exécution d'une décision du XX^e Congrès du parti communiste en 1956, et recevant, dès 1958, 180 000 enfants), les principes nouveaux relatifs à l'éducation (promulgués par une loi de décembre 1958) témoignent de cette préoccupation, et indiquent comment on peut, à une échéance encore lointaine, envisager peut-être, dans l'U.R.S.S., le dépérissement du droit de la famille.

D'autres observations mériteraient d'être faites, concernant le dépérissement du droit, en ce qui concerne notamment le droit criminel. En ce domaine il n'est pas douteux qu'il existe certaines tendances, particulièrement si l'on observe le cas de la criminalité infantile¹¹, à considérer le délinquant comme un malade, de qui le traitement est l'affaire des médecins et des psychologues plus que des juristes ; l'idée juridique de peine, par ailleurs, tend à faire place à une notion de mesure de sûreté qui relève peut-être plus de la science administrative que du droit. Ces idées toutefois ne sont pas particulières au milieu soviétique, et l'École de la « défense sociale » a peut-être remporté ses succès les plus spectaculaires dans certains pays bourgeois, plus que dans l'Union Soviétique. Nous ne saurions toutefois nous dispenser dans cet article de signaler ce domaine, car il offre peut-être l'illustration la plus évidente, et l'exemple le plus concret, de ce que peut signifier le dépérissement du droit, entrevu par Marx et Engels ; il nous montre comment on peut envisager, dans les pays bourgeois mêmes, d'organiser la société en restreignant le rôle du droit, en envisageant certains problèmes, qu'a jusqu'ici résolus le droit, sous un angle non juridique, et en faisant appel à d'autres facteurs ou sources que le droit pour

¹¹ Cf. J. Bellon, « L'enfance délinquante en U.R.S.S. », *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1959, pp. 49 et suiv.

assurer l'ordre social et pour restaurer cet ordre lorsqu'il a été troublé¹².

Un autre domaine, dans lequel peut encore être envisagé le dépérissement du droit, est enfin celui du droit international public. La question ne s'est guère posée avant 1945, étant donné l'isolement dans lequel vivait, jusqu'à cette date, l'Union Soviétique. Depuis 1945 au contraire un grand nombre de pays sont devenus des démocraties populaires, partageant la manière de voir et la foi marxiste des dirigeants de l'U.R.S.S. Le droit international public doit-il régir les rapports de ces démocraties populaires entre elles et leurs rapports avec l'U.R.S.S., — ou ne convient-il pas au contraire de déclarer que ces rapports ne doivent pas être régis par un droit quelconque, et qu'ils doivent désormais être simplement harmonisés, dans un esprit de fraternité prolétarienne, par des procédés nouveaux d'où serait bannie l'idée de droit ?

Cette idée a été émise, dès 1948, par le professeur F. I. Koževnikov, qui évoqua alors, à ce sujet, la création d'un droit international socialiste d'un type nouveau. Un ouvrage collectif publié en 1951 par l'Institut de droit de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. reprit cette suggestion, en annonçant qu'il allait naître entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires, « un type nouveau de collaboration internationale... », prototype de ce que serait un jour le droit international de l'univers ». Khrushchev, le 19 avril 1957, reprit cette idée dans une allocution par lui faite à l'ambassade polonaise de Moscou, où il fit allusion à l'apparition d'une forme nouvelle de collaboration internationale dans les rapports entre États socialistes.

Ce propos ne fut pas perdu ; dans un article publié à *Sovetskoe Gosudarstvo i Pravo* en 1959 le professeur Tunkin le développa, en se référant à une déclaration faite en 1957 par les représentants des partis communistes des pays socialistes ; la déclaration en question affirme que les rapports entre ces pays doivent être fondés sur l'idée d'*internationalisme prolétarien*. Ce terme est celui qu'emploient depuis lors tous ceux qui écrivent dans l'U.R.S.S. sur le droit international public. Il se situe à mi-chemin, peut-on dire, entre les mots *droit international public*, qui continuent à être employés pour les rapports avec États bourgeois, et le terme *fraternité prolétarienne*, que Trotsky avait employé en 1917 ; Trotsky était parti de l'idée que, avec le triomphe mondial du communisme, il n'y aurait plus de nations ; le mot « international » est conservé au contraire aujourd'hui pour marquer que, pour un temps au moins, il subsiste et devra subsister, même dans le

¹² Cf. ainsi comment aux États-Unis d'Amérique, dans une affaire récente de fraude dans les concours de la télévision, le principal coupable n'a pas été poursuivi devant les juridictions criminelles, parce que l'on a jugé que la publicité faite autour de ce scandale et la manière dont sa conduite avait été exposée dans la grande presse constituaient pour lui une punition suffisante.

camp socialiste, des nations, dotées d'une pleine souveraineté. On notera toutefois, par ailleurs, la disparition, en notre matière, du mot *droit*.

En quoi les principes de l'internationalisme prolétarien diffèrent-ils, dans la substance, de ceux du droit international public ? L'examen des traités, que l'U.R.S.S. a conclus avec les démocraties populaires, devrait nous renseigner sur ce point, les traités étant selon les auteurs soviétiques la source principale de réglementation des rapports internationaux. L'examen de ces traités, pourtant, est jusqu'ici fort décevant. Les traités conclus entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires sont aujourd'hui très nombreux, vingt-neuf traités ayant été conclus dans la seule année 1958 : traités en matière consulaire, traités relatifs à la double nationalité, traités de commerce, de navigation, et d'assistance judiciaire. Mais on n'y trouve pour ainsi dire rien qui différencie ces traités de ceux qui peuvent être conclus entre État du type bourgeois, et il existe de même peu de différences entre les traités que l'U.R.S.S. conclut avec des États bourgeois, comme la Finlande ou le Japon, et ceux qu'elle conclut avec des États socialistes, comme la République populaire de Mongolie ou la Pologne. L'esprit dans lequel les traités sont conclus peut être différent ; les règles qu'ils formulent ne le sont guère.

* * *

Que conclure de ces observations ?

Il faut en premier lieu, nous semble-t-il, avoir une idée claire de ce que signifie le dépérissement du droit, annoncé par Marx et Engels. Le dépérissement du droit ne signifie pas que, dans tous les domaines, l'humanité viendra à être régie par des règles autres que les règles actuelles de droit qui nous gouvernent. Le dépérissement du droit signifie seulement que, dans une société purgée des contradictions de l'ère bourgeoise, ces règles, les mêmes règles dans une très large mesure, viendront à être observées spontanément, sans que soit désormais nécessaire l'appareil de contrainte en lequel, selon Marx et Engels, s'analyse le droit. Lois et tribunaux seront désormais inutiles ; la société vivra sous le règne de la liberté.

Que signifient cependant au juste ces mots de spontanéité et de liberté ? Les dirigeants communistes n'envisagent à aucun moment un régime d'anarchie ou de licence. Ils comptent seulement que la force et la contrainte, représentées actuellement par l'État, ses tribunaux et sa police, seront remplacées par des forces morales, des pressions sociales, le sentiment du devoir social et du bien de tous, développé par l'éducation et renforcé par un milieu baignant dans la vertu civique.

Cette vue de la société future n'a rien qui nous paraisse utopique. Il est seulement permis de se demander si la pression sociale, à laquelle seront soumis les individus, et qui déterminera leur conformisme et leur vertu, ne risque pas d'être plus tyrannique que notre régime actuel de droit. Les auteurs américains — A. Pekelis et W. Gellhorn en particulier¹³, à la suite de Tocqueville — ont fait des observations et révélé à ce sujet certains faits qui ne sont pas sans nous causer une certaine inquiétude ; nous nous demandons par ailleurs si le dépérissement du droit ne risque pas d'être dans une large mesure un leurre, si une forme de contrainte nouvelle — et peut-être pas tellement nouvelle — est simplement substituée à la forme de contrainte que représente le droit.

Quoi qu'il en soit, l'ambition des dirigeants soviétiques demeure à l'heure actuelle de créer cette société sans droit qu'ont annoncée Marx et Engels. En ce qui concerne la manière dont le dépérissement du droit doit se produire, toutefois, l'unanimité n'est pas faite. Deux politiques s'affrontent, semble-t-il, à ce sujet. L'une veut réaliser aussi rapidement que possible le dépérissement du droit. L'autre, temporisatrice et plus conservatrice ou plus prudente, veut au contraire maintenir et renforcer dans l'immédiat le principe de légalité, dans la confiance que c'est là en définitive le meilleur moyen, sans risquer l'anarchie, de réaliser au plus vite la société sans droit du communisme futur.

Peut-on déterminer quels sont, dans l'U.R.S.S., les partisans de l'une et l'autre de ces politiques ?

John Hazard a, à ce sujet, une opinion : il pense que les juristes sont en faveur de la seconde politique, tandis que la première aurait la faveur des dirigeants politiques et notamment de N. S. Khrushchev. Émise par lui à un congrès de l'Association internationale des sciences juridiques à Varsovie, en septembre 1958, cette opinion a été vivement combattue par le président de la section Économie et droit de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S., P. S. Romaškin, lequel semble y avoir vu une manœuvre perfide pour opposer juristes et hommes politiques dans l'U.R.S.S. John Hazard n'avait certes pas cette arrière-pensée et son opinion était pure de toute visée politique. Je doute cependant que son opinion soit fondée, et je serais prêt, pour ma part, à me ranger à l'opinion du professeur Romaškin.

J. N. Hazard part de l'idée que les juristes croient au droit, et il en déduit qu'ils sont plus attachés au droit que les autres citoyens, non juristes, et que les dirigeants en particulier. La chose est peut-être vraie dans nos pays, où le droit jouit d'un prestige considérable. Je doute qu'il en soit de même dans l'U.R.S.S., où le droit a cessé d'être considéré comme un « fétiche », et où il n'est plus regardé que comme

¹³ A. Pekelis, *Law and Social Action*, 1950 ; W. Gellhorn, *Individual freedom and governmental restraints*, 1956.

un instrument au service de la politique. Le juriste communiste est communiste avant d'être juriste ; il ne met pas sur le même plan le droit et ses convictions politiques ; le premier n'est que le cadre de son activité professionnelle ; les secondes sont sa foi et sa philosophie de la vie. Ce qui compte pour lui, c'est la société communiste de demain, dans laquelle il sait, ou croit, qu'il n'y aura plus de droit. Tous ses efforts visent à permettre la réalisation de cette société, et la seule question est pour lui, comme pour les communistes non juristes, de reconnaître quelle est la meilleure voie pour y parvenir. Le droit n'est là, il le croit, que pour une période transitoire. Si on le garde et s'il le cultive, ce n'est pas que le droit ait une valeur en soi ; les juristes sont les premiers à ne pas croire au droit comme tel.

Je ne vois aucune raison pour opposer les juristes, communistes, aux dirigeants politiques, également communistes. Les faits ne me semblent pas établir une telle opposition. Parmi les juristes nous voyons des partisans aussi bien que des adversaires du droit économique. Ce sont les dirigeants qui, avec Staline, mettent fin aux spéculations de Pašukanis et qui établissent et renforcent sans cesse la légalité socialiste. Si les juristes doivent aimer le droit, qui constitue la base de leur activité professionnelle, pourquoi les dirigeants n'aimeraient-ils pas l'État, qu'ils sont appelés à gouverner ? On sait combien le pouvoir donne de jouissance à ceux qui l'exercent ; il est permis de penser que, s'il y a des gens qui ne doivent pas avoir de hâte de voir dépérir État et droit, les deux choses étant indissolublement liées dans l'optique communiste, ces gens devraient bien être les dirigeants politiques plutôt que les juristes ! Je ne suis pas prêt, toutefois, à renverser la position prise par John Hazard, et crois que pour les dirigeants soviétiques comme pour les juristes le seul problème qui se pose est de savoir comment obtenir de la manière la plus sûre, et la plus rapide, le dépérissement de l'État et du droit qu'implique la réalisation d'une société communiste.

A cette question, il me semble que jusqu'à présent la réponse faite par les uns et par les autres est concordante et que cette réponse n'est pas douteuse : c'est la voie en apparence la plus longue qui, aux uns et aux autres, apparaît comme étant la plus sûre et comme devant être en fin de compte la plus rapide.

Le principe de légalité n'est pas abandonné dans l'U.R.S.S. Bien au contraire, nous avons noté différents développements qui manifestent le désir dans ce pays de renforcer la légalité et de combattre et éliminer l'arbitraire. C'est en faisant régner un ordre strict, générateur d'abondance économique et de discipline morale, que l'on compte réaliser, dans l'U.R.S.S., un état de choses et un état d'âmes tels qu'État et droit, après avoir exercé sur les citoyens le maximum de contrainte, deviendront de ce fait même inutiles et disparaîtront.

Telle étant l'attitude générale adoptée, cette politique ne s'oppose nullement à ce que, avec prudence, on tente certaines expériences, destinées peut-être à sonder le public, à établir le point de maturité auquel il est parvenu, à tenter aussi de lui donner par des moyens nouveaux l'éducation civique et morale qui est l'un des fondements nécessaires de la société communiste. Ces expériences constituent ou peuvent constituer, sans doute, des accrocs au principe de légalité, strictement conçu. Leur portée limitée ne doit pas être perdue de vue, cependant. Il est difficile de prétendre, à les considérer, que deux politiques contradictoires soient menées de front dans l'U.R.S.S. Des expériences de portée limitée peuvent bien avoir lieu. La doctrine soviétique n'a pas changé ; elle est et demeure, comme au temps de Staline, que le droit ne doit pas dépérir par degrés ni immédiatement. Il dépérira le moment venu. Une seule politique a actuellement, comme dans les années passées, la faveur des dirigeants : c'est celle qui affirme dans l'U.R.S.S. le principe de légalité.

René DAVID.

L'ŒUVRE DE CONSERVATION ET DE RESTAURATION DES ÉDIFICES RELIGIEUX EN RUSSIE

De nombreux édifices religieux ont été restaurés ces dernières années en U.R.S.S. par les ateliers de l'Académie d'architecture¹. La somme considérable de travail et de science déployée honore ceux qui ont ainsi sauvé de la ruine un grand nombre de précieuses fleurs de pierre.

Pour certaines églises, il s'agit même d'une véritable résurrection ; la coopération d'architectes, de critiques d'art, d'historiens, de peintres et de chimistes nous permet de voir aujourd'hui, dans leur état original, des œuvres que les siècles avaient complètement défigurées.

Ce travail est d'autant plus méritoire qu'il a un caractère désintéressé, le facteur « tourisme » n'intervenant qu'à un degré relativement faible pour cette catégorie de monuments. L'*Intourist* se montre peu soucieuse d'aiguiller vers eux les visiteurs étrangers à qui elle préfère montrer les réalisations récentes. Quant aux étrangers résidant en U.R.S.S. et les Russes eux-mêmes, à cause des difficultés de communications dans certaines régions et des déficiences de l'équipement hôtelier, ils sont, eux aussi, dans des conditions défavorables pour visiter ce patrimoine artistique.

Au x^e siècle, l'influence de Byzance marque l'architecture religieuse. Mais les églises construites dans ce soixante-septième évêché du patriarcat de Constantinople qu'était alors la Kiévie s'éloignent du schéma byzantin. On voit apparaître une quantité d'églises de physionomie particulière, où l'influence byzantine, adaptée aux exigences du climat, est moins évidente. Il en reste très peu et tout n'a pas été conservé de celles qui suivirent.

La pléiade d'édifices religieux bâtis de Jdan à Ščussev a été victime de l'acharnement des hommes et des éléments. Des invasions d'abord, favorisées par la configuration géographique de la Russie. Sous les coups des Petchenègues et des Khazars, puis des Tatars, qui sévirent jusqu'à la fin du xvi^e siècle, Kiev, qui comptait 200 000 habitants au xii^e siècle et qu'Adam de Brème appelait « l'émule de Constantinople », fut transformée en un champ de ruines. D'autres causes intervenant, les souverains s'installèrent plus au Nord, en Souzdalie. Un nouveau type d'église y fut élaboré. Ces constructions nous séduisent aujourd'hui par l'eurythmie de leurs lignes. Les Tatars en détruisirent un grand nombre. De leur côté, les Polonais², les Baltes et les Suédois n'attendirent pas la déroute des hordes asiatiques pour commencer leur mise à sac. Puis, en 1812,

¹ Placée sous les auspices du Ministère de la Culture.

² Les Polonais détruisirent 150 églises et 12 couvents dans la seule ville d'Uglič au début du xvii^e siècle.

les Français furent la cause de nouvelles ruines. Si leur responsabilité dans l'incendie de Moscou n'est pas encore clairement définie³, elle l'est pour beaucoup de déprédations dues aux exigences de la guerre, et, ce qui est bien pis, des actes de vandalisme pur. L'ordre donné par Napoléon de détruire à coups de canon l'église de la Protection de la Vierge sur la Place Rouge ne fut heureusement pas exécuté, mais, lors de sa visite à l'abbaye du Novodivitchi, où il avait voulu loger son intendance, l'empereur fit effectivement démolir une intéressante petite église du xvi^e siècle, sise hors les murs. En outre, au moment de la retraite, les « Riz-pain-sel » minèrent la principale église du couvent. Le comportement héroïque de quelques religieuses qui éteignirent à temps les mèches, évita de justesse la catastrophe. Le monastère de Saint-Jean-Baptiste fut complètement détruit et des dégradations inutiles furent perpétrées dans d'autres monastères affectés au Service de Santé ou au Train. La liste des méfaits est longue. Le Kremlin fut le plus défigurés des monuments après le départ des Armées : la fameuse « zvonica »⁴ n'était que ruine, et plusieurs tours avaient été éventrées par les mines. Enfin, le sacrilège s'en mêla. La collégiale de l'Archange Saint-Michel, le « Saint-Denis » des tsars, ne fut pas épargnée et servit d'entrepôt pour les vivres, tandis que ses absides devenaient cuisines impériales. Au départ de la Grande Armée, le vin coulant des barriques défoncées formait dans l'église un véritable lac.

Malgré ces multiples actes de vandalisme, perpétrés de sang-froid, les Russes n'interdirent pas de prononcer le nom de l'empereur⁵, contrairement aux Éphésiens qui avaient décrété la peine de mort pour quiconque prononcerait le nom d'Érostrate, l'incendiaire du fameux temple d'Éphèse⁶.

Le feu n'attendit pas toujours d'être allumé par les hommes pour dévorer les agglomérations, et spécialement Moscou. Les chroniques relatent la fréquence de ce fléau, favorisé par l'utilisation massive du bois comme matériau de construction, souvent même pour les églises et les palais. D'autre part, la rigueur du climat et la compressibilité générale du sol font qu'il est difficile de trouver des assises fermes pour asseoir solidement les constructions, ce qui a provoqué de tout temps des affaissements, lézardes et autres préjudices aux édifices.

Des réparations importantes furent souvent nécessaires. Dans bien des cas, le goût qui sévissait, à l'époque des travaux, inspira les réparateurs, et il en résulta une altération de l'aspect initial de l'édifice, quand ce ne fut pas une métamorphose complète. Il arriva même que l'on n'attendit pas l'occasion d'un incendie pour « rhabiller » à la nouvelle mode une église jugée désuète⁷.

³ Il y a une dizaine d'années, les manuels d'histoire en usage dans les écoles attribuaient l'incendie aux Russes et exaltaient ce sacrifice. Par la suite, les « barbares français » furent inculpés de la dévastation de Moscou par les flammes. Aujourd'hui, on s'abstient de trancher la question.

⁴ Clocher en forme de mur percé de baies où sont suspendues les cloches.

⁵ Napoléon est aujourd'hui le nom d'un gâteau vendu notamment dans un restaurant situé précisément près de l'endroit par où l'empereur pénétra dans Moscou.

⁶ Quand les Russes s'emparèrent à leur tour de Paris, ils n'y détruisirent absolument rien. Bien mieux, c'est à l'empereur Alexandre I^{er} qu'on doit la conservation de la colonne Vendôme que le peuple voulait abattre. Le régiment Semenovskij la protégea. Et, magnanime, le tsar laissa au Louvre des trésors conquis par Napoléon, déclarant : « Réunis à Paris, ils seront plus faciles à visiter. »

⁷ Il en fut de même en France. A peu près à la même époque, il était de bon ton de dénigrer le « petit goût » médiéval : Molière exaltant la chapelle du Val-de-Grâce condamnait le « fade goût des ornements gothiques », et Colbert léguait à l'église Saint-Eustache une somme considérable pour remplacer son portail dont le « goût barbare choquait les yeux ». Rien qu'à Paris, combien de mer-

Cela se pratiqua beaucoup, surtout au XVIII^e siècle. Mais, souvent, la lente détérioration de l'église, spécialement des parties hautes, exigeait que l'on prit des mesures pour empêcher l'infiltration des eaux. Une pratique courante consista alors à placer sur l'extrados de voûtes⁸ qui avaient cessé d'être étanches une lourde toiture à quatre rampants dissimulant les corniches, la base des « cous »⁹ et toute l'anatomie de la partie supérieure¹⁰. Le charme des vieilles églises russes réside pour une très grande part dans l'originalité de leur système de couverture. C'est pourquoi, aujourd'hui, beaucoup se présentent sous la forme d'un cube écrasé par une toiture pyramidale du sommet de laquelle émergent cinq cylindres (parfois un seul) cimés de bulbes rouillés. Le Diable boiteux de Lesage qui soulevait les toits aurait fort à faire et montrerait des merveilles.

Un autre fléau fut l'agrandissement des églises dont les dimensions étaient devenues insuffisantes pour le nombre des paroissiens. Beaucoup furent incorporées dans une plus vaste construction ou alourdies de dépendances édifiées dans un style différent.

* * *

La conservation des monuments était d'abord assurée par les administrations diocésaines. La Commission impériale fut créée vers 1860. La sauvegarde et l'entretien des édifices religieux et autres ayant un caractère artistique lui incombait. Elle intervenait surtout à la requête du clergé utilisant ces églises ; elle sauva des temples que ce dernier, en ignorant la valeur, voulait abattre.

Les journées insurrectionnelles de 1917 n'endommagèrent pas trop le patrimoine artistique de la Russie. Certes, les tirs d'artillerie dégradèrent quelque peu les églises du Kremlin lors du siège et de la prise de celui-ci. Même si, selon saint Tikhon de Zadonsk, « ce n'est pas avec des dons matériels qu'on trouve grâce auprès d'un Dieu immatériel », le Patriarche du même nom en tira argument lorsqu'il lança l'anathème contre le nouveau pouvoir. A Iaroslav, un certain nombre d'églises souffrirent au cours des opérations militaires, mais, dans l'ensemble, ce ne fut pas grave. La réaction populaire ne se dirigea pas contre les édifices religieux et les cas d'incendie ou de démolition dans la fièvre de l'émeute furent excessivement rares.

Parvenu au pouvoir, Lénine ne fit pas raser les murs du Kremlin au son des flûtes comme Lysandre avait fait abattre ceux du Pirée. On le vit au contraire donner personnellement des instructions pour la réparation de l'horloge de la tour du Sauveur, et s'adresser en ces termes au Commissaire du peuple Lunačarskij, celui-là même qui avait voulu démissionner lorsque lui était parvenue la fausse nouvelle de l'endommagement de l'église de la Protection de la Vierge, sur la Place Rouge : « Il est absolument indispensable¹¹ de déployer tous les efforts pour que ne tombent pas les piliers de notre culture, ou bien le prolétariat

veilleuses verrières et de jubés furent enlevés lorsqu'on procéda à l'« embellissement » de Saint-Merri, Saint-Médard, Saint-Nicolas-des-Champs, Saint-Séverin, et même Notre-Dame (cette dernière à l'occasion du vœu de Louis XIII), tandis que Bacarit était chargé de « moderniser » le chœur de Saint-Germain-l'Auxerrois, au grand dam des vitraux de cette église.

⁸ L'extrados des voûtes, recouvert d'écailles ou de plaques de tôle, servait directement de couverture, autrefois.

⁹ « Cou » : traduction du terme russe qui désigne les tambours des dômes de petit diamètre.

¹⁰ Des cas analogues ne sont d'ailleurs pas rares en France, Saint-Front de Périgueux, entre autres, dont les dômes fissurés avaient été au XVIII^e dissimulés sous de lourdes toitures.

¹¹ *Lénine et l'art et la culture*, 1938, p. 310.

ne nous ne le pardonnera pas... Nous devons avant tout protéger les musées¹². Le 3 octobre 1918 fut promulgué un décret du Conseil des Commissaires du peuple concernant « l'inventaire, l'enregistrement et la protection des monuments d'art du présent et du passé se trouvant en Russie », et une commission spéciale fut créée à cet effet, auprès du « Narkompros ».

Le 18 avril 1919, Lénine signa encore un décret organisant une « Académie d'Histoire de la culture russe »¹³. Par la suite, cependant, les églises subirent des dommages. Les difficultés intérieures, en effet, rendirent impossible l'entretien constant qu'exige la sévérité du climat. D'autre part, et malgré les ordres donnés, certaines subirent des dégradations. La Constituante, par sa loi du 13 février 1900, avait aboli les vœux et les ordres monastiques mais permis aux religieux de demeurer dans leurs monastères jusqu'à la fin de leurs jours, s'ils en exprimaient le désir. Ici, la sécularisation proclamée en 1918 devint effective à partir de 1922, et entraîna la dissolution des communautés. Ce fut pour beaucoup de monastères, dans l'enceinte desquels était concentrée une très grande part des richesses architecturales de la Russie, le début d'une lente décrépitude, quoique bon nombre d'entre eux aient été transformés en musée. En ville, des églises paroissiales devinrent logement, entrepôt, atelier ou bâtiments administratifs. D'autres furent transformées en club ou salle de cinéma, ce qui provoquera des mutilations intérieures. Il s'agissait, il est vrai, dans la majorité des cas, d'édifices n'ayant pas un caractère artistique reconnu. Quelques temples disparurent, dont les matériaux servirent à ériger d'autres bâtisses. « Fabrique de briques, selon le principe d'Illitch », disait-on couramment à l'époque.

L'attitude du Parti communiste envers toutes les religions¹⁴ aurait dû avoir pour corollaire la démolition des édifices culturels qui en constituent en somme la superstructure. Mais, très profondément enracinée, l'orthodoxie ne perdit pas sa vitalité. « Ce qui est vieux et périmé ne descend pas tout de suite au tombeau », a dit Herzen. Les communistes n'ont plus que la consolation de le citer.

D'autre part, Lénine, homme d'une réelle culture, n'agit pourtant pas comme l'empereur Che-Houang-Ti, qui faisait mettre à mort quiconque célébrait les choses faites sous les dynasties antérieures. « Nous sommes beaucoup trop iconoclastes, la beauté, il faut la conserver, la prendre pour modèle même si elle est vieille. Pourquoi se détourner d'une chose vraiment belle ? Pourquoi adorer ce qui est nouveau parce que c'est nouveau ? C'est de la sottise pure et simple ! » disait-il encore à Clara Zetkine. Jdanov répéta après Lénine « qu'être communiste n'implique pas le dédain et le refus de l'héritage du passé ». Et Gorki de célébrer « le caractère féérique et le charme envoûtant de l'architecture de la vieille Russie », et de souligner « le talent du peuple exprimé dans les constructions religieuses ».

Le 7 janvier 1924, un décret, suivi d'instructions spéciales du Narkompros, promulgué par le presidium du V.T.S.I.K. le 7 juillet de la même année, chargea les organes locaux du pouvoir soviétique de prendre désormais des mesures effectives pour la conservation des monuments d'architecture, à savoir : bâti-

¹² Les trésors de la couronne accumulés au Musée du Kremlin et, en général, toutes les choses précieuses, furent parfaitement conservées alors que la Convention ne fut pas capable d'empêcher le vol de joyaux de la couronne.

¹³ Devenue par la suite l'Institut Marat de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., une de ses tâches était la conservation scientifique des monuments du passé.

¹⁴ Des églises catholiques romaines de Moscou, celle des Polonais fut fermée et a été transformée. Celle des Français est encore ouverte mais a été affectée à la colonie polonaise de Moscou. L'église anglicane existe toujours, mais est fermée. Quant aux deux temples protestants, l'église du xvi^e a été démolie, tandis que l'autre du xix^e sert d'atelier de fabrication de films.

ments civils, ensembles fortifiés et édifices religieux. Leur destruction fut interdite, ainsi que leur transformation, leur remaniement ou l'addition de nouveaux bâtiments. Les kremlins, monastères, maisons de campagne et autres furent placés sous la protection de l'État avec tout le territoire occupé par eux. Toute destruction perpétrée par des particuliers ou des organismes était justiciable des articles 92, 102 et 107 du code pénal. Hélas, les moyens dont disposaient les organes qualifiés étaient limités et le temps continuait d'exercer ses ravages. Des travaux remarquables furent néanmoins exécutés, mais Lénine, l'inspirateur du décret, étant mort, une ère catastrophique pour les églises de Moscou débuta quelques années après, en 1928. Les monastères de l'Ascension et du Miracle, au Kremlin, et l'église de Saint-Parascève sur l'Okhotni Riad furent les premiers sacrifiés. Le « Plan quinquennal d'Athéisme » qui commença en 1932, ne fit qu'amplifier les destructions, elles dépassèrent le cadre de l'urbanisme qui était initialement leur prétexte. En 1933, la Basilique du Sauveur, construite en action de grâces pour la libération de 1812, qui, avec Saint-Isaac de Leningrad, était la plus grande église de Russie et l'une des plus riches, fut la principale victime¹⁵.

Pour orner Sainte-Sophie, Justinien avait fait dépouiller le temple de Diane. La pratique était courante autrefois. A Moscou, les marbres dont l'architecte Tone avait tapissé le Sauveur furent, dit-on, utilisés pour orner les premières stations de métro alors en construction¹⁶ tandis que l'emplacement de la basilique avait été affecté à la construction du Palais des Soviets¹⁷.

Malheureusement, le Sauveur ne fut pas la dernière victime : il faut ajouter à la liste Saint-Nicolas « Grande Croix », l'église de l'Ascension, chef-d'œuvre de Potapov, surnommée « la Rouge » à cause de sa couleur, et que Napoléon avait ordonné de protéger de l'incendie, Saint-Nicolas de Vorobine, Notre-Dame de Grebnev et le Sauveur dit « du bois de pins », la plus ancienne église du Kremlin. Des ensembles ne furent que partiellement amputés, le couvent Saint-Andronik, par exemple, perdit seulement son clocher, celui de Simonov une partie de ses églises et de son enceinte. Certains temples subirent simplement, comme une oblation, la perte des étages supérieurs de leur clocher ou leur dôme bulbeux. Notre-Dame de Kazan, Place Rouge, chef-d'œuvre du xvii^e siècle, que l'on venait de restaurer en la débarrassant de la décoration parasite dont on l'avait affublée au siècle suivant, fit partie des dernières charrettes de cette purge architecturale peu conforme à l'esprit du décret de Lénine. Au total, selon une estimation de 1936, 160 églises auraient été détruites à Moscou (en ajoutant le chiffre de celles qui ont été mutilées, ce sont donc près de 250 édifices religieux qui ont été supprimés en tant que monuments artistiques). Certes, les considérables travaux d'urbanisme effectués à Moscou justifiaient beaucoup de démolitions (Haussmann a plus d'une église sur la conscience). D'autre part, tous ces édifices

¹⁵ Nicolas I^{er} avait fait démolir une certaine église construite à une extrémité du Kremlin par l'Italien Alevisse pour la seule raison que cet édifice l'empêchait de voir la basilique du Sauveur alors en construction.

¹⁶ « Les ouvriers aussi ont droit aux colonnes corinthiennes », aurait dit un membre du gouvernement. Ils en eurent. Si l'on n'en tira pas du temple détruit où il n'y en avait pas, on en dispensa abondamment dans toutes les constructions de l'époque. Signalons en particulier de fort belles colonnes ioniques (ordre habituellement réservé aux églises des Saintes) dans le vestibule de la station de métro de la gare de Kursk, tandis que dans la station même, on retrouve des supports semblables à ceux du temple égyptien de Djozer.

¹⁷ L'édifice devait atteindre près de 450 mètres avec une statue gigantesque de Lénine à son sommet. Il ne put être édifié à cause de la nature défavorable du sous-sol, raison technique qui détermina finalement le creusement d'une piscine à sa place. Elle est aujourd'hui en cours d'achèvement.

n'avaient pas un caractère artistique. Cependant, l'emplacement de certains chefs-d'œuvre, rasés sans raisons impérieuses, demeure une cicatrice qu'il est difficile d'oublier malgré les squares qu'on y a installés. Mais le mal aurait pu être plus grand encore et certaines églises condamnées furent épargnées. Le célèbre historien de l'art Grabar obtint notamment la grâce de l'église de Tousles-Saints de Sokol. Dans presque toutes les villes, il y eut des démolitions, nécessitées par l'essor industriel dont le nouveau régime marqua le signal. Des ensembles furent engloutis sous les eaux, tel le monastère Pokrovski à Uglič ou celui de Kaliazin (dont le clocher seul émerge), noyés à la suite de l'élévation du niveau de la Volga due à la construction de l'usine hydro-électrique d'Uglič. Mais n'avons-nous pas chez nous le cas de Tignes ? Léninegrad, déjà bâtie sur un plan régulier, perdit peu d'édifices religieux. Il faut déplorer cependant la disparition de l'église de l'Apparition de la Vierge où avait coutume d'aller un savant célèbre, l'académicien Pavlov (lorsqu'il ne priait pas dans l'oratoire particulier que Staline lui avait fait construire...).

Le 10 août 1933, le Conseil des Commissaires du peuple de la R.S.F.S.R. et le V.T.S.I.K. avaient bien rappelé l'interdiction de démolir ou de remanier différentes catégories d'édifices, dont les monastères et les églises. Cette intervention était motivée, d'après M. Voronin, par certaines infractions à la législation sur la protection des monuments commises par les organes locaux. C'était implicitement reconnaître qu'il y avait des abus. Ces hécatombes suscitérent un mécontentement général. Il fut alors prescrit qu'en cas de démolition inévitable, des mensurations seraient faites et des photos prises. Des détails isolés pourraient être conservés.

Un admirable travail fut alors effectué par les spécialistes du Musée de l'Académie d'architecture de l'U.R.S.S. qui constituèrent une documentation photographique d'une valeur considérable¹⁸.

Enfin, le 10 février 1934, un décret fut promulgué, qui astreignait les organisations réclamant une démolition à payer les dépenses occasionnées par l'activité du Musée d'architecture.

Vint la guerre qui porta un coup très dur au patrimoine artistique russe. Les Allemands endommagèrent beaucoup d'édifices à Novgorod, Pskov et Léninegrad¹⁹. La célèbre abbaye de la Nouvelle Jérusalem, édifiée en grande partie par le patriarche Nikon au XVII^e siècle, fut, sans raisons militaires, mutilée de façon barbare. Et à Kiev, si Sainte-Sophie, précieux témoin de la première étape de l'art religieux de la Russie fut épargnée, l'Assomption du Monastère des Grottes a été sauvagement dynamitée. La situation de l'Église s'améliora de façon notoire après la guerre. La prospérité matérielle du clergé lui permit de consacrer d'importantes sommes à l'entretien des églises en possession desquelles il restait. Aujourd'hui, aucun des nombreux temples ouverts au culte en U.R.S.S. ne fait songer à la pauvre église de Sinkovd, dont parle Tchekhov, bien que le mauvais goût règne parfois.

Le 14 octobre 1948, le Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. promulgua un décret spécial, signé par Staline, qui transférait la protection des monuments aux Conseils des Ministres des Républiques autonomes, aux comités exécutifs des soviets des territoires, régions, villes, districts et villages intéressés. Grâce aux efforts conjugués du Comité des arts et du Comité des institutions culturelles, le

¹⁸ On peut voir dans l'enceinte du monastère de Notre-Dame-du-Don, placées contre les murailles, des sculptures provenant du Sauveur et des décors de diverses églises détruites, dont un de Kaljazin.

¹⁹ Les régions de Lvov, Drogoubyč, Tarnopol et autres parties de l'Ukraine occidentale et les alentours de Poltava, Odessa et Kharkov furent également très éprouvées.

recensement et la photographie de tous les monuments historiques, ou ayant un caractère artistique, purent être menés à bonne fin. Là où ils étaient nombreux, des ateliers de restauration furent fondés. Dans tout le pays, des travaux d'une grande ampleur et d'un rythme sans précédent furent entrepris.

Les monuments protégés furent, en fonction de leur valeur historique et artistique, classés dans deux catégories. Ceux de la première catégorie, correspondant aux œuvres de renommée mondiale, furent placés sous la protection de l'État fédéral. Ceux du deuxième groupe relèvent des organes locaux. Les édifices du premier ne peuvent être utilisés que comme musées ou dépôts d'objets précieux, à moins qu'ils ne soient affectés au culte. En revanche, ceux de la deuxième catégorie peuvent être employés à des fins utilitaires mais seulement dans des conditions qui garantissent leur parfaite conservation.

Ces monuments furent flanqués de « postes de surveillance » chargés de veiller à l'application de ces règles et formés d'étudiants, d'élèves des écoles secondaires, et de particuliers. L'occupant doit surveiller les fissures éventuelles apparues dans les murs ou dans les voûtes, en contrôler l'évolution au moyen de repères et, en cas d'aggravation, prévenir les organes responsables. Il est notamment interdit de faire des installations électriques susceptibles de détériorer les fresques qui pourraient être dissimulées sous les enduits des murs.

* * *

Malgré les épreuves subies au cours de dix siècles par le patrimoine architectural russe, les églises foisonnent encore de nos jours en U.R.S.S. et notamment à Moscou. Il suffit, pour s'en convaincre, d'admirer le panorama de la ville depuis les ponts du Kremlin ou de Crimée, ou bien en se plaçant près de la gare de Riga ou dans le couvent Simonov, on verra de ce dernier tous les couvents fortifiés qui formaient autrefois une ceinture défensive autour de la capitale. Depuis le pont de chemin de fer qui se trouve près de la gare de Riga, on aperçoit quatre églises qui sont toutes assidûment fréquentées par les fidèles, et du pont de Crimée, on peut en voir six.

S'il n'y eut jamais « quarante fois quarante » églises à Moscou, comme l'assure la légende, il y en eut cependant beaucoup. En 1913, on en comptait près de 380 (478 en ajoutant les chapelles privées et oratoires divers). Aujourd'hui, il en subsiste plus de 200. Parmi elles, une cinquantaine dans lesquelles se presse la foule des croyants, environ 70 bien conservées devenues musées, sièges d'organismes ou fermées. Les cent autres, plus ou moins mutilées, parfois méconnaissables, sont affectées à des usages divers.

Pour mesurer l'ampleur du travail effectué par les ateliers de restauration, il convient de ne pas oublier l'état dans lequel se trouvaient les églises survivantes. Certaines, abandonnées depuis longtemps, ressemblaient un peu à la cathédrale d'Orléans au XI^e siècle, dont le chroniqueur Helgaud disait « qu'on y pouvait mieux voir le ciel que la terre ». Mais celles qui n'avaient pas subi de mutilations, et même celles dans lesquelles le culte n'avait jamais cessé d'être célébré avaient beaucoup souffert, comme cela a déjà été exposé, du seul fait du climat. D'autre part, un grand nombre d'édifices de la période post-pétroviennne avaient été érigés sans qu'il soit tenu compte du précepte de Philibert de l'Orme : « Ne pas bâtir sans avoir égard au pays où nous sommes. » Leur décoration à base d'enduits, de badigeons, et de stucs fragiles aurait eu besoin, pour être décente, d'un maquillage annuel. Cela était loin d'être le cas.

Aujourd'hui, l'activité des organes de conservation revêt un triple aspect : 1^o la réparation des églises simplement délabrées ou ayant subi des mutilations partielles ; 2^o la restauration, restituant à un édifice son aspect original ; 3^o la reconstruction d'églises partiellement ou totalement ruinées par l'envahisseur nazi.

QUELQUES CAS CONCRETS PARMI LES RÉCENTES RESTAURATIONS MARQUANTES
LES PLUS RÉUSSIES*Saint-Triphon.*

L'église du « Grand Martyr » Triphon compte parmi les plus anciennes de Moscou. On l'a longtemps datée du milieu du *xvi^e* siècle. Cependant, selon M. David, l'auteur de sa restauration dont proviennent ces renseignements, on peut considérer qu'elle est beaucoup plus ancienne puisqu'une inscription trouvée sur la façade méridionale porte la date de l'an 7000 (1492).

La légende entoure la fondation de ce monument. La tradition l'attribue à un certain boyard Patrikiev, fauconnier d'Ivan IV « le Terrible », qui échappa miraculeusement à la colère de celui-ci. En réalité, Patrikiev eut affaire à Ivan III, mais la mémoire populaire confondit les deux Ivan et attribua le fait, déformé de surcroît, au « Terrible »²⁰.

À la fin du *xvii^e* siècle, l'église devait être très délabrée. La couverture d'écailles qui recouvrait ses voûtes avait beaucoup souffert. En particulier, un « antimins²¹ », donné en 1703, prouverait qu'on venait d'achever d'importantes réparations à cette époque. La présence de briques du *xvii^e* siècle, le « cou » octogonal à deux étages et la « tête » en forme d'oignon qui la surmontait, ainsi que d'autres détails laissent penser que c'est à ce moment qu'elle fut recouverte d'une toiture pyramidale.

Au *xix^e* siècle, les tribulations de l'église recommencèrent : en 1820, un narthex fut construit et des aménagements divers furent pratiqués, qui entraînèrent, entre autres méfaits, la disparition du portail « en forme de quille » remplacé par une porte sans caractère. En 1825, on ajouta, au sud, un « pridiël »²² consacré à saint Nicolas. En 1839, un clocher fut érigé ainsi qu'un second pridiël, au nord. Enfin, en 1890, débuta la construction, achevée cinq ans plus tard, d'une vaste église placée à l'ouest, due à l'architecte Zikov²³.

Sous le nouveau régime, cet édifice parasite fut démoli. En 1920, le professeur Suhov put ainsi étudier la vieille église, et il fit des constatations à la suite desquelles sa restauration fut envisagée. L'architecte Baranovskij l'examina de nouveau en 1927, et, plus tard, le professeur Topopov fit une reconstitution et

²⁰ L'anecdote a la vie dure, et récemment encore, une personne âgée interrogée dans le voisinage de Saint-Triphon ne manqua pas de rapporter ce trait. Elle se répandit en regrets sur la destruction de la « grande église », dans laquelle Triphon avait été enveloppé.

²¹ Couverture d'autel contenant des reliques.

²² Le « pridiël » (littéralement « construit auprès ») est typique dans les églises orthodoxes. De l'orientation de l'autel qui est impérative, il découle que l'architecture russe ignore les absides rayonnantes. Les chapelles secondaires sont obligatoirement placées parallèlement à l'église principale dont elles sont en général une réplique, mais de dimensions plus réduites.

²³ Son style est caractéristique de la deuxième moitié du *xix^e* siècle, pendant lequel diverses tentatives de retour aux sources furent faites. Les œuvres enfantées au cours de cette période peuvent être classées en trois catégories : d'une part, la copie intégrale, mais à une plus grande échelle, d'églises purement byzantines ; d'autre part, le *néo-xviii^e* et, enfin, la combinaison d'éléments empruntés à l'architecture russe des *xvi^e* et *xvii^e*, greffés sur un corps importé de Byzance. Certains constructeurs employèrent ces éléments avec discernement et surent, en les dosant judicieusement, réaliser des œuvres qui sont loin d'être dénuées de charme et d'intérêt. Šcussev, notamment, qui dans son œuvre religieuse employa en les régénérant des formes d'une plus haute époque. Mais tous n'eurent pas son talent.

commença la restauration du socle. Mais le travail avait débuté sur de fausses données et fut interrompu au premier stade.

En 1934, dans le but d'éviter à l'édifice une éventuelle démolition à cette époque de terreur pour les églises, le Musée historique confia à l'architecte David la mission d'étudier le déplacement de Triphon jusqu'au village de Kolomenskoe, non loin de Moscou. Baranovskij prit la suite vers 1936. C'est alors qu'à l'automne de cette année, on élimina la toiture métallique à quatre rampants qui coiffait l'église depuis le XVII^e siècle. Ses voûtes purent être examinées. Par la suite, les travaux incombèrent au Musée de l'Académie d'architecture qui s'occupa de consolider les voûtes, le projet de transfert ayant été abandonné, mais il ne termina pas la réparation générale.

C'est en automne 1941 que la Commission pour la protection des monuments d'architecture de l'Académie d'architecture de l'U.R.S.S., que dirigeait le professeur Suhov, décida de restituer à l'édifice son aspect initial. Cette délicate tâche fut de nouveau confiée à M. David, à qui l'on doit le joyau d'aujourd'hui.

L'édifice est couvert d'une voûte dite « en croix », création originale des maîtres moscovites, qui confère au monument un aspect particulier. En effet, si sa partie inférieure, jusqu'à la moulure, est en forme d'hexaèdre, le sommet des murs est en forme de trèfle, figure issue de trois cercles qui se coupent et ont leurs centres respectifs à chacun des sommets d'un triangle équilatéral. Pas de clocher, mais simplement une petite « zvonica » constituée par deux piliers soutenant une poutre à laquelle était suspendue la cloche. L'examen détaillé de Triphon révèle l'ingéniosité remarquable de son maître d'œuvre qui sut choisir des matériaux adaptés à leur fonction : pierre, brique ou céramique, selon le cas. Si l'on connaît le nom d'architectes d'une époque plus reculée, on ignore ici qui en fut l'auteur. Il réalisa en tous cas une œuvre modeste par ses dimensions, mais d'une sobre beauté qui satisferait Viollet-le-Duc. « Toute forme dont il est impossible d'expliquer la raison ne saurait être belle », écrivait celui-ci.

La Conception de Sainte-Anne.

L'église de la Conception de Sainte-Anne fut édifiée dans l'angle sud-est de l'enceinte de Kitaj-Gorod, non loin de la Moscova, probablement entre 1478 et 1493²⁴. Son emplacement lui valut d'être nommée par les chroniques « l'église de pierre blanche qui est dans le coin ». Cependant, à cause de ses fenêtres très semblables à celles des monuments construits au milieu du XVI^e siècle, on serait plus fondé de reporter à cette époque la construction de Sainte-Anne.

L'incendie qui dévasta Moscou en 1547 l'endommagea. On suppose qu'Ivan le Terrible fit refaire la partie supérieure. Au temps des Troubles, au début du XVII^e siècle, elle fut détériorée lors des combats contre les Polonais, qui furent particulièrement violents dans ce quartier de la ville. En 1617, le prince Pojarski, libérateur du pays, l'aurait fait réparer. On lui attribue même la construction d'un « pridiel » dédié au saint guerrier Minna.

Sainte-Anne fut endommagée par le grand incendie de 1626. C'est en tout cas à cette époque que l'on suréleva ses murailles de façon à réaliser un cube qui fut coiffé d'un toit pyramidal. Au cours de ce même siècle, fut également ajouté le « pridiel » de Sainte-Catherine, au nord, et une galerie entourant l'église sur trois côtés.

Elle était de nouveau très délabrée au siècle suivant. C'est alors que Prascovie Matveev, née Zamjatin, femme d'un marchand moscovite, la fit remettre en état

²⁴ Il apparaît dans les textes qu'il y eut une église à cette place, mais il peut s'agir d'un édifice en bois.



ou - Saint Anthype.



Moscou – Église de la Conception de Sainte Anne.



NOVGOROD – Église de Saint-Théodore Stratilate.



stov – Église de la Métropole.



Moscou – Kremlin, église de la Déposition de la Robe de la Vierge.

en 1752. Malheureusement, Prascovie, croyant bien faire les choses, commanda un clocher à la mode du jour. Cette tour à deux étages, particulièrement massive, flanquait l'édifice à l'ouest. Au XIX^e siècle, on acheva de défigurer Sainte-Anne par l'adjonction d'un autre « pridiel » méridional, étayé par de lourds contreforts, élevé en l'honneur des neufs martyrs de Cyzique.

En 1941, l'église était encore dans cet état. C'est alors que les monuments historiques s'y intéressèrent, et que Suhov en fit une reconstitution. Elle est notamment représentée avec deux rangées de « kokošnik » à la base du tambour. Enfin, des travaux furent entrepris, qui eurent pour résultat de lui restituer son beau visage primitif.

Sainte-Anne a des traits communs avec son aînée Triphon. Comme chez Triphon, deux passages seulement, pratiqués dans le mur est, conduisent du naos à l'abside. Également en croix, la voûte qui la recouvre, mais autrefois son « cou » n'était pas percé de baies. Il en est de même pour le « pridiel » sud, couvert encore, lui aussi, d'une voûte en croix. Toutefois, son chevet est plat. Le « pridiel » du nord, pareil par son plan à son homologue, est cependant couvert d'une voûte d'un type différent. Une galerie basse joint les « pridiels » en passant devant la façade occidentale. Il résulte de la conservation de ces additions postérieures qu'Anne du Coin n'a pas la même homogénéité que le temple attribué au boyard Patrikiev. Les « kokošnik » de la base du tambour d'Anne ne sont pas en forme de quille, comme ceux de Triphon, mais de demi-cercles. Ils s'harmonisent ainsi parfaitement avec le contour du sommet des murs. Et la présence de quelques ornements enrichit sa façade, conférant à cette si attachante église un caractère plus féminin.

Église de la Déposition de la Robe de la Vierge.

L'église de la « Déposition de la Robe de la Vierge » située à Moscou dans le Kremlin, dont elle est un des bijoux, a été bâtie de 1484 à 1486 par des maîtres pskovitains²⁵. C'est un édifice cubique, comportant une triple abside et une tête portée par quatre piliers.

L'incendie de 1737 l'abîma, à la suite de quoi Mičurin²⁶ la recouvrit d'une toiture à quatre pentes et affubla son « cou » d'un pot à feu baroque.

Elle demeura dans cet état jusqu'au jour où Lénine en personne²⁷ ordonna de prendre soin des bâtiments du Kremlin (il aurait même ordonné de cesser cette « Arakcheevisme » qui consistait à transformer les églises en casernes²⁸).

De 1920 à 1922, sous la direction de l'architecte Rylskij, l'église fut débarrassée d'additions fâcheuses faites au sud, et un portail ainsi que des fenêtres furent réparés. Plus tard, l'architecte Sukov refit les entrées occidentales et septentrionales. Enfin, en 1950, l'enlèvement du toit révéla l'élégance de ses « zakomars »²⁹ en forme de quille, et sa tête retrouva ses simples lignes primi-

²⁵ Sur l'emplacement d'une église plus ancienne construite en action de grâces pour le repli, dû à l'intervention de la Vierge, d'une horde tartare apparue le jour de cette fête devant Moscou et repartie aussitôt.

²⁶ Qui, par ailleurs, était un architecte de talent, auteur d'une série d'intéressants édifices de style baroque.

²⁷ Il participa d'ailleurs personnellement à un des samedis de travail volontaire organisés pour nettoyer le Kremlin.

²⁸ Cette intervention bénéfique fut peut-être trop tardive pour éviter la destruction du Sauveur au Bois de Pin et de l'Escalier Rouge. Sur l'emplacement de ce dernier s'élève aujourd'hui un bâtiment qui, par son style, constitue une regrettable fausse note entre le palais à facettes et l'église de l'Annonciation.

²⁹ « zakomar » : traduction extérieure des voûtes d'arêtes ou en berceau se présentant perpendiculairement au mur.

tives³⁰. On répara les voûtes et, en 1956, l'église avait retrouvé sa décoration raffinée, témoin du goût parfait des maîtres russes, ses bâtisseurs. Celui-ci n'est-il pas exprimé tout entier dans cette prescription d'un vieux cahier des charges concernant une église en bois : « Tailler en hauteur autant que la mesure et la beauté le diront » ?

Saint-Anthype.

L'église dédiée à saint Anthype de Pergame se trouve tout près du musée fondé par l'empereur Alexandre III, aujourd'hui musée Pouchkine.

Elle aurait été élevée au milieu du xvi^e siècle par Grégoire Lukianovič Bielski, chef des écuries du tsar Ivan IV. C'était une des plus importantes fonctions de la Cour où Bielski devait d'ailleurs s'illustrer par la suite, sous le pseudonyme de Maljuta Skuratov, au poste de grand chef de la police spéciale du « Terrible ».

L'église qui lui est attribuée n'était qu'une simple paroisse. Elle souffrit déjà au cours de l'invasion polonaise. Quelques années après, en 1629, un incendie l'endommagea tellement qu'elle dut être reconsacrée, après les réparations, en 1630. C'est sans doute à cette époque qu'elle fut coiffée d'une toiture pyramidale du sommet de laquelle son « cou », lui-même altéré, surgissait, portant une tête de forme bulbeuse. Au cours du xvii^e siècle, au sud, un « pridiel » consacré à saint Nicolas fut ajouté, et de nouveau modifié en 1739. Vers 1790, une église, dédiée à saint Jean-Baptiste, fut bâtie au nord, dont l'architecte est peut-être le célèbre Starov. On apercevait une galerie contre les façades occidentales des trois édifices tandis qu'un clocher, placé dans l'axe, complétait la métamorphose de l'édifice.

En 1940, M. David en fit une reconstitution, qui invita l'Atelier central de restauration scientifique de l'Académie d'architecture de l'U.R.S.S. à la restaurer. Commencés en 1950 sous la direction de M. David, les travaux consistèrent, comme pour beaucoup d'autres églises, à débarrasser tout d'abord Anthype des éléments qui la défiguraient. C'est alors qu'on entreprit de lui redonner son aspect primitif.

La restauration de l'église du Précurseur et celle du clocher sont envisagées. En revanche, le « pridiel » Saint-Nicolas, aujourd'hui sans valeur artistique, serait démoli, ce qui aurait pour avantage de rendre visibles le flanc méridional et le chevet d'Anthype.

Pour l'heure, seule la partie supérieure de l'église est livrée à notre admiration et il est hélas impossible de profiter pleinement des fruits de l'un des plus remarquables travaux de restauration exécutés en U.R.S.S.

Saint-Nicétas « derrière la Iaouza ».

Le mont des Tailleurs dominait autrefois le confluent de la Iaouza et de la Moscova. Aujourd'hui, un gigantesque gratte-ciel en forme d'équerre l'enveloppe et le dissimule partiellement. Mais un des plus intéressants ensembles de Moscou couronne encore son extrémité septentrionale. Ce petit complexe se compose d'une église consacrée au martyr saint Nikita, de deux « pridiels », de salles et d'un clocher.

Il y avait déjà en cet endroit, au début du xvi^e siècle, peut-être même avant, une église de pierre, placée sur un « podklet ». Un ouragan en abattit, en 1533, la partie supérieure. A la fin du siècle, un boyard, Gudunov, oncle de celui qui devait devenir tsar, entreprit la construction d'un nouveau temple, terminé en 1595, en utilisant la terrasse et une partie des murailles de l'ancienne église.

³⁰ Architecte : Petrov.

Vers le milieu du ^{xvii}e siècle, on y ajouta au nord un clocher, et en 1684, le « pridiel » méridional de l'Annonciation, précédé d'une longue salle rectangulaire.

Mais en 1740, un nommé Demidov entendit répandre ses bienfaits sur l'église. Il n'attendit pas l'occasion d'un incendie, mais il n'agit pas pour autant comme cet archevêque de Reims qui, au ^{xiii}e siècle, avait mis le feu à sa cathédrale afin de pouvoir en rebâtir une nouvelle d'un style différent.

Saint-Nicétas fut ainsi habillé dans le goût de l'époque, et les Demidov firent largement les choses. On prodigua frénétiquement pilastres, bulbillons et volutes. Il en résulta que les constructions de style purement russe, dont la décoration était adaptée au climat, furent escamotées. Une tour-lanterne octogonale fut élevée sur l'église principale, qui fut précédée d'un narthex, tandis que des toitures hémisphériques dissimulaient les « kokošniki » et les « cous ». Ces derniers furent surmontés d'appendices cimés de têtes aux formes compliquées. Des frontons arrondis furent greffés de-ci de-là sur la partie supérieure des murs gouttereaux. Enfin, on badigeonna tout de diverses couleurs, décoration peu rationnelle en Moscovie où sa fragilité exige de fréquents remaquillages. L'intérieur ne fut pas épargné et des iconostases neufs remplacèrent le mobilier du ^{xvii}e siècle.

En 1872, l'ensemble s'augmenta d'un « pridiel » placé sous l'invocation de sainte Olga, que l'architecte Popov éleva au nord. Bâti dans le style du ^{xvii}e siècle, ce pastiche n'est pas dénué d'intérêt. Enfin, un perron fut plaqué à l'ouest de Saint-Nicétas.

Lors des combats de 1917, la colline servit de position d'artillerie. De là, les pièces rouges bombardaient le Kremlin. L'église y perdit ses vitres mais conserva son déguisement. Par la suite, l'Atelier central de restauration scientifique de l'Académie d'architecture de l'U.R.S.S. n'oublia pas Nicétas qui, en 1936, fut débarrassé de son travesti. Enfin, sa restauration fut décidée. Les travaux commencèrent en 1957.

Il fallut refaire la partie supérieure de la voûte en croix qui avait été mutilée en 1740 lorsqu'on avait substitué une tour-lanterne d'un diamètre supérieur au « cou » percé de quatre baies qui surmontait primitivement Nicétas. Si l'église, à l'instar de presque toutes les églises que nous venons de voir, est aussi couverte d'une voûte en croix, elle les surpasse par la surface de son naos (8 m × 8 m). Ses fenêtres ont retrouvé leur forme première. Un exquis portail du ^{xvii}e siècle, orné de « dinki » (petits melons), avait été légué très mutilé ; il a été minutieusement réparé, et les parties manquantes refaites. Signalons également les « širinka », cadres carrés en briques, dans lesquels ont été enchâssés des carreaux de majolique aux couleurs vives. Placées à l'extérieur des murs, elles égayaient les façades d'une décoration originale qui avait l'avantage de résister aux intempéries. Elles ne sont aujourd'hui visibles que de l'intérieur des bâtiments qui enserrèrent Nicétas.

Les travaux³¹ s'achèvent actuellement, et c'est encore à M. David, responsable de cette tâche difficile, que Nicétas doit d'avoir retrouvé son charme d'antan.

Saint-Nicolas de Bolvanovka.

Saint-Nicolas de Bolvanovka fut bâti à l'orée du ^{xviii}e siècle (1702-1712), œuvre de Starsev, fils et petit-fils d'architecte. Cet édifice d'une remarquable élégance est un des représentants les plus parfaits du type de temples dont fut constellé Moscou au ^{xvii}e siècle.

³¹ Saint-Nicétas appartenant à la deuxième catégorie des monuments classés, il peut servir à des fins utilitaires à condition qu'il n'en résulte ni altération, ni dégradation. Un studio de Dialfilm y sera prochainement installé.

L'altération subie par Saint-Nicolas présente un aspect différent de celles que nous avons rencontrées jusqu'ici. On se contenta en effet, pour pallier à la perméabilité des voûtes, d'appliquer une terrasse en mortier sur les « kokošniki », ornements habituels de cette famille d'églises. Le ciment qui recouvrait leur partie supérieure atténuait la majeure partie de leur effet si original. En 1946, la restauration³² consista dans l'enlèvement de cette couverture parasite. Elle s'est accompagnée d'une réparation générale. Aujourd'hui, le chef-d'œuvre de Starsev a retrouvé son élégante silhouette.

* * *

Autre travail du même genre à mettre à l'actif des équipes de restauration, Saint-Nicolas dit de Bersenev, dont le cas identique vient d'être traité de la même façon.

* * *

Les cas concrets dont il vient d'être parlé ne représentent que quelques-uns des multiples travaux de restauration déjà effectués ou actuellement en cours à Moscou³³. On a aussi procédé, il est vrai, à quelques démolitions, mais qui n'affectaient que des églises sans valeur architecturale, comme par exemple Saint-Nicolas de la rue Ulianov, du xix^e siècle, d'ailleurs immédiatement remplacé par un immeuble ou le clocher de la Trinité « sous les feuilles » sur la Stretinka. En revanche, Notre-Dame de Kazan de la place Kalužskaja, construite par Kikitin dans le style byzantin, dont la suppression est prévue dans le plan d'aménagement, n'était pas dénuée d'intérêt.

La Direction principale du Ministère de la Culture n'est pas seule à veiller sur le patrimoine artistique de la Russie. Les particuliers s'associent efficacement à la surveillance et la presse reflète souvent l'intérêt que les Russes portent aux monuments du passé. Le plus bel ornement de la Place Rouge, l'église de la Protection de la Vierge, fut élevée sur l'ordre d'Ivan le Terrible, par l'architecte russe Postnik Jakovlevič Barma. C'est un monument d'une grande originalité, unique par sa disposition. Objet d'une importante réfection au xix^e siècle, il fut transformé, sous le nouveau régime, en musée. Il a été de plus, soigneusement réparé et ses environs aménagés : le déplacement du pont qui franchit la Moscova et la démolition des bâtisses qui pullulaient autour le mettent pleinement en valeur. Et dernièrement, l'enlèvement d'une partie des arbres qui l'entouraient a été déterminée, leurs racines risquant de causer des dommages aux fondations, comme l'avait signalé un lecteur dans une lettre publiée par un journal.

En province.

L'activité des ateliers de restauration ne se limite pas à Moscou, mais s'exerce encore dans d'autres régions de l'U.R.S.S. Comptes rendus de voyages et articles de journaux en apportent le témoignage, bien que l'ampleur du travail effectué ne soit pas toujours soulignée comme il conviendrait, ou parfois même passée sous silence. La commémoration des onze siècles de Novgorod a déclenché récemment un torrent d'éloquence, et passé sous silence l'immense œuvre d'art

³² Dirigé par M. Karpinski.

³³ L'extraordinaire église de la naissance de Notre-Dame de Poutinki, Sainte-Sophie, l'église de Fili, Saint-Nicolas de Pyji, Saint-Jean-le-Guerrier, Saint-Élie, Saint-Cosme-et-Damien, Saint-Clément, Pierre-et-Paul, etc. Des échafaudages entourent aujourd'hui : l'important ensemble du Couvent Vyssoko Petrovskij, rue Saint-Pierre, la Résurrection de Kadaši, Saint-Georges, l'église du Couvent Zaikonospaski, Saint-Nicétas de la rue Bauman, etc.

réalisée depuis la guerre dans cette cité. Du x^e siècle au xiv^e siècle, il y eut dans ses murs une merveilleuse floraison d'églises. Beaucoup plus sobres que leurs sœurs souzdaliennes écloses au xii^e et xiii^e siècle, parfois même d'un dépouillement absolu, elles n'en subjuguèrent pas moins par leur sévère beauté : « La parfaite parole n'est pas ornée », professait un empereur chinois. Leur attrait découle précisément de l'équilibre de leurs volumes et de la pureté de leurs lignes.

Au cours de son histoire, la grande ville de marchands souffrit tout spécialement des incursions baltes et suédoises. Ivan le Terrible la dévasta et pilla ses églises, notamment Sainte-Sophie, dont il fit emmener les portes. Enfin, pendant le dernier conflit, les Allemands s'acharnèrent cruellement sur elle. Si Sainte-Sophie et ses cloches furent sauvées, des dizaines d'autres furent très gravement endommagées ou détruites, dont le célèbre Sauveur de la Neredica. Actuellement, un travail considérable a déjà été fait, plus d'une vingtaine d'églises ont été rebâties et tout comme autrefois, Novgorod se recouvre d'un « blanc manteau d'églises ».

Par ailleurs, en 1958, le premier secrétaire du Parti de l'Oblast d'Astrakhan a mentionné lui-même, dans un article de presse, la restauration du Kremlin de cette ville, alors en cours.

*
* *

Les églises sont nombreuses à Jaroslavl, la « Florence du Nord », comme M. Ivanov, Directeur du Musée de Moscou, la dénomme dans son livre. La plus renommée, Saint-Jean-Baptiste de Toltchkovo, des dernières années du xvii^e siècle, est unique en Russie, non à cause du nombre de ses têtes, dépassé dans d'autres temples, mais du fait de leur disposition³⁴. Elles ont été récemment recouvertes d'écailles de cuivre doré d'un très bel effet et la restauration se poursuit. Quant au clocher, un des plus beaux de ce style, la presse a relaté qu'il avait, il y a quelque temps, une fâcheuse tendance à imiter la tour de Pise. Une habile opération dirigée par le candidat ès sciences techniques Haendel lui a fait retrouver la verticalité perdue.

L'année dernière également, un autre article fut consacré au Monastère de la Transfiguration du Sauveur, dont la restauration s'achevait. Ensemble architectural de prix, ce couvent s'honore de la découverte, faite au xviii^e siècle, d'un impérissable monument de la littérature russe : le « Dit de la Bande d'Igor ». Endommagée par les combats de 1918, l'abbaye a été soigneusement réparée par les ateliers de restauration de Jaroslav, dont l'activité, signalée par la revue *Ogoniok*, s'est encore déployée à Rostov.

Sise à environ 190 kilomètres de Moscou, Rostov « la Grande » constitue un ensemble célèbre dû en grande partie à la magnificence d'un de ses archevêques, Ioan Sissoevič, qui en fit élever, à la fin du xvii^e siècle, la majeure partie. La ville comprend la métropole et un grand nombre de monastères et d'églises.

Ponctuée par des tours, l'enceinte crénelée, comme une corbeille de fruits fantastiques, recèle des palais et des églises aux têtes vertes ou dorées. A ce groupe, se rattachent encore, bien que construites *extra muros*, une imposante cathédrale et une « zvonica » connue dans la Russie entière pour la beauté du son des cloches qu'elle abrite.

En 1820, ce magnifique ensemble faillit périr, un oukaz du consistoire de Jaroslavl ayant décrété la mise en vente de la métropole désaffectée. Heureusement sauvée par des amateurs d'art, elle fit l'objet d'importantes réparations à

³⁴ Ses quinze dômes de forme bulbeuse sont répartis en trois groupes de cinq : l'église principale en comporte cinq de grande dimension et il y en a cinq encore sur chacun des « pridiels » qui la flanquent.

la fin du siècle. Il y a quelques années, un ouragan la dévasta, qui décida de sa restauration, en 1953. On étudia scientifiquement, pour ce faire, près de 300 dessins, miniatures, photos, actes, pièces d'archives, chroniques et documents divers. La couleur même de la peinture utilisée au *xvii^e* siècle fut retrouvée dans de vieilles notes. C'est alors que M. Banigue commença le projet de restauration, et qu'ensuite, débutèrent les travaux. Des maîtres spécialistes des toitures furent mandés de Carélie, pour la couverture des têtes des tours à l'aide d'écaillés de bois. Tant de labeur ne fut pas vain. En 1958, ce précieux ensemble vient de retrouver la splendeur d'il y a trois cents ans³⁵.

CONCLUSION

Les cas concrets qui viennent d'être cités permettent de mesurer l'ampleur et la qualité de la tâche accomplie. Mais son échelle n'est cependant pas à celle des besoins réels. La compétence et le dévouement des spécialistes, ainsi que l'allocation par l'État de crédits importants, ne peuvent empêcher de précieux monuments de s'acheminer lentement vers la ruine. Souhaitons que les moyens des ateliers de restauration soient décuplés afin qu'ils puissent conserver la totalité du patrimoine légué par le passé à la Russie d'aujourd'hui. La coexistence des œuvres des maîtres d'autrefois avec les réalisations actuelles n'est, en effet, nullement déplacée. Les bâtisseurs de la période post-révolutionnaire n'ont pas dédaigné de s'inspirer des éléments décoratifs élaborés au cours des siècles précédents. Le talentueux Šcussev, notamment, n'hésitait pas à emprunter des ornements à une église de la métropole de Rostov pour décorer la station de métro nommée « Place des Komsomols »³⁶.

Mais ce talentueux architecte n'est-il pas le trait d'union entre deux époques et le chef de file d'une lignée nouvelle de bâtisseurs qui savent aussi comprendre et conserver les monuments du passé ?

Jacques-René CANTOU.

Moscou, décembre 1960.

³⁵ Haut-lieu spirituel également, la Métropole dans laquelle vivait Dimitri, prélat maintenant canonisé, archevêque d'une ville où Jean l'Évangéliste apparut à saint Abraham et berceau de Serge, saint vénéré tout particulièrement par la foule qui se presse aujourd'hui encore dans les églises d'U.R.S.S.

³⁶ Après avoir mené à bien au début du *xx^e* siècle la difficile tâche de reconstruire presque complètement Saint-Basile d'Ovruč en Ukraine, Šcussev édifia plusieurs églises. Il bâtit l'une d'elles dans le fameux couvent de Počaev. A Moscou, il éleva l'oratoire de Marthe et Marie aux frais d'un membre de la famille du tsar Nicolas II. L'iconostase d'une chapelle de la Laure des Grottes à Kiev est aussi de lui.

Après 1917, Šcussev continua à œuvrer. On lui doit le mausolée de Lénine et Staline sur la Place Rouge ainsi que le tombeau du patriarche Serge dans la cathédrale patriarcale. L'auteur du mausolée réalisa une œuvre sobre, bien proportionnée, qui, par ses dimensions et la couleur du matériau, a le mérite considérable de s'intégrer à la muraille du Kremlin et de se fondre sans heurt à l'ensemble incomparable que constitue la Place Rouge. Il n'est que de songer à ce qui fut construit par ailleurs à cette époque ou d'examiner certains projets d'aménagement de cette place pour frémir rétrospectivement en pensant aux dangers auxquels elle échappa.

Certes, comme pour beaucoup d'autres, Šcussev dut parfois sacrifier à la pompe qui était de règle sous le règne de Staline. Mais les fautes de goût commises doivent être jugées avec indulgence dans un pays où l'artiste doit trop souvent compter avec les prescriptions du régime. Il n'en construisit pas moins des édifices présentant un très grand intérêt.

BIBLIOGRAPHIE SUR LA RESTAURATION DES MONUMENTS HISTORIQUES EN U.R.S.S.

Instrukcija o porjadke učeta, registraciji i restavracii, sodržanija i restavracii pamjatnikov arhitektury sostojaščih pod Gosudarstvennoj ohranoj (Instruction concernant le recensement, l'enregistrement, la restauration et les formes de la restauration des monuments architecturaux placés sous la protection de l'État), Moscou, 1949, 90 p.

Praktika restavracionnyh rabot (La pratique des travaux de restauration), recueil d'articles sous la direction scientifique de L. A. Kal'nig-Mihajlovskaja, avec une préface de Š. Ratii, Moscou, 1950.

A. I. CELIKOV, *Nekotorye voprosy metodiki restavracii pamjatnikov arhitektury Novgoroda i Pskova* (De certains problèmes de méthode dans la restauration des monuments architecturaux de Novgorod et Pskov), Moscou, 1954, 15 p.

A. OPOLOVNIKOV, *Opyt restavracii pamjatnikov derevjannogo zodčestva Karel's'koj A.S.S.S.R.* (L'expérience de restauration des monuments en bois de caractère historique dans la République socialiste soviétique de Carélie), Moscou, 1958, 19 p.

Pamjatniki kul'tury, issledovanie i restavracija (Les monuments de la culture, recherches et restauration), recueil de travaux publié par l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. (Naučno-metodičeskij sovet po ohrane pamjatnikov kul'tury), Moscou, 1959, 239 p.

Michel ALPATOV.

Moscou, février 1960.

LES JUIFS DE BOUKHARA

INTRODUCTION

Boukhara, capitale de l'ancien émirat du même nom, est situé entre les fleuves Amou-Daria et Syr-Daria. La Russie, l'Afghanistan et les Indes constituaient les frontières de son empire. Après la conquête russe de l'Asie Centrale (1866), Boukhara est devenu tributaire de la Russie et une grande partie de son territoire a été placée sous l'administration du gouvernement général du Turkestan russe (fondé en 1868). Aux temps anciens cette région appartenait à l'empire de Perse et de Bactriane. Elle avait été conquise par les Arabes au VIII^e siècle et Boukhara devint la capitale du Royaume Samanide au IX^e siècle. L'invasion mongole a dévasté la région au début du XIII^e siècle, mais à la fin du siècle suivant elle était prospère sous le règne de Tamerlan lorsque Samarkand était sa capitale.

Après la révolution russe de 1917, Boukhara est resté un émirat semi-indépendant jusqu'à la fuite de son dernier souverain, Mir Alim Khan (1910-1920). Son régime fut remplacé par la République Populaire de Boukhara (Bukharskaja Narodnaja Respublika) jusqu'à son intégration dans l'Union Soviétique en tant que République Populaire Soviétique de Boukhara (Bukharskaja Narodnaja Sovetskaja Respublika) en 1924. Vers la fin de 1924, celle-ci est devenue la région de Boukhara de la R.S.S. d'Azbekistan, avec la ville de Boukhara comme chef-lieu, tandis que la R.S.S. de Turkménistan et la R.S.S. de Tadjikistan absorbaient des portions de l'ancien émirat.

POPULATION ET LANGUES

L'expression Juif boukhariote ou Juif d'Asie Centrale est plus ou moins synonyme. Il englobe les Juifs qui parlent la langue tadjike, — un dialecte persan mélangé de turc qui est également employé par les tribus montagnardes indigènes et par d'importants groupes de la population urbaine aussi bien que par la plupart des habitants de la R.S.S. de Tadjikistan. Les Juifs indigènes de Boukhara ou Juifs de l'Asie Centrale sont appelés ainsi par opposition aux Juifs russes (admis à Boukhara depuis 1863) et aux Juifs réfugiés d'Europe Occidentale et d'Europe Centrale qui pendant la deuxième guerre mondiale ont pu se réfugier en Uzbekistan ou dans d'autres républiques de l'Asie Centrale.

La pauvreté des statistiques concernant les Juifs boukhariotes est due à l'absorption progressive des petites minorités nationales et des groupes religieux en Union Soviétique. Ainsi le recensement de 1926 a-t-il été le seul à faire état de la distribution des Juifs en groupes ethniques. Au contraire, le recensement de 1939 les comprend tous dans une seule communauté. Depuis ce moment-là aucune donnée supplémentaire n'a été fournie sur cette communauté.

Le nombre exact de Juifs iranophones est impossible à déterminer. La majeure partie habitait l'Iran, mais depuis, beaucoup ont émigré en Israël. Avant

la seconde guerre mondiale quelque 8 000 résidaient en Afghanistan et un nombre certainement plus important à Boukhara et dans l'ancien Turkestan russe¹.

Selon le voyageur du Moyen Age, Benjamin de Tudela, quelque 50 000 Juifs habitaient à Samarkand et environ 7 000 à Khiva (Khwarezm). Le Président Ben-Zvi fixe la population juive de Boukhara à 15 000 et celle de Samarkand à 12 000, au lendemain de la révolution russe de 1917². Vraisemblablement la majorité de ceux-ci était des Juifs indigènes. Selon le recensement russe de 1926, il y avait 18 868 Juifs indigènes en Asie Centrale, dont 10 000 environ près de Samarkand³; d'autres spécialistes estiment le nombre de Juifs boukhariotes à 30 000, dont 10 000 à Boukhara⁴. En plus, on trouvait, en 1926, 25 866 Juifs montagnards ou Judéo-Tats au Daghestan ou Caucase, qui parlaient le *tati*, un dialecte iranien. Quelques individus qui ont émigré de Derbent en Palestine avant la première guerre mondiale et peu après, habitent actuellement Israël⁵.

En 1926, les Juifs de l'Asie Centrale habitaient, pour la plupart, dans les villes (97,9 %). La majorité parlait leur propre langue (93,8 %) c'est-à-dire le tadjik et une minorité les différents dialectes turcs; ils possédaient également une assez bonne connaissance de l'hébreu. Le niveau de leur « littéracité » était étonnamment bas (24,2 %), comparé à celui des Juifs russes (72,3 %) ou à la moyenne nationale russe (39,6 %)⁶. Ceci s'explique par le fait que les garçons, en général, n'allaient plus en classe dès l'âge de huit ans, âge auquel ils commençaient à travailler avec leur père⁷. Il était rare qu'une jeune fille reçoive le moindre enseignement.

On trouve des Juifs boukhariotes dans les villes suivantes : dans la R.S.S. d'Uzbekistan : Andijan, Boukhara, Karši, Katta-Kurgan, Kermine, Kokand, Margelan, Namangan, Šahrisabz et Taškent; dans la R.S.S. de Tadjikistan : Gissar et Leninabad (ancien Hoğent); dans la R.S.S. de Turkménistan : Kelif et Kerki; dans la R.S.S. de Kirghizie : Oš; dans la R.S.S. de Kazakhstan : Čimkent, Ğambul (ancien Aulie-Ata), et Turkestan⁸.

ORIGINE

Joseph Wolff, qui a visité Boukhara en 1832 et 1844, rapporte que les Juifs boukhariotes prétendent être les descendants des Dix Tribus d'Israël⁹. Il ajoute que d'après une très ancienne tradition de Boukhara certaines des Dix Tribus se trouvent en Chine¹⁰. Cette opinion a été soutenue plus tard par plusieurs

¹ Itzhak Ben-Zvi, Président d'Israël; trad. de l'hébreu par Isaac A. Abbady, *The exiled and the redeemed*, Philadelphia, The Jewish Publication Society of America, 5718, 1957, p. 67.

² Ben-Zvi, *op. cit.*, pp. 89-91; extrait de l'ouvrage russe de S. L. Amintin-Shapiro, *The legal status of Jews in Central Asia*, Samarkand, 1931.

³ Cité par Baymirza Hayit, *Turkestan im XX. Jahrhundert*, Darmstadt, 1956, p. 217.

⁴ Julius Brutzkus, « Bukhara », *Encyclopaedia Judaica*, Berlin, vol. 4, 1929, col. 1126.

⁵ R. Loewenthal, « The Judeo-Tats in the Caucasus », *Historia Judaica*, New York, 14 : 1, Ap. 1952, pp. 61-82.

⁶ Frank Lorimer, *The population of the Soviet Union : history and prospects*, Genève, Société des Nations, 1946, table 23, p. 55; Ben-Zvi, *op. cit.*, p. 81.

⁷ Ben-Zvi, *op. cit.*, p. 84.

⁸ Brutzkus, *op. cit.*, col. 1126.

⁹ Wilhelm Bacher et Elkan N. Adler, « Bokhara », *The Jewish Encyclopedia*, vol. 3, New York et Londres, 1902, p. 292; Ben-Zvi, *op. cit.*, pp. 67 et 70.

¹⁰ Joseph Wolff, *Narrative of a mission to Bokhara in the years 1843-1845 to ascertain the fate of Colonel Stoddart and Captain Conolly*, 3^e édition, Londres, 1846, p. 11.

écrivains, mais réfutée d'une manière concluante par le fait que l'ancienne communauté juive à Kaifeng est arrivée en Chine par la mer entre les ix^e et x^e siècles. Toutefois, ceci n'exclut pas que certains individus originaires de Boukhara aient pu atteindre la Chine à une date ultérieure. On sait que quelques commerçants sont réellement arrivés en Chine par la route continentale¹¹ et que cinq familles juives de Boukhara se sont réellement installées à Kašgar au début de ce siècle¹².

Adler, qui a réuni quelque soixante-dix manuscrits hébreux et judéo-persans de Boukhara (1897), déclare que : « Leurs noms de famille prouvent que beaucoup (de Juifs boukhariotes) venaient de Perse via Merv et certains de Khiva¹³. » Selon une tradition des Juifs boukhariotes, le rétablissement de leur communauté aurait eu lieu au début du xiv^e siècle lorsqu'ils ont émigré de Perse¹⁴. Il semble peu vraisemblable que des Juifs installés dans le pays avant cette époque y aient pu survivre.

George Curzon, plus tard vice-roi des Indes, décrit les Juifs boukhariotes comme « un peuple d'une beauté singulière, doux de traits et bénin d'aspect »¹⁵. Jochelson en fait l'éloge : « Ils ont acquit une si bonne réputation par leur honnêteté et leur intégrité en affaires que les commerçants russes se fiaient aveuglément à eux¹⁶. »

S. Weissenberg, qui a pris les mesures anthropomorphiques de cent cinquante Juifs de Boukhara, de Samarkand et de Hérat, conclut qu'ils appartiennent, comme les Juifs du Caucase, à un type uniforme, proche de celui des Juifs persans mais plus brachycéphale¹⁷.

CONDITIONS SOCIALES ET MÉTIERS

Avant la Révolution d'Octobre les Juifs à Boukhara étaient traités en parias, ainsi que le confirment tous les voyageurs qui les ont rencontrés¹⁸. Ils vivaient dans des ghettos, tant par ordre des autorités que pour se protéger des fréquents déchaînements fanatiques des foules musulmanes. Cantonnés au ghetto, l'entrée dans la ville interdite après le coucher du soleil, il ne leur était pas permis de s'installer dans les nouveaux immeubles, même ceux qui se trouvaient à l'intérieur de leurs ghettos. Ils pouvaient réparer les synagogues déjà existantes, mais il leur était interdit d'en construire de nouvelles. Ils devaient hisser des chiffons au-dessus de leurs toits pour les distinguer des maisons musulmanes. Une maison juive devait être plus basse que celle d'un musulman et quand les marchands étaient accroupis dans leurs boutiques, seules leurs têtes et non leurs corps devaient être vus des clients musulmans. A certaines époques il leur était

¹¹ Anatol Safanov, « Bochara », *The Universal Jewish Encyclopedia*, vol. 2, New York, 1940, p. 444.

¹² N. Slousch, « Les Juifs à Boukhare », *Revue du Monde Musulman*, Paris, vol. 7, 1909, p. 402.

¹³ Bacher-Adler, *op. cit.*, pp. 295-297.

¹⁴ Ben-Zvi, *op. cit.*, p. 73.

¹⁵ George Curzon, *Russia in Central Asia in 1889 and the Anglo-Russian question*, Londres, 1889, p. 172.

¹⁶ Waldemar (Vladimir Il'ich) Jochelson, *Peoples of Asiatic Russia*, New York, The American Museum of Natural History, 1928, pp. 115-116.

¹⁷ S. Weissenberg, « Die zentralasiatischen Juden in anthropologischen Beziehung », *Mitteilungen der anthropologischen Gesellschaft in Wien*, Vienne, vol. 43, 3^e série, vol. 13, 1913, pp. 257-269 ; et « Die kaukasischen Juden in anthropologischer Beziehung », *Archiv für Anthropologie*, Braunschweig, vol. 36, 1909, pp. 237-245.

¹⁸ Ben-Zvi, *op. cit.*, pp. 85-88.

défendu de porter d'autres vêtements que des robes noires. Au lieu du turban habituel ils devaient porter un bonnet carré en calicot noir bordé d'astrakan et, au lieu de la ceinture, ils se serraient la taille d'une corde¹⁹ ; leurs crânes étaient rasés sauf de courtes pattes aux tempes. Les Juifs boukhariotes n'avaient pas le droit de monter un cheval ou un mulet. Ils étaient dispensés du service militaire, mais chaque adulte devait payer une capitation (*geziyah*). Le témoignage d'un Juif dans un procès musulman était inadmissible, même si le témoignage favorisait le plaideur musulman. D'autre part, les querelles de famille et les contestations provoquées par des dispositions testamentaires passaient en jugement uniquement devant le rabbin et sa cour religieuse (*Beth-Din*). Dans les cas touchant aux questions importantes d'ordre civil le percepteur principal et son délégué assistaient également la cour. Les décisions du rabbin étaient soutenues et mises en vigueur par le juge musulman (*qadi*) si nécessaire²⁰. Il existait de nombreuses autres restrictions humiliantes. Un seul avantage revenait aux Juifs ; aucun marchand d'esclaves n'enlevait de Juifs parce qu'aucun musulman n'aurait acheté un esclave juif²¹.

Jusqu'à l'arrivée des Russes, les Juifs boukhariotes, de même que leurs voisins musulmans, étaient polygames²². Dans leur foyer les femmes juives se mêlaient librement aux hommes, mais au dehors, elles s'habillaient comme les musulmanes et portaient le traditionnel voile de crin²³.

Le commerce a attiré les Juifs boukhariotes dans beaucoup de pays, les Indes, l'Afghanistan et la Chine, en plus des villes russes. Ils faisaient le commerce des tapis, des fourrures et de la soie ; ils cultivaient le coton, la vigne, le tabac et possédaient la majorité des teintureries ; enfin, certains d'entre eux étaient médecins ou pharmaciens²⁴.

RELIGION ET CULTURE

Deux synagogues de Boukhara ont plus de cinq cents ans²⁵. Les Juifs y suivaient les prescriptions talmudiques et faisaient leurs prières à la manière des Juifs persans. Joseph Maman de Tetouan, qui s'est installé à Boukhara en 1793, y a rénové la vie religieuse qui s'était sérieusement détériorée, et a introduit les livres de prière séphardiques²⁶.

Les Juifs avaient la plus grande terreur d'une conversion forcée à l'Islam, menace constante. On trouve cependant quelque cent familles de Juifs islamisés ou crypto-Juifs (Marranes), appelés localement *Čola* (*Čela*) ou *Djedidi* (de l'arabe *djedid* « neuf »), évitées aussi bien par les autres Juifs que par les musulmans. Autrefois ils ne se mariaient qu'avec des esclaves persanes, mais non avec d'autres musulmans²⁷. Aussi étonnant que cela puisse paraître, Wolff rapporte que les Juifs de Khiva se mariaient avec des musulmans, chaque partie gardant sa propre religion²⁸.

¹⁹ W. Jochelson, *op. cit.*, p. 116 ; Curzon, *op. cit.*, p. 172.

²⁰ Ben-Zvi, *op. cit.*, pp. 80 et 85-88.

²¹ W. Jochelson, *op. cit.*, p. 115.

²² Brutzkus, *op. cit.*, col. 1127.

²³ *Ibid.*, col. 1126 ; Jochelson, *op. cit.*, p. 116.

²⁴ Bacher-Adler, *op. cit.*, pp. 294 et 297 ; Safanov, *op. cit.*, p. 444.

²⁵ Bacher-Adler, *op. cit.*, p. 296 ; Safanov, *op. cit.*, p. 444.

²⁶ Brutzkus, *op. cit.*, col. 1127 ; Ben-Zvi, *op. cit.*, p. 75.

²⁷ Brutzkus, *op. cit.*, col. 1127 ; Safanov, *op. cit.*, p. 444 ; R. Loewenthal (trad. et éd.), « The Judeo-Muslim Marranos of Bukhara » (deux articles russes de 1922 et 1951), Washington, D.C., 1958, 13 p. (*Central Asian Collectanea*, n° 1).

²⁸ Wolff, *op. cit.*, p. 380.

Depuis la fin du ^{xviii}e siècle, les Juifs boukhariotes formaient leurs propres savants, poètes et traducteurs, afin de répandre la littérature judéo-persane en caractères hébraïques, qui n'a commencé à être connue en Europe qu'à la fin du ^{xix}e siècle. En 1893, ils établirent une colonie à Jérusalem, devenue depuis le centre de publications liturgiques et littéraires des Juifs iranophones. Elkan N. Adler a été le premier à rassembler une collection de manuscrits judéo-persans et Wilhelm Bacher le premier savant européen à les étudier. Il existe deux collections importantes de manuscrits judéo-persans : une au *Jewish Theological Seminary* de New York et une autre au Musée asiatique de Léninegrad²⁹.

En 1802 un échange de correspondance entre les Juifs de Boukhara et une communauté juive européenne de Šklov en Lithuanie établit un premier contact avec les Juifs occidentaux³⁰. En 1833, les Juifs de Boukhara et de Khiva furent autorisés à entrer en Russie pour des raisons de commerce et en 1844 ils purent assister aux foires de Nijni-Novgorod et d'Irkoutsk³¹.

Après la conquête par la Russie d'importantes parties de l'émirat de Boukhara (1863-1878), les conditions sociales des Juifs boukhariotes se sont grandement améliorées. En 1865 ils pouvaient devenir sujets russes³² et le gouvernement russe leur conféra le droit de « domicile » n'importe où en Russie, un privilège accordé seulement à une petite fraction de Juifs russes. Cependant les conditions devaient empirer sous le tsar Nicolas II et en 1899, le gouvernement de Saint-Pétersbourg prit envers les Juifs boukhariotes des mesures restrictives. Beaucoup d'entre eux furent déclarés « étrangers » et expulsés vers d'autres régions de l'Empire³³. « En 1911, un décret promulgué par le général Samsanov ordonnait à tous les Juifs domiciliés au Turkestan, hors des frontières de l'émirat, de retourner à Boukhara³⁴. »

La révolution de 1917 a provoqué d'abord des changements favorables en faveur des Juifs boukhariotes, mais dès 1921 l'*Evskekcija* (*Evrejskaja sekciya*, « section juive du Parti Communiste ») prenait en charge toutes les activités communales. L'hébreu était aboli en tant que langue nationale des Juifs boukhariotes en faveur du tadjik. Transcrite d'abord en caractères hébreux cette langue fut ensuite transcrite en caractères latins utilisés par les autres nationalités d'Asie Centrale³⁵.

On peut dire qu'à l'exception de quelques anciens membres de la communauté, les Juifs boukhariotes ont cessé d'exister en tant que communauté distincte et peuvent être considérés comme entièrement dénationalisés au point de vue de leur religion et de leur originalité ethnique.

Des Juifs boukhariotes sont parvenus en Palestine en 1868. En 1892, ils ont créé un quartier spécial à Jérusalem, connu sous le nom de Rehovoth, qui existe encore de nos jours. Avant le début de la première guerre mondiale cette communauté comptait quelque 1 500 membres. L'établissement du mandat palestinien, à la fin de la guerre, a provoqué un nouvel afflux et leur nombre atteint maintenant 2 500³⁶.

Rudolf LOEWENTHAL.

Washington, juin 1960.

²⁹ Bacher-Adler, *op. cit.*, p. 296 ; Safanov, *op. cit.*, p. 444.

³⁰ Ben-Zvi, *op. cit.*, p. 76 ; Brutzkus, *op. cit.*, col. 1127.

³¹ Safanov, *op. cit.*, p. 444.

³² *Ibid.*

³³ Brutzkus, *op. cit.*, col. 1127.

³⁴ Ben-Zvi, *op. cit.*, p. 76.

³⁵ *Ibid.*, pp. 79-80.

³⁶ Ben-Zvi, *op. cit.*, pp. 98 et 100.

LA SCIENCE ÉCONOMIQUE DANS LA GÉORGIE SOVIÉTIQUE

(1921 - 1961)*

Les chroniques de la Géorgie ancienne témoignent déjà d'un intérêt considérable pour les phénomènes économiques. Ces chroniques qui remontent au v^e siècle et sont d'une source précieuse sur l'histoire de la pensée économique géorgienne, n'ont malheureusement pas encore été suffisamment étudiées.

Quelques œuvres remarquables sont parvenues jusqu'à nous, qui éclairent les relations économiques dans la société féodale, et fournissent des données précises sur les recensements opérés par les autorités féodales en vue d'une étude statistique et économique du pays.

A en juger par les documents connus, le premier recensement géorgien remonte à la première moitié du vii^e siècle, lorsque fut « décrit le pays de la Karthalinie ». Les renseignements relatifs à ce recensement furent consignés dans la *Chronique de Sumbat, fils de David*¹ et dans *Les Annales de la Karthalinie*. Certains chapitres de cet ouvrage² représentent un véritable recensement du pays et non un simple relevé cadastral³. Il ne faut pas oublier que, selon la conception de l'époque, le cadastre n'était pas un état descriptif des terres, mais un relevé de la population imposable⁴.

Il existe de plus amples renseignements sur les recensements de la Géorgie au milieu du xiii^e siècle. Le chroniqueur rapporte que :

« ... l'on voulut recenser le pays... et... tous les habitants de ce royaume tombèrent dans une grande affliction, et l'on entreprit de recenser tout, de l'homme au bétail, y compris les champs, les vignobles, les jardins et les potagers⁵. »

On sait qu'au xvi^e siècle, suivant la tradition, des recensements étaient opérés presque systématiquement, à des intervalles plus ou moins espacés. Au xvii^e siècle, la population était recensée en Géorgie tous les sept ans. Ces

* Pour les titres géorgiens, nous avons adopté la translittération suivante : *th* = *θ* grec, *ph* = *φ* grec, *š* = *ш* russe, *c̄* = *ts*, *d̄* = *j* anglais, *ḡ* = *g* ukrainien, *č* = *ч* russe, *č̄* = *ch* anglais, *h* = *u*, *ž* = *z* russe, *q* = *k* velaire, *ž̄* = *dz*, *hh* = *x* russe.

¹ *Sumbath Davithisžis Kronika*, sous la rédaction de E. Takaišvili, Tbilisi, 1949, p. 61.

² Th. Žordania, *Kronikebi... (Chroniques)*, t. I, Tiflis, 1892, p. 69, « *Karthlis chkhovreba* ».

³ Voir Današia, *Pheodaluri revolutia Sakarthveloši (La révolution féodale en Géorgie)*, Tbilisi, 1934, pp. 79-80.

⁴ Bruns und Sachau, *Sirisch-Römisches Rechtsbuch aus dem fünften Jahrhundert*, Leipzig, 1880, pp. 286-290.

⁵ *Karthlis Chkhovreba (Chronique de la Karthalinie)*, t. I, pp. 386-387.

recensements se faisaient suivant des règles précises. Le pays était divisé en districts⁶; l'État procédait à ces opérations pour des raisons militaires et fiscales et les états étaient dressés en fonction de ces deux objectifs⁷.

Dans l'ancienne Géorgie « le recensement des paysans dépendait de la volonté du souverain » et quand ce dernier décidait d'y recourir, il fixait le nombre nécessaire de fonctionnaires. Les registres du recensement de la population ne faisaient pas mention de la « domesticité du seigneur, des veuves, des orphelins et des indigents, pas plus que des fonctionnaires ruraux, qui en étaient exemptés »⁸.

Ainsi, le recensement de la population était décidé par le prince et concernait principalement la classe imposable, celle des paysans. Cependant, des exceptions étaient admises. Les registres ne mentionnaient pas les personnes incapables de payer les tailles de l'État et autres charges et redevances, à savoir « les veuves, les orphelins et d'une manière générale, les indigents ». Parfois, les registres omettaient également la domesticité seigneuriale, c'est-à-dire les gens de maison, les fonctionnaires ruraux, qui, de ce fait, se trouvaient exemptés de toute charge.

L'étude des états de recensement, suivant les différentes rubriques, permettait d'observer les phénomènes économiques, d'établir entre eux une relation de cause à effet et d'en tirer certaines conclusions. Ce genre de documents s'appelait *Garigebis cigni* (du moins à partir du xiv^e siècle) et *Dasturlamali* (à partir du xvii^e siècle). Établi dans la première décennie du xviii^e siècle, le *Dasturlamali* de Wakhtang VI offre un excellent exemple de la systématisation d'économie financière dans la Géorgie féodale. En dehors d'ouvrages juridiques, des codes établis au Moyen Âge et des « Lois » de Wakhtang VI, monument unique, qui reflète dans des normes du droit, les rapports de production féodaux, — il convient de citer parmi les œuvres du xvii^e siècle parvenues jusqu'à nous *La description du royaume géorgien*, de Vahušti Bagrationi, — brillant spécimen d'une étude économique et géographique du pays.

Le xix^e siècle fut marqué par des changements fondamentaux, intervenus dans la vie administrative, culturelle et économique de notre pays.

À partir du rattachement de la Géorgie à la Russie, le gouvernement tsariste entreprend l'étude « militaire », « statistique », « financière », « démographique » et « économique » du pays, en recourant principalement aux descriptions dites camérales.

Les descriptions camérales jouaient en Transcaucasie le même rôle que les *Revizija* (« recensements ») en Russie, mais s'en distinguaient par leur caractère : certains détails y étaient omis, l'étude des divers objectifs revêtait un caractère plus général et les données obtenues n'étaient pas soumises à un contrôle et à une vérification aussi sévères⁹ qu'en Russie.

Un célèbre économiste russe de la première moitié du xix^e siècle, le ministre des Finances Kankrin, initiateur de la troisième description camérale en Géorgie et en Transcaucasie en 1830-1832, fut le premier à qualifier la Transcaucasie de

⁶ *Grusinskie krestjanskije gramoty* (Les chartes des paysans géorgiens), 1887, pp. 10-11.

⁷ *Sakartvelos ekonomiiuri istoria* (Histoire économique de la Géorgie), t. I, Tbilisi, 1930, p. 5.

⁸ *Sakartvelos žvelthagan de čveulebithad kartvel mephetha drotha šemoğebulni sđulni*, sous la direction de Gugušvili (Coutumes légalisées sous les rois géorgiens), *Mig. K.*, III, 1938, p. 90.

⁹ *Sel'skoe hozjajstvo i agrarnye otnošenija v Zakavkaz'e* (L'agriculture et les relations agraires en Transcaucasie), t. I, 1838, pp. 331-332, 515; t. II, 1950, p. 420.

« colonie de la Russie tsariste », définissant ainsi sa place dans les relations économiques avec la métropole. « Ce n'est pas sans raison que les provinces transcaucasiennes peuvent être qualifiées de colonie de la Russie, qui doit apporter à l'État de gros profits grâce à ses produits de pays chauds ¹⁰ ».

La politique économique du tsarisme en Transcaucasie était entièrement pénétrée de cette conception, qui évolua, bien entendue, par la suite, selon le développement économique de la métropole elle-même.

Des changements considérables dans l'étude économique de la Géorgie et de la Transcaucasie commencent à se manifester à partir des années 60 du XIX^e siècle. Jusque-là, l'on entendait par statistique l'ensemble de « toutes les données utiles », c'est-à-dire une documentation auxiliaire de la géographie politique. L'étude des documents rassemblés par la police locale concernant la situation statistique-économique du pays était faite par les fonctionnaires du « gouvernement », qui, dans la plupart des cas, étaient incompetents. Les descriptions statistiques-militaires des provinces transcaucasiennes, établies par les officiers de l'état-major général¹¹, méritaient une plus grande attention.

Un travail considérable a été accompli en vue d'étudier l'économie du pays, principalement ses ressources naturelles, par les organismes suivants, créés en 1850 : la « Société agricole caucasienne »¹² et la « Section caucasienne de la Société géographique russe », qui ont fonctionné jusqu'en 1917. Aux côtés des savants russes, des spécialistes du pays même participaient aux travaux de ces sociétés.

Conformément à la réglementation de l'étude statistique du pays, adoptée en Russie en 1860, G. D. Orbeliani, faisant fonction de gouverneur général du Caucase, y organisa des comités statistiques du « gouvernement » à des fins à la fois scientifiques et administratives ¹³.

En 1868 fut créé un comité statistique caucasien, chargé de l'étude statistique et économique du pays, étude fondée sur l'analyse des descriptions camérales et d'autres données fournies par l'administration du « gouvernement », les administrations locales, et par divers services économiques, etc.¹⁴. Ce comité statistique a fonctionné jusqu'à la révolution de 1917.

Les recensements, effectués dans certaines villes de Géorgie, en 1870-1890 (Tbilisi, Kutaïsi, Batumi, Čiatura) revêtent une importance particulière, ainsi que l'étude, poursuivie en 1883-1885, des conditions de vie des paysans d'état de Transcaucasie. L'étude statistique et économique du pays, ainsi que les travaux des organismes sus-mentionnés aboutirent à un recensement général de la population, opéré en 1897 dans tout l'Empire russe, y compris le Caucase. Une grande partie des matériaux fut publiée dans divers « recueils », « travaux », « bulletins », « annales », « documents », « almanachs » et autres publications périodiques et non périodiques de l'époque.

Si l'on ajoute les comptes rendus des divers départements et administrations, comités, directions, commissions, organismes sociaux et professionnels, entre-

¹⁰ II^o *Polnoe Sobranie Zakonov Rossijskoj Imperii* (Recueil complet des lois de l'Empire russe), t. II, n^o 1019, Saint-Pétersbourg, 1827, pp. 346-349.

¹¹ Voir P. V. Gugušvili, *Sakarthvelosa de Amierkavkasijs ekonomiiu ganvithareba XIX-XX S. S.* (Le développement économique de la Géorgie et de la Transcaucasie aux XIX^e-XX^e siècles), monographie, t. I, Tbilisi, 1949, pp. 669-701.

¹² L. Karbelashvili, *Sophlis meurneobis statistikis istoriisathvis Sakarthveloši* (Histoire de la statistique agricole en Géorgie), Trudy de l'Université de Géorgie, t. 33, 1948, pp. 47-75.

¹³ *Akty Sobr. Kavkazskoj Arheografičeskoj Komissiej*, t. XII, 1904, Tiflis, pp. 85-86.

¹⁴ S. Esadze, *Istoričeskaja zapiska ob upravlenii Kavkazom* (Notice historique sur l'administration du Caucase), t. II, Tiflis, 1907, annexe, pp. 129-131.

prises privées, nous aurons sous les yeux l'abondante documentation statistique et économique, recueillie jusqu'à la révolution de 1917 et qui permet d'apprécier les modifications fondamentales, intervenues dans la structure économique, et, par conséquent, dans la vie sociale du pays.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que tous ces documents, à de très rares exceptions près, étaient imprégnés de la conception politique impérialiste.

Ainsi, par exemple, la statistique, « cette science la plus exacte » des disciplines économiques, servait sous le tsarisme à attiser la discorde et la haine entre les peuples de Transcaucasie. Au moment des recensements en Transcaucasie, par exemple, certaines fractions de la population géorgienne (Karthaliens, Kakhétiens, Imériens, Svanètes, Megréliens, Guriens), étaient considérés comme des peuples distincts, qui se différenciaient entre eux et s'opposaient aux autres peuples de Transcaucasie, par leur passé culturel et économique et leurs perspectives de développement. La doctrine officielle en matière de finances prétendait que les peuples de Transcaucasie payaient peu d'impôts, et qu'en conséquence ils vivaient aux dépens de la Russie ; ce faisant, elle s'efforçait de justifier une imposition encore plus lourde de la population autochtone, autrement dit accentuer l'exploitation coloniale. Dans les conditions de la Russie autocratique, la statistique, comme l'écrivait V. I. Lénine, n'était qu'une « science de l'élite », une statistique étroitement administrative, une « statistique bureaucratiquement embrouillée », une « statistique policière ».

Mais en même temps V. I. Lénine avait une haute opinion de la statistique agraire russe, qui sur beaucoup de points distançait celle d'Europe Occidentale. En effet, même en régime tsariste, la science économique progressiste russe put enregistrer de considérables succès dans l'étude du pays et faire progresser l'ensemble de la science économique.

C'est précisément la science progressiste russe, écrivait en 1889 Ilja Čavčavadze, « qui nous a ouvert les portes de la connaissance ; c'est encore la littérature russe qui alimenta notre esprit et orienta notre pensée vers le progrès »¹⁵. Le mouvement de libération nationale géorgien, né grâce à l'aide du grand peuple russe, était orienté également contre la politique économique colonialiste du tsarisme. Ses promoteurs préconisaient l'unité nationale des tribus géorgiennes et démontraient le caractère fallacieux des comptes établis par les financiers du pouvoir absolu. Se fondant sur les mêmes données officielles, ils affirmaient que la grande masse de la population transcaucasienne était plus durement frappée d'impôts directs et indirects que les habitants de la Russie proprement dite.

L'extension de l'activité économique de la bourgeoisie, qui s'accompagnait nécessairement d'une critique systématique des rapports économiques de l'époque du servage, a ranimé l'intérêt pour les questions économiques.

D'autre part, l'opposition du tsarisme à l'emploi de la langue géorgienne dans les écoles et les administrations publiques a fortement limité les possibilités d'écrire et de publier des ouvrages scientifiques en géorgien, notamment sur des questions économiques. C'est pour cette raison que les périodiques de cette époque constituent un patrimoine recelant presque tout l'héritage de la pensée économique géorgienne.

Cette nouvelle forme de pensée économique se distingue de l'héritage de la Géorgie antique et féodale. Elle correspond à une période de transition. Parmi les œuvres littéraires de cette époque, on peut citer : *Vostočnyj Mudrec ili soobraženijsja ob upravlenii Gosudarstvom* (*Le sage oriental ou les considérations sur l'administration de l'État*), par l'économiste géorgien du XVIII^e siècle, A. Amilahvari ; *Kalmasoba* (*Projets de lois, etc.*), par I. Batanišvili ; *Obozrenije Gruzii*

¹⁵ I. Čavčavadze, *Načerebis sruli Krebuli* (*Œuvres complètes*), t. VII, p. 285 (en géorgien).

po časti prav i zakonovedenije (Aperçu sur la législation et la jurisprudence géorgiennes), par David Bagrationi ; *Sophluri Ekonomia* (L'Économie rurale), par Bagrat Bagrationi ; *Dasturlama*, par N. Dadiani, etc.

A partir des années 60 du XIX^e siècle, certains éléments — les « *tergdaleuli* » (groupe du « *Pirveli dasi* », ayant à sa tête I. Čavčavadze) engagent la lutte contre la routine féodale, et l'isolationnisme. Ces savants publièrent une série de traités d'ordre économique critiquant le servage et défendant l'entreprise bourgeoise. C'est à la même époque que commencent à paraître des traductions d'ouvrages d'économistes européens. Ainsi, par exemple, la revue *Sakartvelos moambe* (Le courrier de Géorgie) publia les travaux de P. J. Proudhon et de F. Bastia. La revue *Ciskari* (Aurore) ouvrit en 1863 une rubrique spéciale d'économie politique.

C'est également dans les années 60 que commencent à paraître les organes périodiques : en 1861-1876, le journal *Gutmis-deda* (Le Laboureur) et en 1868 *Sasophlo gazethi* (le Journal rural). Ces organes défendaient les idées libérales et le capitalisme. Mais bientôt la critique du mode de production bourgeois ne tarda pas à s'exprimer.

Les publicistes, qui propageaient en Géorgie les idées populistes, ainsi que les « *narodniki* » géorgiens publièrent plusieurs traités d'économie. A leur exemple, d'autres publicistes des années 60-80, tels I. Čavčavadze, N. Nikoladze, G. Cereteli, S. Meshi, I. Mačabeli, etc., outre leurs travaux propres, popularisèrent en Géorgie les idées des socialistes-utopistes et des économistes bourgeois, russes (Černyševski, Herzen et Ziber), et européens (Mill, Fourier, Owen, Saint-Simon, Proudhon, Sieyès, Smith, Ricardo, Sismondi) soit en analysant leurs théories, soit en traduisant de larges extraits de leurs œuvres.

Dès le début des années 70, on trouve dans les revues et journaux géorgiens de nombreuses références aux fondateurs du communisme scientifique. Ne se bornant pas à exposer la doctrine économique de K. Marx et de F. Engels, nos publicistes d'avant-garde traduisaient et commentaient certains passages de leurs œuvres éditées en allemand, en russe, ou en français.

En 1871, par exemple, la préface de l'ouvrage de Marx, *Critique d'économie politique*, fut traduite *in extenso* en géorgien. En 1886, la revue géorgienne *Theatri* (Le Théâtre) publia un compte rendu de l'édition russe du tome II du *Capital*. « L'illustre Marx »¹⁶ jouissait dès cette époque d'un immense prestige auprès des publicistes géorgiens progressistes¹⁷.

L'influence de la science économique marxiste commence à se faire sentir en Géorgie à partir des années 90 du siècle dernier. Le « *Mesame-dasi* » — la première organisation marxiste géorgienne — entreprend de propager les idées marxistes. Cependant, la majorité des membres de cette organisation dénaturait la doctrine de Marx, l'adaptant aux impératifs du nationalisme bourgeois et du développement capitaliste. Seule une minorité du « *Mesame-dasi* », représentée par J. Staline, M. Chakaja, A. Culukidze et d'autres, fidèle à l'orientation marxiste-léniniste, défendait les positions du marxisme révolutionnaire.

Dès cette époque, on trouve dans les publications périodiques et dans certains ouvrages les écrits des sociaux-démocrates révolutionnaires géorgiens, analysant pour la première-fois les phénomènes sociaux-économiques et le développement du capitalisme en Géorgie et en Transcaucasie sous l'angle marxiste.

Les travaux des marxistes géorgiens étudiaient les questions de la science économique, analysaient les problèmes du labeur, du salaire, de l'horaire ouvrier, de la plus-value, de la législation ouvrière, des grèves et du lock out, du mouvement syndical, de la concentration du capital, des particularités du capital

¹⁶ *Idem*, t. IX, p. 141.

¹⁷ Cf. P. V. Gugušvili, *K. Marksi Karthul publicistikasa da sazogadoe-brivobaši* (K. Marx à travers le journalisme et l'opinion publique géorgiens), Tbilisi, 1956.

colonial, du capitalisme monopoliste, des rapports entre la ville et la campagne, de la prolétarianisation des paysans, des rapports agraires, des crises capitalistes et d'autres phénomènes économiques.

Ainsi, est née au début du siècle, dans une lutte impitoyable contre les déformations bourgeoises de la doctrine économique de Marx, la science économique marxiste-léniniste géorgienne.

L'un des plus éminents représentants de cette école de recherches économiques fut A. Culukidze, qui, s'inspirant du premier tome du *Capital* de Marx, a écrit le premier manuel d'économie politique en géorgien, *Načvetebi politikuri ekonomidan* (*Pages d'économie politique*), 1904. Cette œuvre expose dans une forme à la fois populaire et scientifique, l'essence de la doctrine économique de K. Marx.

A Culukidze, on doit aussi le premier travail en langue géorgienne sur l'histoire de l'économie politique, qui contient une analyse exacte des théories des coryphées de l'économie politique bourgeoise classique : Quesnay, Smith, etc.¹⁸.

Notons qu'à cette époque V. I. Lénine jouissait déjà d'un immense prestige au Caucase. Dans une lettre du 28 juin 1905, M. Chakaja, donnant à V. I. Lénine des renseignements sur la situation des organisations du parti du Caucase, annonce qu'en Géorgie, « une lutte acharnée se déroule au sein de la masse paysanne pour savoir s'il faut suivre le menchevisme ou le bolchevisme ».

Les ouvrages de V. I. Lénine ont souvent été traduits et réédités en géorgien.

Le tsarisme entravait le développement de la science économique en Géorgie. Ce ne fut qu'après la Grande Révolution Socialiste d'Octobre que celle-ci connut un véritable essor. La section économique de l'Université d'État « Staline » de Tbilisi fut le premier foyer d'un enseignement économique supérieur en Géorgie. Le Collège des professeurs confia en 1918 à l'académicien I. A. Gavahišvili et au professeur F. G. Gogičajšvili le soin de préparer le projet de l'organisation de cette section.

Après l'instauration du pouvoir soviétique en Géorgie, l'Université de Tbilisi s'agrandit sensiblement. En 1922, s'ouvre la Faculté des sciences sociales et économiques, comprenant deux sections : économie et droit. A partir de 1926, la section économique comporte les spécialités suivantes : coopération, statistique et finances. D'autres changements intervinrent par la suite. Après la réorganisation de l'Université en 1930, un Institut d'études financières et coopératives est créé sur la base de la section économique de la Faculté des sciences sociales et économiques. Il se transforma bientôt en un Institut de finances et d'économie et devint en 1933 la Faculté d'économie de l'Université de Tbilisi.

Une chaire d'économie politique existe à l'Université depuis 1918. Dès le début elle comprenait les disciplines suivantes : économie politique, histoire des doctrines économiques, coopération, statistique, finances, économie des transports, monnaie et crédit, banque et bourse. Toutefois, au cours des premières années, par suite de la pénurie de professeurs, certaines disciplines étaient étudiées d'une manière irrégulière. Le premier titulaire de la chaire d'économie politique fut le professeur G. F. Gogičajšvili ; lui succédèrent par la suite les professeurs K. Oragvelidze et P. V. Gugušvili, le chargé de cours I. S. Bağadze ; et à partir de 1956, le professeur S. L. Beradze.

À l'heure actuelle, la chaire d'économie politique comprend quatre disciplines : économie politique, économie mondiale, histoire de l'économie politique et histoire de l'économie nationale.

De nouvelles chaires se forment à partir de 1922 et, à présent, la Faculté d'économie comprend, outre la chaire d'économie politique, celles de finances

¹⁸ Cf. A. Culukidze, *Thkhzulebani* (*Œuvres*), Tbilisi, 1945.

et crédit, de planification de l'économie nationale, de statistique, de comptabilité et de commerce.

Au début, en plus de l'académicien I. A. Ćavahišvili et du professeur S. L. Avaliani, un seul professeur-économiste enseignait à la Faculté d'économie, le docteur ès sciences économiques F. G. Gogičajšvili (1872-1950), qui fut le premier à traiter des diverses disciplines économiques en langue géorgienne. En revanche, à présent, sept professeurs (dont six docteurs ès sciences économiques) et près de quarante chargés de cours, diplômés d'économie, enseignent à la Faculté des sciences économiques.

La Faculté des sciences économiques de l'Université d'État de Tbilisi est le principal centre d'enseignement supérieur de l'économie.

En quarante ans notre économie socialiste a été dotée d'environ 7 000 spécialistes hautement qualifiés en matière de statistique et de comptabilité, de planification, de finances, de crédit, de commerce, ainsi que de diverses branches de l'agriculture, de l'industrie et des transports. Actuellement, presque tous les enseignants et chercheurs à la Faculté des sciences économiques de l'Université d'État de Tbilisi et à l'Institut d'économie de l'Académie des sciences de la R.S.S. de Géorgie sont d'anciens diplômés de l'Université d'État de Tbilisi.

Parmi les centres scientifiques de la Faculté des sciences économiques de l'Université de Tbilisi, citons en premier lieu le séminaire d'études financières et statistiques, dirigé pendant plusieurs années (1929-1935) par le professeur F. G. Gogičajšvili. Plusieurs monographies furent publiées à l'issue des travaux de ce séminaire. Fondée en 1929, la section d'économie politique devint en 1934, sur l'initiative de P. V. Gugušvili, la section des sciences économiques qui se spécialisa, entre autres, dans l'histoire de l'économie nationale de la Géorgie et de la Transcaucasie. On lui doit un certain nombre de monographies et un important recueil de documents. La traduction et la publication par ses soins d'œuvres classiques de l'économie politique bourgeoise méritent également de retenir l'attention. Après la refonte de cette section en 1942, une partie de ses travaux (par exemple la mise au point d'une terminologie économique russo-géorgienne) fut reprise à l'Institut d'économie de l'Académie des sciences de la R.S.S. de Géorgie.

Grâce aux efforts de cette section et des chaires de la Faculté des sciences économiques on a pu éditer des manuels géorgiens et étrangers, traitant des diverses disciplines économiques, et également entreprendre systématiquement l'étude scientifique des problèmes économiques actuels concernant notre pays¹⁹.

Dès la fondation de la Faculté, la pénurie de manuels économiques se fit durement sentir. Afin de combler cette lacune, on entreprit de traduire du russe, de l'allemand, du français et de l'anglais des manuels et des traités d'économie politique, d'histoire de l'économie nationale, de statistique, de géographie économique, de finances, etc. On publia également des morceaux choisis et des livres de lecture traitant des mêmes questions.

Les collaborateurs de la Faculté mirent au point et publièrent des manuels et traités d'études financières et budgétaires (A. I. Karabadze) ; de statistique (Ch. F. Beridze, G. S. Gamkrelidze, A. I. Karbelašvili, D. Topuridze, Z. T. Čahvadze) ; d'histoire de l'économie nationale (P. V. Gugušvili) ; d'étude des groupe-

¹⁹ Des savants géorgiens, formés dans les universités russes et étrangères avaient, bien entendu, déjà publié des ouvrages économiques. On peut citer : N. J. Nikoładze, *Du désarmement et de ses conséquences économiques et sociales*, 1868, Genève ; F. G. Gogičajšvili, *Častnoe zemlevladienie v Tiflisskoj i Kutaisskoj gubernijah* (*La propriété foncière dans les provinces de Tiflis et de Koutaïs*), en 2 tomes, 1910, Tiflis ; I. Gavahišvili, *Sakarthvelos ekonomijuri istoria* (*L'histoire économique de la Géorgie*), 1907, Tiflis, t. I, etc.

ments coopératifs (A. M. Erkomaišvili, Č. Z. Gogebašvili) ; de géographie économique (G. N. Gehtman) ; d'économie agricole (G. N. Gehtman, N. S. Jašvili) ; d'économie industrielle socialiste (I. S. Mikeladze) ; d'histoire de la technique (P. V. Gugušvili) ; d'économie du commerce soviétique (V. Terzadze, V. G. Kočakidze) ; de comptabilité (A. N. Inckirveli, G. Gurgenidze, L. G. Asatiani, L. N. Mamisašvili, F. I. Čaja, etc.).

Le professeur A. N. Inckirveli, spécialiste des problèmes théoriques et pratiques de la comptabilité, publia, outre des manuels et des traités, plusieurs monographies. Il se spécialisa surtout dans l'étude de l'économie de la Géorgie soviétique, l'histoire de la pensée économique géorgienne, l'histoire de l'économie nationale de la Géorgie et de la Transcaucasie, l'économie politique et les problèmes économiques des différentes branches industrielles.

Il convient de signaler aussi les ouvrages suivants : S. L. Beradze, *F. Engelsi, rogorc ekonomisti* (*F. Engels en tant qu'économiste*), 1940 ; *Rasširennoe socialističeskoe vosproizvodstvo v kolkhoze* (*La reproduction socialiste dans les kolkhozes*), 1941 ; de I. S. Badjadze, *O socialističeskoj sobstvennosti* (*La propriété socialiste*), 1940 ; *Zadači socialističeskogo planirovanija* (*Les objectifs de la planification socialiste*), 1941 ; *Harakter socialističeskogo vosproizvodstva* (*Le caractère de la reproduction socialiste*), 1954 ; de N. N. Kocava, *Istoriuli škola ekonomiiur mecnierebaši* (*L'école historique dans la science économique*), 1924 ; *Saerthašorisio meurneoba da saerthašorisio ekonomika* (*Le commerce mondial et l'économie mondiale*), 1926 (en géorgien) ; *Meždunarodnyj valjutnyj fond* (*Le fonds monétaire international*), 1945 ; P. V. Gugušvili, *Sakhalkho meurneobis istoria* (*Histoire de l'économie nationale*), six fascicules, 1931-1932 ; *Ekonomiuri phormaciebisathvis* (*Des formations économiques*), 1933 ; *Teknikis marksistuli istoriisathvis* (*L'histoire marxiste de la technique*), 1933. On pourrait citer aussi les travaux de V. S. Bahtadze, I. I. Balančivadze, V. A. Gognadze, A. L. Gunija, V. M. Esaiašvili, A. I. Kakabadze, S. D. Karsanidze, etc., qui traitent de différentes questions d'économie politique.

Parmi les ouvrages économiques originaux, il convient de noter spécialement les recherches qui donnèrent naissance à l'étude de l'histoire de l'économie nationale de la Géorgie et de la Transcaucasie, ainsi qu'à l'histoire de la pensée économique géorgienne.

Les professeurs S. L. Beradze et P. V. Gugušvili, les chargés de cours V. S. Bahtadze, G. B. Ganelidze, G. I. Megrelišvili, N. K. Hurcidze, G. S. Todua, etc., se sont penchés, et se penchent encore, sur les problèmes de l'histoire de la pensée économique géorgienne en exploitant la presse qui fournit une richissime documentation sur l'histoire du développement de la pensée sociale géorgienne et, particulièrement, de la pensée économique. L'ouvrage de P. V. Gugušvili, *Karthuli žurnalistika* (*Le journalisme géorgien*), t. I, 1941, est consacré à cette question ; il étudie l'histoire du journalisme sous l'angle de l'histoire de la pensée socio-politique géorgienne. Un autre ouvrage de P. V. Gugušvili, *K. Marksi karthul publicistikasa da sazogadoebri vobaši* (*K. Marx à travers le journalisme et l'opinion publique géorgiens*), 3^e édit., 1956, analyse l'influence de la pensée économique de K. Marx sur le journalisme géorgien du XIX^e siècle. L'étude du même auteur, *A. Čulukidze ekonomikur šekhodulebatha šesakheb* (*La pensée économique de A. Čulukidze*), 1956, représente en quelque sorte la suite à l'ouvrage précédent. D'autres études ont été consacrées au même problème, notamment : V. S. Bahtadze, *Social'no ekonomičeskie vzgljady Niko Nikoladze* (*Les idées sociales et économiques de Niko Nikoladze*), 1958 ; S. L. Beradze, *Karthuli ekonomikuri azris ganvitharebis sakithkhisathvis XIX s. 50-60 čč* (*Le développement de la pensée économique géorgienne dans les années 50-60 du XIX^e siècle*), 1959.

En ce qui concerne l'étude de l'histoire de l'économie nationale de la Géorgie

signalons en premier lieu *Šakarthvelos ekonomiuri istoria* (L'histoire économique de la Géorgie) en deux tomes, 1930, 1934 (en géorgien) de l'académicien I. A. Gavahišvili qui fut le premier à compiler systématiquement les documents de la Géorgie féodale, posant ainsi les assises de l'étude de l'histoire économique de cette époque. En plus de sa portée purement scientifique, cet ouvrage présente un intérêt pratique considérable par ses recherches consacrées, par exemple, à la technique terrienne, à la culture des champs, aux plantations vivaces, etc.

De précieuses données sur la vie économique de la Géorgie antique et du Moyen Age ont été analysées et compilées dans les travaux des historiens, les académiciens S. N. Ganašia et N. A. Berdzenišvili, les professeurs A. Antelava, D. Guritišvili, A. Pirchelajšvili, Š. Meshia, etc.

Les divers aspects de l'économie de la société féodale sont étudiés dans les travaux du professeur N. N. Koiava, *Phulis triali Sakarthveloši XVIII saukuneši* (La circulation monétaire en Géorgie au XVIII^e siècle), 1945 ; *Karthl-kakhetis sakhelmčifo phinansebi* (Les finances de l'État Karthalino-Kakhétien au XVIII^e siècle), 1945 ; du professeur P. V. Gugušvili, *Narkvevebi šuasankunoebrivi Sakarthvelosa da Amierkavkasiis ekonomuri istoriidan* (Essai sur l'histoire économique de la Géorgie et de la Transcaucasie au Moyen Age), 1952 ; du professeur A. Ja. Panchava, *Agrarnyj stroj vostočkoj Gruzii v doreformennyj period* (La structure agraire de la Géorgie Orientale avant la réforme), 1955 (en russe) ; N. V. Pajčadze, *K istorii trgovli i torgovoj politiki v Zakavkaz'e* (Au sujet de l'histoire du commerce et de la politique commerciale en Transcaucasie), 1958 (en russe) ; N. Tkešelašvili, *Očerki po istorii promyšlennosti Gruzii* (Essais sur l'histoire de l'industrie en Géorgie), 1958 (en russe).

Le professeur K. Oragvelidze a consacré plusieurs études à l'histoire économique et à l'économie de l'agriculture de la Géorgie, dont, *Kapitalizmis ganvithareba Sakarthvelos sophilis meurneobaši* (Le développement du capitalisme dans l'agriculture géorgienne), 2^e édit., 1936. Les travaux du professeur A. M. Erkomajšvili analysent l'histoire du mouvement coopératif en Géorgie. On peut citer en particulier son *Kooperacia Sakarthveloši* (Les coopératives en Géorgie) publié en 1923.

De son côté, le professeur P. V. Gugušvili qui travaille sur le développement économique de la Géorgie et de la Transcaucasie aux XIX^e et XX^e siècles, a publié plusieurs ouvrages, notamment : *Kapitalizmis carmošoba da ganvithareba sakarthvelosa da Amierkavkasiaši* (L'apparition et le développement du capitalisme en Géorgie et en Transcaucasie), 1941 ; *Razvitie Fabrično-zavodskoj promyšlennosti v Zakavkaz'e* (Le développement de l'industrie dans les usines et fabriques en Transcaucasie), 1940 ; *Manufakturnoe proizvodstvo v Zakavkaz'e* (La production manufacturée en Transcaucasie), 1938 (en russe) ; *L'gotnyj tranzit i torgovlja v Zakavkaz'e* (Le transit en franchise et le commerce en Transcaucasie), 1936 ; *Marculenlis meurneoba Sakarthvelosa da Amierkavkasiaši* (L'économie céréalière en Géorgie et en Transcaucasie), 1954 ; *Agrarnye otnošenija v Zakavkazje na rubeže XIX-XX vv.* (Les rapports agraires en Transcaucasie à la limite du XIX^e siècle et du XX^e siècle), 1955 (en russe), etc.

Ces ouvrages traitent à la fois des questions générales relatives à la vie sociale et économique des peuples de Géorgie et de Transcaucasie et de la période de la désagrégation du mode de production féodal, de l'apparition de l'entreprise bourgeoise (histoire de l'épargne dite initiale) et du développement du système économique capitaliste. Ils analysent les profonds changements suscités en Transcaucasie par l'expansion du capitalisme ; l'auteur y définit le processus de la formation, de la différenciation et du développement de l'industrie familiale, de l'artisanat, de l'industrie artisanale, de la production manufacturière et de l'industrie en Transcaucasie.

Avant la publication de ces ouvrages, on ignorait jusqu'à l'existence en Transcaucasie de certaines formes d'industrie telles que, par exemple, la production manufacturière. Les études économiques consacrées au développement d'autres formes d'industrie, ne pouvaient satisfaire, ni sur le plan de la documentation concrète, ni sur celui de la méthodologie, les impératifs scientifiques d'aujourd'hui.

C'est en se fondant sur une étude critique des sources, concernant le développement économique de la Transcaucasie, que l'auteur a pu définir le rôle finalement progressiste du capitalisme russe. Bien que sa pénétration ait profondément ébranlé la vie sociale du pays, les mesures de coercition politique et économique eurent pour effet de briser et de détruire un système économique moyenâgeux qui, évolué, voire raffiné, pour l'époque, était devenu au XIX^e siècle un mode de vie pétrifié, routinier, freinant tout progrès. L'on voit également comment, après avoir décomposé le système local de production patriarcal et féodal, le capitalisme russe attira la Géorgie et la Transcaucasie dans l'orbite du marché russe d'abord, mondial ensuite, ce qui favorisa la pénétration dans le pays d'une pensée économique et spirituelle progressiste, ainsi que son passage à un niveau supérieur des rapports sociaux.

C'est pour la première fois que sont étudiées certaines branches nouvelles de l'économie, par exemple, l'industrie polygraphique et l'édition. A partir de la fin du XIX^e siècle et plus encore de notre temps, la presse géorgienne est devenue un facteur important dans la vie du pays ; de ce fait il est naturel qu'elle devienne l'objet d'études économiques. C'est à ce problème qu'est consacré l'ouvrage de P. V. Gugušvili, *Karthuli ċigni 1629-1929 cc (Le livre géorgien de 1629 à 1929)*, 1929, préparé au cours de séminaires d'études sous la direction du professeur F. G. Gogičajšvili.

L'explication scientifique du rôle de la colonisation (en tant que processus démographique), lorsque le mode de production capitaliste est transporté d'un pays à un autre, a été formulée pour la première fois en économie politique et d'une manière plus générale en histoire, par K. Marx. V. I. Lénine accordait une attention extrême au développement du capitalisme non seulement en profondeur, mais également en étendue. C'est ainsi que V. I. Lénine a été amené à poser la question de l'étude scientifique de la colonisation des régions périphériques de la Russie. Toutefois, la colonisation de la Transcaucasie, de même que celle d'autres régions situées à la périphérie de la Russie, n'a pas fait l'objet d'une étude complète jusqu'à ces derniers temps.

Ces indications de V. I. Lénine fournirent la base de l'ouvrage de P. V. Gugušvili, *Sakarthvelosa da Amierkavkasiis kolonizacia XIX s. (La colonisation de la Géorgie et de la Transcaucasie au XIX^e siècle)*, 1938, lequel valut à l'auteur le titre de docteur ès sciences économiques.

En dehors de la théorie et de l'histoire de l'expansion du capitalisme, cet ouvrage examine l'influence de la colonisation sur le développement économique du pays, sur les rapports entre les différentes nations, sur la dynamique de la structure nationale et religieuse de la population ; une tentative est faite ici d'expliquer les causes de la diversité du rythme d'accroissement des différents peuples autochtones.

Des succès considérables ont été enregistrés dans la recherche et la publication de documents et des sources relatives à l'histoire économique de la Géorgie. Sans même citer l'énorme masse de documents, revêtant un caractère historique général, il convient de signaler la publication entreprise par I. Lordkipanidze, des documents de recensement de la population en Géorgie au XVIII^e siècle : *Kvemo Karthli (La Basse-Karthalinie)*, t. I, 1936, t. II, 1939.

L'académicien N. A. Berdzenišvili a consacré plusieurs études à l'histoire de la Géorgie féodale, dont : *Masalebi Sakarthvelos ekonomiiuri istoriisathvis*

(Documenti sur l'histoire économique de Géorgie), t. I, 1936, t. II, 1933. Dokumenti Zakharovskii, *sovetovskii ekonomicheskii* (Documenti sur l'histoire sociale de Géorgie), t. I, 1940, t. II, 1953.

Le professeur P. N. Loutchko, chargé de son côté une collection de sources et de documents sous le titre : *Ekonomicheskaya istoriya Gruzii i Zakavkazya 1801-1920* pp. 'L'histoire économique de la Géorgie et de la Transcaucasie en 1801-1920'. Dans cette série, on a déjà paru : 'Les sources historiques et agraires soviétiques' ('L'agriculture et les rapports agraires'), t. I. *Dokumentarnyi period* 'La période précédant la révolution', 1931. *Osmena krestianstvo prava* 'La suppression du servage', t. II, 1939, etc.

La traduction et la publication en langue géorgienne des œuvres des classiques du marxisme-lénineisme ont à Moscou et Leningrad de la science économique soviétique.

À l'Université de Tbilissi de la première université, principal centre d'enseignement économique important de l'URSS. Depuis sa libération à avoir paru en langue géorgienne. Ce n'est qu'à partir de 1925 que les travailleurs de la République eurent leurs lectures pour étudier dans leur langue maternelle la grande doctrine économique des classiques du marxisme. La publication en géorgien des œuvres des classiques du marxisme-lénineisme a fourni une base idéologique à l'essor de la science économique dans la Géorgie soviétique et à la formation marxiste-léniniste des nouvelles générations.

C'est la Union géorgienne de l'Institut de marxisme-lénineisme au près du C. C. de l'U. R. S. S. qui se charge de la traduction et de la publication de ces œuvres, elle assure de tous les moyens pour rendre encore plus accessibles aux masses laborieuses cette riche source de connaissances scientifiques et d'enseignement idéologique des masses en vue de l'éducation de la société communiste.

Les sélections de l'État et du Gouvernement et les travaux de leurs dirigeants sont systématiquement traduits en géorgien. Les livres et ouvrages fournissent une unique opportunité des problèmes économiques et présentent les données nécessaires à améliorer l'essor économique et celui de la science économique dans notre pays.

Cependant nous devons le dire, jusqu'à l'indépendance de la Géorgie la première université, l'étude économique de notre pays se réduisait qu'à un caractère épuré, et se concentrait que sur les branches économiques et certaines formes d'industrie. Les la science économique soviétique n'aurait d'expliquer systématiquement l'économie profonde de pays et ses ressources en travailleurs et vue de l'éducation sociale. En conséquence, il s'est arrêté nécessaire, pour faire face aux demandes de l'État et pour particulièrement à l'un des services économiques et de planification, d'entreprendre une étude systématique et systématique des ressources de pays.

C'est à cette fin que, dès 1925, fut créé le nouvel organisme de la statistique nationale : l'Office central des statistiques de Géorgie. Il a été, tout en changeant et en publiant des données déjà existantes (principalement des données sur le recensement effectué de 1926-1927) devait poursuivre l'étude statistique et économique du pays.

L'Office, qui procède des cadres nationaux suffisamment forts pour l'époque, s'attaque aux tâches les plus urgentes de l'éducation soviétique. Il possède un organe périodique : *Zakharovskii statisticheski obozretie* ('Le courrier statistique de la Géorgie'), devenu par la suite, *Statisticheskii obozretie* ('Le bulletin statistique').

L'Office central des statistiques de la R. S. S. de Géorgie poursuit depuis sa création une activité active. Il assure le recensement et le contrôle de l'économie nationale de la République par secteur et par branches. Il groupe, étudie et publie les données sur le recensement de la population (les sources documentaires, dont la priorité pour la planification et l'expansion de notre économie nationale est considérée à déjà paru.

Les travaux suivants ont aussi été effectués pour la période 1921-1960 :

1. *Démographie* : recensement de la population urbaine de Géorgie en 1922, recensement général de la population en 1926, recensement de la population des grandes villes en 1930 ; recensement général de la population en 1939 ; recensement de la population rurale par sexe et par âge au 1^{er} janvier 1941, opéré par la suite annuellement ; enfin de 1946 à 1954 on a procédé six fois à l'élaboration des listes électorales en prévision des élections aux Soviets Suprêmes de l'U.R.S.S. et de la R.S.S. de Géorgie, ainsi qu'aux soviets locaux et autres.

2. *Industrie* : recensement industriel de Tbilisi en 1922, inspection de l'industrie artisanale en 1925 ; recensement général de la petite industrie et de l'industrie artisanale en 1929 ; recensements industriels généraux en 1933, 1935 et 1937 ; recensements quasi annuels de la petite industrie à partir de 1938 ; recensement des entreprises de l'industrie du cuir, des boulangeries, des entreprises de construction ; recensement et contrôle en 1940 et en 1945-1950 des équipements métallurgiques, de pompage, des fonderies, de construction, du bois, etc. ; des entreprises polygraphiques, des centrales rurales, des moteurs, des transformateurs, ainsi que des entreprises des matériaux de construction locaux.

Au cours des dernières années, on a procédé systématiquement dans les grandes entreprises et sur les chantiers à des recensements des ressources matérielles, etc.

3. *Agriculture* : recensement agricole de la Géorgie en 1923 ; inspection des exploitations paysannes en 1927 et en 1929 ; inspection des kolkhozes en 1928 et en 1929 ; à partir de 1932, recensements généraux quasi annuels du bétail ; recensement des vignobles en 1940, 1947 et 1953 ; des plantations de mûriers en 1941, 1946 et 1950 ; recensement des plantations d'arbres fruitiers en 1945 et 1952 ; contrôle des serres et des châssis en 1939 ; à partir de 1940, contrôle annuel des tracteurs ; contrôle des surfaces ensemencées à partir de 1935, des terres irriguées en 1946-1955 ; contrôle des terres asséchées à partir de 1953 et 1956, etc.

4. *Commerce* : contrôle du commerce privé en 1927 ; recensement général du réseau commercial en 1929 et en 1935 ; recensement général des entrepôts commerciaux en 1934 ; contrôle du trafic des marchandises extérieur et intérieur de la Géorgie en 1922 et en 1923 ; recensement commercial général en 1949, etc.

D'autre part, durant la période de 1921-1960, l'on a procédé à un certain nombre de contrôles, d'enquêtes et de recensements dans le domaine culturel, dans celui de l'instruction publique, de la santé, du travail, de l'économie urbaine, du logement, de l'alimentation de la population urbaine et rurale. C'est ainsi par exemple que l'on pratique presque tous les ans le recensement des sanatoria et des maisons de repos, le contrôle du fonds collectivisé de l'habitat, de l'habitat appartenant en propre aux citoyens, etc.

Parmi les travaux statistiques parus durant cette période, citons les publications suivantes, éditées en géorgien et en russe : *Statisti kuri krebuli 1909-1921* (Recueil statistique), Tbilisi, 1923 ; *Statisti kuri krebuli 1922-1926* (Recueil statistique), Tbilisi, 1927 ; *Sovetskaja Gruzija v cifrah* (La Géorgie soviétique en chiffres), Tbilisi, 1929 (en russe) ; *Sabcotha Sakarthvelos 10 čeli* (La Géorgie Soviétique au cours des dix dernières années), Tbilisi, 1931 ; *13 let Sovietskoj Gruzii* (La Géorgie Soviétique pendant 13 ans), Tbilisi, 1934, etc.²⁰

²⁰ L'analyse de ces recueils statistiques figure dans : *Mecniereba Sabcotha Sakarthveloši 25 člis manzilze VI, Ekonomika* (La science dans la Géorgie soviétique pendant 25 ans, VI, Économie), Tbilisi, 1947.

A l'occasion du vingtième anniversaire de l'instauration du pouvoir soviétique en Géorgie, un recueil statistique fut publié en 1941 : *Sabčotha Sakarthvelos 20 ėeli (20 ans en Géorgie Soviétique)*, en géorgien et en russe.

En 1924-1937, les Offices centraux des Statistiques des trois républiques socialistes fédérées soviétiques de Transcaucasie publièrent en russe des recueils consacrés à la vie économique et culturelle de ces républiques : par exemple, le recueil *Narodnoe Hozjajstvo Zakavkazja v cifrah (L'économie nationale de la Transcaucasie en chiffres)*, Tbilisi, 1927.

En outre, on a publié des recueils statistiques reflétant les transformations sociales de certaines régions et des villes de la Géorgie.

Au cours des dernières années, les études statistiques ont connu un nouvel essor. Ont déjà paru les recueils statistiques suivants : *Narodnoe hozjajstvo Gruzinskoj S.S.R. (L'économie nationale de la R.S.S. de Géorgie)*, Gosstatizdat, Tbilisi, 1957 ; *Narodnoe hozjajstvo Abhazskoj A.S.S.R. (L'économie nationale de la R.S.S.A. d'Abkhazie)*, Suhumi, 1957 ; *Narodnoe hozjajstvo Aġarskoj A.S.S.R. (L'économie nationale de la R.S.S.A. d'Aġarie)*, Batumi, 1958, etc. ; sans compter les bulletins mensuels et des annuaires.

En outre on prépare un important recueil statistique : *Narodnoe hozjajstvo Gruzinskoj S.S.R. za 1921-1961 gg. (L'économie nationale de la R.S.S. de Géorgie entre 1921-1961)*, qui reflétera l'édification socialiste en Géorgie au cours de quarante ans d'existence du pouvoir soviétique.

Les organes périodiques économiques jouent un rôle considérable dans notre essor scientifique. Jusqu'en 1925 nous ne possédions qu'un journal hebdomadaire, *Sakarthvelos sakhalkho meurneoba (L'économie nationale de la Géorgie)*. En 1925, commence à paraître une revue mensuelle, l'*Ekonomisti*, qui de 1926 à 1931 porta le titre de *Sakarthvelos Ekonomisti (L'économiste de la Géorgie)*, et de 1931 à 1941, celui de *Sakarthvelos socialisturi meurneoba (L'économie socialiste de Géorgie)*. En langue russe nous possédions la revue *Ekonomičeskij Vestnik Zakavkazja (Le courrier économique de Transcaucasie)* qui entre 1931 et 1938 parut sous le titre *Socialističeskoe hozjajstvo Zakavkazja (L'économie socialiste de la Transcaucasie)*. Dans ces revues économiques on trouvait des articles traitant de l'aspect théorique, historique et pratique de la science économique.

Le 1^{er} janvier 1958 paraît la revue *Sakarthvelos Ekonomisti* (rédacteur en chef, P. V. Gugušvili), organe mensuel du Gosplan du Conseil des Ministres de la R.S.S. de Géorgie, du sovnarkhoze de la R.S.S. de Géorgie et de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences de la R.S.S. de Géorgie. Elle coordonne les efforts des économistes et des praticiens en vue d'étudier les problèmes économiques actuels de la Géorgie Soviétique, l'édification en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, la conjoncture économique des puissances capitalistes, enfin les problèmes théoriques de l'économie politique et de la science économique en général.



Parmi les ouvrages du professeur P. V. Gugušvili traitant de l'expansion économique de la Géorgie Soviétique il convient de citer : *Sakarthvelos mizime mrečveloba 1921-1946 cc. (L'industrie lourde de la R.S.S. de Géorgie entre 1921 et 1946)* (en géorgien) ; le professeur S. L. Beradze est l'auteur de l'ouvrage *Zogierthi ekonomiuri sakithkhi navthobis mrečvelobis ganvitharebisa Sakarthvelos S.S.R. (Certains problèmes économiques du développement de l'industrie pétrolière de la R.S.S. de Géorgie)*, 1949, etc.

Outre le manuel *Socialisturi mrečvelobis ekonomika (L'économie de l'industrie socialiste)*, 1946, I. S. Mikeladze a écrit plusieurs ouvrages sur la distribution

des forces productives, la spécialisation et la coopération dans l'industrie, l'essor économique dans la R.S.S. de Géorgie ; signalons tout particulièrement son livre, *Specializacija i kompleksnoe razvitie narodnogo hozjaistva Gruzinskoj S.S.R.* (*La spécialisation et l'expansion économique coordonnée de la R.S.S. de Géorgie*), 1959 (en russe). Citons aussi les ouvrages suivants ayant trait à l'agriculture géorgienne : professeur G. N. Gehtman, *Alpiuri meurneoba* (*Économie alpine*), 1929 et *Produktiuli mechoveleoba* (*L'élevage productif en Géorgie*), 1930 ; professeur N. S. Jašvili, *Tbilisis gareubnis sophlis meurneobis zonis organizacia* (*L'organisation de la zone agricole suburbaine de Tbilisi*), 1934, etc.

Plusieurs ouvrages intéressants traitent du commerce, des finances, du crédit, de la monnaie. Le professeur F. G. Gogičajšvili a consacré une étude spéciale à l'aspect théorique et pratique du crédit de l'État (1936). Le professeur N. N. Koiava a publié, *Funkcii deneg v rabovladel'českom obščestve* (*La fonction de l'argent dans la société esclavagiste*), 1940 (en russe) et *Phulis triali da krediti kapitalistur kvegnebši* (*La circulation monétaire et le crédit dans les États capitalistes*), 1956 ; A. A. Gvelesiani, *Osnovnye etapy razvitiia sovetskoi torgovli i Gruzii* (*Les étapes essentielles du développement du commerce soviétique en Géorgie*), 1958 (en russe) ; V. P. Kočakidze, *Sabčotba vačrobis phormebi* (*Les formes du commerce soviétique*), 1959. Le professeur P. V. Gugušvili étudie dans plusieurs de ses ouvrages l'histoire de la monnaie et du crédit en Géorgie et en Transcaucasie : *Phulis nišnebi da phulis mimokeva Amierkavkasiaši* (*Les signes et la circulation monétaires en Géorgie et en Transcaucasie*), 1937 ; *Pervaja kreditnaja organizacija v Zakavkazje* (*La première organisation de crédit en Transcaucasie*), 1941 (en russe), etc. Le professeur A. I. Gokieli se penche sur la théorie des finances. Il est l'auteur des ouvrages : *Soderžanie i stroenie nauki o sovetskikh finansah* (*Teneur et structure de la science financière soviétique*), 1950 (en russe) ; *Soderžanie nauki o finansah* (*Le contenu de la science financière*), 1954 (en russe), etc.

Parmi les travaux consacrés spécialement à la statistique on peut signaler les manuels de G. S. Gamkrelidze, *Theoriuli statistika* (*Statistique théorique*), t. I et II, 1947 et 1949 et *Demografiuli statistika* (*Statistique démographique*), 1956...

En 1944 a été fondé à Tbilisi l'Institut d'économie de l'Académie des sciences de la R.S.S. de Géorgie. En un court laps de temps, cet Institut a su grouper les meilleurs représentants de la science économique de notre pays et entrepris l'étude des problèmes économiques actuels. Aujourd'hui il compte cinq sections : économie politique, économie agricole, économie industrielle, distribution de la production socialiste et droit. Il faut rappeler que jusqu'à la création de cet Institut, notre République ne possédait pas d'organisme scientifique susceptible de coordonner les travaux de ses économistes. Dès le début, l'Institut entreprit d'étudier la production kolkhozienne et agricole dans son ensemble. Entre 1944 et 1948, presque tous les collaborateurs de l'Institut et d'autres spécialistes se consacrèrent à l'étude de l'histoire de la collectivisation agricole en Géorgie. Parallèlement à la compilation et à l'étude d'archives, de documents législatifs, de mémoires, de données statistiques, etc., l'on procédait sur place à des études monographiques des kolkhozes les plus typiques.

Dans le cadre des travaux de l'Institut, les professeurs P. V. Gugušvili, N. S. Jašvili, I. L. Džaše et d'autres encore ont écrit et publié des ouvrages sur l'économie des cultures vivaces. D'autres spécialistes ont étudié les questions générales de l'économie agricole, de la production kolkhozienne, des S.M.T., de la mécanisation agricole, etc. A. G. Nucubidze a consacré un ouvrage spécial à l'économie agricole des pays capitalistes et à l'économie de l'agriculture socialiste : *Kolmeurneobatha organizaciul-meurneobrivi ganmtikicebis sakithkhebi* (*Problèmes du renforcement organisationnel et économique des kolkhozes*), 1954.

On lui doit aussi : *Sakarthvelos S.S.R. sophlis meurneoba (1921-1925) (L'économie rurale de la R.S.S. de Géorgie, 1921-1925)*, *Phinansuri kapitali kapitalizmis saertho-krizisis sophlis meurneobaši (Le capital financier dans l'économie rurale à l'ère de la crise générale du capitalisme)*, 1959 (en géorgien).

K. A. Gogoberidze s'est penché sur différentes questions de l'économie de l'agriculture socialiste, notamment : *Le rôle de l'intensification dans le renforcement de la production kolkhozienne* (1952) ; *L'économie financière des kolkhozes* (1953), etc. Les travaux de M. Kahetelidze concernent plus particulièrement l'élevage dans la R.S.S. de Géorgie. Les questions ayant trait à l'économie céréalière de la R.S.S. de Géorgie sont analysées dans l'ouvrage de B. A. Hasia : *Marcvleulis meurneobis ekonomikis sakithkhebi Sakarthvelos S.S.R. (L'économie céréalière de la R.S.S. de Géorgie)*, 1954.

L'Institut d'Économie de Tbilisi a également étudié la structure de l'industrie socialiste, sa répartition géographique, la cadence d'accroissement du volume de la production, l'orientation du développement de l'industrie lourde (énergétique, combustibles, manganèse, métallurgie, etc.), les perspectives de développement de l'agriculture, les centres des matières premières minérales ; la production des biens de consommation à partir des ressources locales en matières premières ; l'emploi d'une main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie et les transports ; l'élévation de la productivité, l'abaissement du prix de revient et d'autres questions de la production industrielle.

On peut citer dans ce domaine les travaux suivants : I. S. Badžadze, *O tempah industrial'nogo razvitiia G.S.S.R. (Le rythme d'accroissement de l'industrie de la R.S.S.G.)*, 1947 et *Obščaja ekonomičeskaja harakteristika razvitiia promyš'lenosti Gruzinskoj S.S.R. 1941-1950 gg. (Caractère économique général du développement de l'industrie de la R.S.S. de Géorgie en 1941-1950)*, 1959 ; S. L. Beradze, *Sakarthvelos S.S.R. marganecis mrečvelobis ekonomikis sakithkhebz (Les problèmes de l'économie de l'industrie du manganèse dans la R.S.S. de Géorgie)*, 1948-1949 ; V. I. Melkadze, *Sakarthvelos S.S.R. elektroenergetikis ganvitharebis zogiérthi sakithkhebi (Quelques problèmes du développement de l'énergie électrique dans la R.S.S. de Géorgie)*, 1947.

Parmi les spécialistes de l'industrie de la Géorgie, on peut citer : V. I. Mheidze, S. P. Gamrekelidze, N. G. Dgebuadze, A. I. Kakabadze et tant d'autres encore.

En 1947, à l'occasion du 25^e anniversaire de l'instauration du pouvoir soviétique en Géorgie, l'Institut d'économie publia un recueil, *Sakarthvelos sakhalkho meurneoba 1921-1946 cc. (L'économie nationale de la R.S.S. de Géorgie entre 1921 et 1946)*, qui étudie les principales étapes du développement économique de la Géorgie, ainsi que les mesures décidées en cette matière par le Parti Communiste et le Gouvernement soviétique. L'Institut poursuit également une vaste étude de l'histoire de l'économie nationale de la Géorgie et de la Transcaucasie. A cet égard, il convient de citer tout particulièrement les travaux du professeur P. V. Gugušvili parus entre 1949 et 1959 sur la culture de la vigne, la culture du thé, l'artisanat, la culture du tabac, etc., et les recherches de V. G. Čantladze, telles que : *Rephormamdeli aġmosavleth Sakarthvelos Sakalako phinansebi (Les finances urbaines en Géorgie Orientale dans la période précédant les réformes)*, 1948, 1948, etc., qui étudient la politique colonialiste du tsarisme, et le rôle progressiste de la Russie dans le développement de la vie urbaine en Géorgie.

En 1958, une section d'économie politique fut inaugurée à l'Institut, ce qui permit d'entreprendre l'étude systématique des problèmes d'économie politique. Parmi les travaux déjà publiés dans ce domaine, il convient de citer les travaux de I. S. Badžadze : *Industrisa da sophlis meurneobis urthierthoba S.S.R.K. (Les rapports entre l'industrie et l'agriculture en U.R.S.S.)* ; de A. L. Gunija, *Muša*

zalis aḡcarmeobis sakithkhisathvis S.S.R.K. (*A propos du rendement de la main-d'œuvre en U.R.S.S.*), 1959, etc. Les collaborateurs de l'Institut d'économie, sous la direction du professeur P. V. Gugušvili, accomplirent un important travail en publiant un dictionnaire (russo-géorgien et géorgien-russe) de la terminologie économique, *Ekonomikis Terminologia*, 1947, dont une seconde édition plus complète est actuellement en préparation.

À la fin de 1957, une section de droit fut créée à l'Institut d'économie de l'Académie des Sciences de la R.S.S. de Géorgie. Jusqu'alors, la Faculté de droit à l'Université d'État « Staline » de Tbilisi, qui compte à présent quatre chaires, avait été l'unique centre de la recherche scientifique juridique en Géorgie. Cette section poursuit un travail de recherches dans le domaine de la théorie du droit pénal soviétique, de l'histoire de l'État et du droit géorgien, ainsi que du droit international.

Entre 1946 et 1960, parurent douze volumes des *Trudy Instituta Ekonomiki* (*Travaux de l'Institut d'économie*), qui analysent les questions économiques actuelles de la Géorgie soviétique et de la science économique en général. En prévision du 40^e anniversaire de l'instauration du pouvoir soviétique en Géorgie en février 1961, l'Institut prépare l'édition d'une très importante monographie : *Narodnoe Hozjajstvo Gruzinskoj S.S.R. v 1921-1961* (*L'économie nationale dans la R.S.S. de Géorgie entre 1921 et 1961*) (en russe). L'Institut consacre une part considérable de son activité à la formation des cadres de spécialistes scientifiques.

La création en 1946, au sein de l'Institut de recherches scientifiques de l'Ossétie du Sud de l'Académie des sciences de la R.S.S. de Géorgie, d'une section économique, dont l'objectif est d'étudier l'économie de l'Ossétie du Sud et l'histoire de son économie nationale, est un événement remarquable qui témoigne du développement de la science économique soviétique en Géorgie. Le directeur de cette section, l'éminent savant V. D. Abaev, diplômé des sciences économiques, a publié de nombreuses études — fruit d'un long et fécond travail. Des sections économiques existent également auprès des Instituts de recherches de Batumi (R.S.S.A. Adžare) et de Suhumi (R.S.S.A. d'Abkhazie).

En vue d'améliorer ses recherches, l'Institut d'économie s'efforce d'élargir au maximum ses échanges et de resserrer ses liens avec la vie pratique. L'une des formes concrètes de ce rapprochement avec l'industrie est le rattachement à l'Institut de correspondants scientifiques des entreprises de Tbilisi. Depuis 1953, à la demande du Conseil des Ministres de Géorgie, l'Institut d'économie étudie, en collaboration avec le bureau d'études du Ministère des constructions mécaniques de l'U.R.S.S., le problème de la mécanisation des travaux dans la culture du thé. En 1954, l'Institut organisa sa VIII^e session scientifique, aux travaux de laquelle participèrent les chefs de plusieurs kolkhozes et des S.M.T. d'avant-garde de Géorgie. En 1955, les collaborateurs de l'Institut assistèrent les kolkhozes dans l'élaboration de leurs plans.

La IX^e session scientifique de l'Institut en 1955 fut consacrée à l'étude des moyens susceptibles d'améliorer l'utilisation des fonds capitaux dans l'industrie des constructions mécaniques de la R.S.S. de Géorgie.

En 1956, l'Institut d'économie participa à des conférences scientifiques qui se sont déroulées au combinat textile de Tbilisi, ainsi qu'à l'usine d'automobiles de Kутаისი. En 1959, l'Institut organisa, avec la coopération du journal *Zavja Vostoka* (*L'aurore de l'Orient*) et de l'Institut de recherches du thé et des cultures subtropicales, une conférence économique inter-régionale, consacrée à des questions telles que l'accroissement du rendement du thé et la baisse de son prix de revient. En avril 1959, l'Institut d'économie, conjointement avec l'Institut de droit de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S., prépara et organisa une conférence scientifique inter-républicaine sur la codification des législations

des républiques fédérées de Géorgie, d'Azerbaïdjan et d'Arménie. Afin d'étudier l'économie des kolkhozes situés dans les régions montagneuses, les collaborateurs de l'Institut dirigèrent une expédition scientifique dans la Haute-Svanétie. Enfin, l'activité de l'Institut est étroitement liée à celle de l'administration de l'État. Les collaborateurs de l'Institut ont pris une part active aux travaux du *Gosplan* de la république, destinés à définir les perspectives de l'expansion de la Géorgie en 1960-1980.

Tel est le tableau incomplet de l'essor de la science économique dans la Géorgie soviétique durant quarante ans. Grâce à ces progrès considérables, il existe actuellement en langue géorgienne une littérature économique assez importante, de même qu'il existe un grand nombre d'économistes qualifiés et que se poursuit l'étude systématique de l'industrie, de l'agriculture, des transports et, d'une manière générale, des aspects théoriques et pratiques de l'économie nationale.

Le fait que ce sont des spécialistes, formés par des savants géorgiens dans les écoles supérieures de la R.S.S. de Géorgie, qui se consacrent à la tâche exceptionnellement importante de la planification économique de la Géorgie soviétique, constitue un important succès pour notre science et notre enseignement économique.

P. V. GUGUŠVILI.

Tbilisi, 5 octobre 1960.

Institut d'Économie de l'Académie des Sciences de Géorgie.

Le Gérant : Louis VELAY.

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES - SORBONNE
SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
DIVISION DES AIRES CULTURELLES

COLLOQUES ET CONGRÈS

1. PREMIÈRE CONFÉRENCE INTERNATIONALE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE. Contributions et Communications. Stockholm, Août 1960. 594 pp. textes en français, anglais, allemand, italien, espagnol. Nombreux graphiques.
35,00 NF
2. LES ORIGINES DES VILLES POLONAISES DU MOYEN-ÂGE. P. Francastel éditeur. 1961. Nombreux plans. 30 photographies.
35,00 NF
3. L'HISTOIRE ET SES INTERPRÉTATIONS. Entretiens autour d'Arnold Toynbee sous la direction de Raymond Aron. (Cerisy-la-Salle, juillet 1958). 1961. 238 pp.
15,00 NF

SOCIÉTÉ ET IDÉOLOGIES

Deuxième Série : DOCUMENTS ET TÉMOIGNAGES

1. ALFRED ROSMER : Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale. De Zimmerwald à la Révolution russe. 1959. 252 pp.
30,00 NF
2. MAXIMILIEN RUBEL : Karl Marx devant le Bonapartisme. 1960. 165 pp.
12,50 NF
3. ALEXANDRE BENNIGSEN ET CHANTAL QUELQUEJAY : Les Mouvements nationaux chez les Musulmans de Russie. Tome I : Le « Sultangaliévisme » au Tatarstan. Préface de Roger Portal. 1960. 285 pp. 1 frontispice et 2 cartes.
22,00 NF

ÉTUDES SUR L'ÉCONOMIE ET LA SOCIOLOGIE
DES PAYS SLAVES

1. CZESLAW BOBROWSKI : Formation du système soviétique de planification. 1956. 92 pp.
11,25 NF
2. ROBERT SMITH : The origins of farming in Russia. 1959. 198 pp. 12 pl. 2 cartes.
32,00 NF
3. LOUIS GREYFÉ DE BELLECOMBE : Les conventions collectives de travail en Union Soviétique. 1958. 172 pp.
15,00 NF
4. HENRI CHAMBRE : L'aménagement du territoire en URSS. Introduction à l'étude des régions économiques soviétiques. 1959. 250 pp.
30,00 NF
5. STEVAN K. PAVLOWITCH : Anglo-Russian rivalry in Serbia. 1837-1839. 1961. 208 pp.
29,00 NF